

NOTE D'INFORMATION RELATIVE A L'OFFRE D'OBLIGATIONS PAR JAC Transactions.

Le présent document reçoit l'approbation totale de JAC Transactions

LE PRESENT DOCUMENT N'EST PAS UN PROSPECTUS ET N'A PAS ETE VERIFIE OU APPROUVE PAR L'AUTORITE DES SERVICES ET MARCHES FINANCIERS (FSMA)

23/09/2022

AVERTISSEMENT : L'INVESTISSEUR COURT LE RISQUE DE PERDRE TOUT OU PARTIE DE SON INVESTISSEMENT ET/OU DE NE PAS OBTENIR LE RENDEMENT ATTENDU.

LES INSTRUMENTS DE PLACEMENT NE SONT PAS COTES : L'INVESTISSEUR RISQUE D'EPROUVER DE GRANDES DIFFICULTES A VENDRE SA POSITION A UN TIERS AU CAS OU IL LE SOUHAITERAIT.

| |
|---|
| <p>Partie 1 – Principaux risques propres à l'émetteur et aux instruments de placement offerts, spécifiques à l'offre concernée</p> |
|---|

A. Risques liés à l'émetteur

L'Emetteur est une société spécialisée dans les activités des marchands de biens immobiliers.

Certains risques et incertitudes que l'Emetteur estime importants, à la date de cette Note d'information, sont décrits ci-dessous. Ces divers risques pourraient causer une diminution du chiffre d'affaires et des bénéfices escomptés de l'Emetteur et en altérer la gestion, ce qui a terme pourrait affecter la capacité de l'Emetteur à remplir ses obligations en vertu des Obligations.

L'Emetteur est exposé au risque de commercialisation. Il n'y a pas de pré commercialisation à date sur l'opération.

L'Emetteur est exposé au risque lié au prix de vente. Le prix de vente est supérieur au prix de marché observé, mais s'explique par les prestations haut de gamme proposées.

L'Emetteur est exposé à la situation sanitaire et géopolitique actuelle. En effet, l'épidémie mondiale du coronavirus et la crise géopolitique ont mis à l'arrêt l'industrie du bâtiment. Cela peut impliquer un retard des travaux et des difficultés de commercialisation.

B. Risques liés aux obligations

Les Obligations sont des instruments de dette qui comportent certains risques. En souscrivant aux Obligations, les investisseurs consentent un prêt à l'émetteur, qui s'engage à payer annuellement des intérêts et à rembourser le principal à la Date d'échéance. En cas de faillite ou de défaut de l'émetteur, les investisseurs courent le risque de ne pas obtenir ou d'obtenir tardivement les montants auxquels ils auraient droit et de perdre tout ou partie du capital investi. Chaque investisseur doit donc étudier attentivement la Note d'information, au besoin avec l'aide d'un conseil externe.

La liquidité limitée des titres émis par des sociétés non cotées ne permet pas toujours de céder ces instruments financiers au moment souhaité.

C. Risques liés à l'Offre

L'Offre est conditionnée à la levée d'un montant minimum par l'Emetteur de 1 087 500 €. Si ce montant n'est pas atteint, l'Emprunt Obligataire sera annulé et les investisseurs remboursés.

| |
|--|
| Partie 2 – Informations concernant l'émetteur et l'offreur des instruments de placement |
|--|

A. L'identité de l'émetteur

1. Données concernant l'émetteur

JAC Transactions, est une société par actions simplifiée de droit français ayant établi son siège social au 76, Avenue des Baumettes – 06000 Nice et enregistrée auprès du Registre du commerce et des sociétés de Nice sous le numéro 797 951 241

2. Activité de l'Emetteur

JAC Transactions est spécialisée dans les activités des marchands de biens immobiliers. Elle a pour objet social : marchand de biens.

3. Actionnariat

Actionnaires :

- 64,2% : Andreas Simonetti
- 20% : Kevin Vandermotte
- 15% : Mas Transactions
- 0,75% : Jean-Marc Simonetti

4. Opérations conclues par l'Emetteur

Il n'existe aucune opération pouvant être qualifiée d'importante entre l'Emetteur et les personnes visées au 3° et/ou des personnes liées autres que des actionnaires, pour les deux derniers exercices et l'exercice en cours.

5. Organe d'administration

Composition :

Président : Jean-Marc Simonetti
Directeur Général : Andreas Simonetti

Rémunération :

A la date de cette Note d'information, il n'existe aucune rémunération pour les membres de l'organe légal d'administration.

A la date de cette Note d'information, il n'existe aucune sommes provisionnées ou constatées par l'Emetteur ou ses filiales aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages.

6. Condamnation(s) visée(s) à l'article 20 de la loi du 25 avril 2014

Les personnes visées au 3° n'ont fait l'objet d'aucune condamnation visée à l'article 20 de la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourse.

7. Conflits d'intérêts

Aucun conflit d'intérêts entre l'Emetteur et les personnes visées au 3° ou 5° ou avec d'autres parties liées n'est à signaler.

8. Identité du commissaire

Il n'existe pas de commissaire aux comptes désigné au sein de JAC Transactions.

B. Informations financières concernant l'émetteur

1. Comptes annuels

Les comptes annuels relatifs aux exercices 2021 et 2020 (voir annexe) n'ont pas été audités par un commissaire et n'ont pas fait l'objet d'une vérification indépendante.

2. Déclaration sur le fonds de roulement

L'Emetteur déclare que de son point de vue, son fonds de roulement net est suffisant au regard de ses obligations sur les douze prochains mois.

3. Déclaration sur le niveau des capitaux propres et de l'endettement

L'Emetteur déclare qu'à la date du 23/09/2022 ses capitaux propres s'élèvent à 1 112 495,40 €.

A la même date, l'Emetteur déclare que son endettement s'élève à 8 139 717 € réparti comme décrit ci-dessous :

- Emprunts obligataires : 4 012 831,67 €
- Dettes auprès des établissements de crédits : 3 771 418,67 €
- Dettes auprès des associés : 355 466,66 €

4. Changement significatif de la situation financière ou commerciale

L'Emetteur déclare qu'il n'y a pas eu de changement significatif de sa situation financière ou commerciale entre la fin du dernier exercice social et la date de l'ouverture de l'Offre.

C. Identité de l'offreur

La société Raizers est une société par actions simplifiée de droit français, dont le siège social est situé 16, rue Fourcroy, 75017, Paris, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 804 419 901. Le site internet de l'Offreur est le suivant : www.raizers.com

A. Description de l'offre

1. Généralités

| | |
|---|--|
| Montant maximal pour lequel l'Offre est effectuée | 1 450 000 € |
| Montant minimal pour lequel l'Offre est effectuée | 1 087 500 € |
| Valeur nominale d'une Obligation | 1 € |
| Date d'ouverture de l'Offre | 23/09/2022 |
| Date de fermeture de l'Offre | 07/10/2022 |
| Date d'émission prévue des obligations | 07/10/2022 |
| Frais à charge des investisseurs | Frais de carte bancaire (0,8% du montant de la souscription) |

2. Clôture anticipée

La clôture anticipée de la Période de Souscription interviendra automatiquement dès que le montant total souscrit dans le cadre de l'Emprunt obligataire atteindra le montant maximal à émettre soit, le montant de 1 450 000 €. Une fois ce montant atteint, toute demande de souscription sera refusée dans le cadre de la présente Offre.

3. Modalités de souscription et de paiement

Les souscriptions et les versements de fonds correspondant seront effectués par les Porteurs auprès de la banque séquestre selon les instructions apparaissant sur l'écran de la Plateforme Raizers. Le prix d'émission de chaque Obligation sera payable en totalité à la souscription des Obligations, par versement en numéraire par carte bancaire ou par virement bancaire auprès de la Banque Séquestre.

La banque séquestre désignée est la société MangoPay SA, société anonyme de droit luxembourgeois, dont le siège social est situé 2, avenue Amélie, L-1126 Luxembourg et immatriculée sous le numéro B173459 RCS Luxembourg.

Raizers est dûment mandatée en vue de donner mainlevée à la Banque Séquestre de son obligation de conservation des financements à l'issue de la Période de Souscription (tel que ce terme est défini ci-dessous) et de lui donner instruction de verser lesdites sommes à l'Emetteur.

L'Emetteur et Raizers conviennent que les fonds versés par la Banque Séquestre à l'Emetteur correspondront au montant de l'Emprunt Obligataire, déduction faite de toute somme qui serait due par l'Emetteur auprès de Raizers conformément aux dispositions du contrat en date du 15 décembre 2020 renouvelé le 23 décembre 2021 par accord exprès écrit, conclu entre d'une part l'Emetteur et d'autre part Raizers relatif au présent Emprunt Obligataire.

La souscription aux un million quatre cent cinquante mille (1 450 000) Obligations est ouverte à compter de la date de signature du présent Contrat (inclusive) jusqu'à la Date d'Emission (tel que ce terme est défini ci-dessous) (inclusive) au plus tard.

Chaque souscription sera considérée recevable par (i) la signature du bulletin de souscription et (ii) le paiement du prix de souscription correspondant.

Les souscriptions seront enregistrées jusqu'à complète souscription de l'Emprunt Obligataire selon la règle du « 1^{er} arrivé, 1^{er} servi » :

chaque jour, comptabilisation des paiements par carte bancaire et virement bancaire ;

à l'approche du montant total, en cas de réception de plusieurs paiements le même jour, les souscriptions seront classées de la plus ancienne à la plus récente ;

lorsque le montant maximum est atteint, les souscriptions arrivant après, même recevable, seront annulées.

Les Obligations seront émises au plus tard le 07/10/2022.

L'Emprunt Obligataire pourra être clôturé par anticipation si la totalité des Obligations sont souscrites sur décision de l'Emetteur et avec l'accord écrit (par tout moyen y compris par e-mail) préalable de Raizers.

4. Emission des obligations

Les Obligations seront émises au plus tard le 07/10/2022.

5. Frais

Les frais juridiques, administratifs et autres en relation avec l'émission de l'Emprunt obligataire sont à charge de l'Emetteur. Néanmoins, il est précisé que l'investisseur devra, en cas de paiement par carte bancaire sur la plateforme de Raizers, régler des frais de 0,8% du montant versé. Ces frais s'appliquent à chaque alimentation du portefeuille électronique (« wallet ») de l'investisseur réalisée par carte bancaire. A noter également que les frais de carte bancaire sont exonérés de TVA selon l'article 261 C du Code général des impôts français.

B. Raisons de l'offre

1. Description du projet immobilier

Opération

L'opération est située [7, Avenue Maréchal Foch à Nice](#), il s'agit de **cinq appartements à proximité immédiate du centre-ville** qui seront vendus une fois les travaux terminés, ceux-ci étant déjà avancés à hauteur de 60%.

La totalité de l'immeuble avait été acquis par l'opérateur qui y avait réalisé une opération de marchand de biens de 46 lots. Sur ces 46 lots, les 5 appartements faisant l'objet de notre financement avaient été vendus par la société de marchand de biens de l'opérateur (JAC Transactions) à sa foncière (Foncière niçoise de Gestion) afin de les conserver dans une optique patrimoniale. Cependant, l'opérateur a changé de stratégie et souhaite aujourd'hui revendre les 5 appartements à JAC Transactions.

L'opération portant sur la totalité de l'immeuble est aujourd'hui terminée et commercialisée à hauteur de 95%.

L'opération est portée par **JAC Transactions**, opérateur ayant déjà financé 9 opérations sur Raizers et qui en a déjà remboursé 4. C'est un opérateur spécialisé dans la région niçoise qui a réalisé de nombreuses opérations de promotion et de marchand de biens.

JAC Transactions sollicite Raizers pour **financer l'acquisition des 5 appartements auprès de sa foncière**. Les garanties proposées sont les **cautions personnelles** des deux actionnaires principaux bénéficiant d'une surface financière conséquente ainsi qu'une **hypothèque de premier rang** avec une LTV de 67%.

Emplacement

L'immeuble se situe dans le centre-ville de Nice avec toutes les commodités à proximité (commerces, cinéma, lycée) et à une quinzaine de minutes à pied de la vieille ville et des plages. Le quartier est également bien desservi par les transports en commun (Tram L1 et de nombreux bus).

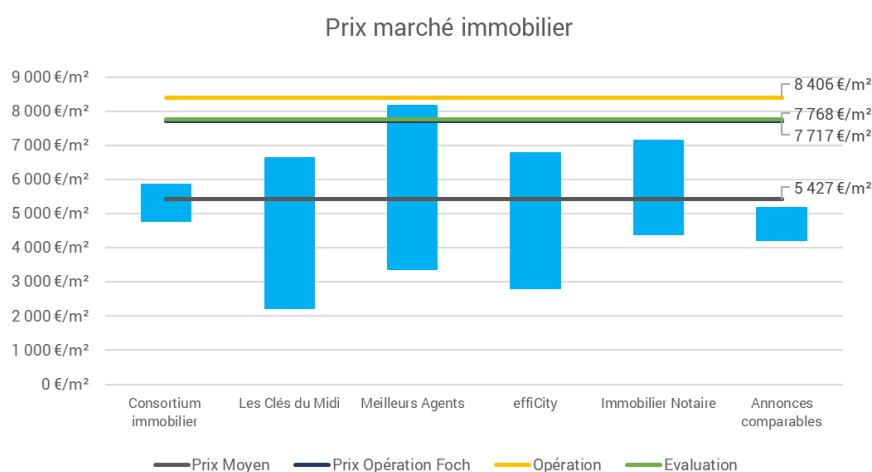
Zoom sur le programme

| Lot n° | Niveau | Typologie | m² | Prix/m² | Prix de vente | Précommercialisé (oui ou non) | Location annuelle HC | Rapport locatif net |
|--------------|--------|-----------|--------------|--------------|------------------|-------------------------------|----------------------|---------------------|
| 52 | R+1 | T2 | 45,9 | 8 386 | 385 000 | non | 15 600 | 4,1% |
| 53 | R+1 | T2 | 49,3 | 7 709 | 380 000 | non | 14 400 | 3,8% |
| 54 | R+1 | T3 | 66,1 | 8 244 | 545 000 | non | 19 200 | 3,5% |
| 83 | R+4 | T3 | 63,9 | 8 766 | 560 000 | non | 21 600 | 3,9% |
| 84 | R+4 | Studio | 32,7 | 9 106 | 297 500 | non | 10 200 | 3,4% |
| TOTAL | | | 257,9 | 8 406 | 2 167 500 | - | 81 000 | 3,7% |

Travaux et prestataires

Les travaux sont avancés à 60% selon l'économiste SecoBat (attestation datant du 06/09/2022) et sont réalisés par Quality King Batiment, entreprise générale appartenant au groupe JAC Transactions.

Prix de marché



Évaluation réalisée par [K&M Expertises](#) en date du 4 août 2022 pour un prix de 7 768 €/m².

Le prix de l'opération Foch correspond au prix de vente moyen des lots vendus dans le cadre de l'opération réalisée par JAC Transactions sur l'immeuble situé 7, avenue Foch. À date, 90% des lots sont sous offre, compromis ou déjà actés.

Le prix de vente de l'opération se situe dans la fourchette haute des prix/m² proposés mais ce prix est conforté par les ventes déjà réalisées dans le même immeuble à des prix similaires.

Stratégie de commercialisation

La commercialisation se fait à la fois en interne et en externe via le [Groupe ACE Gestion](#). Il n'y a pas de pré-commercialisation à date, celle-ci débutera une fois les travaux finalisés.

Planning prévisionnel



Bilan de la promotion

| Postes | Montants HT | TVA | Montants TTC | Commentaires |
|--|------------------|---------------|------------------|------------------------------|
| Chiffre d'affaires | 2 167 500 | | 2 167 500 | 8 406 €/m² |
| Coût d'acquisition | 1 100 000 | | 1 100 000 | 4 266 €/m ² |
| Frais notaires | 27 500 | | 27 500 | |
| Hypothèque | 27 840 | | 27 840 | |
| Travaux | 272 729 | 54 546 | 327 274 | 1 058 €/m ² |
| Aléas travaux | 6 667 | 1 333 | 8 000 | |
| Aménagements divers | 16 667 | 3 333 | 20 000 | |
| Honoraires techniques | 8 333 | 1 667 | 10 000 | |
| Frais financiers, frais de gestion et frais divers | 73 583 | 14 717 | 88 300 | |
| Coût de revient à l'acquisition | 1 533 319 | 75 596 | 1 608 914 | 6 239 €/m² |
| Honoraires commercialisation | 83 333 | 16 667 | 100 000 | |
| Intérêts financiers | 217 500 | | 217 500 | |
| Coût de revient total | 1 834 152 | 92 262 | 1 926 414 | 7 471 €/m² |
| Marge nette | 333 348 | - | 241 086 | |
| <i>En % du Chiffre d'affaires</i> | <i>0</i> | | <i>11%</i> | |

2. Détails du financement de l'investissement ou du projet que l'offre vise à réaliser

| Besoins | | Ressources | |
|--|--------------------|--|----------------------------|
| Prix de revient à l'acquisition TTC (= total des charges HT + TVA – frais financiers - frais de commercialisation) | | Apport en fonds propres opérateur : | 248 914 € 15% |
| | | Emprunt obligataire émis sur la plateforme : | 1 450 000 € 85% |
| Total besoins | 1 698 914 € | Total ressources | 1 698 914 € 100% |

Calcul de la LTV (Loan To Value) : 67%

Calcul de la LTC (Loan To Cost) : 72%
Calcul de la LTA (Loan To Acquisition) : 132%
Calcul de la LTM (Loan To Mortgage) : 67%

Partie 4 – Informations concernant les instruments de placement offerts

A. Caractéristiques des instruments de placement offerts

Les termes et conditions des Obligations sont décrits de manière extensive dans le document intitulé Contrat obligataire repris en Annexe à la présente Note d'information, et dont les principales caractéristiques sont reprises ci-dessous. Une souscription à une ou plusieurs Obligations entraîne l'adhésion explicite et sans réserve de l'Investisseur aux termes et conditions des Obligations.

| | |
|-------------------------------|---|
| Nature et catégorie | Obligations nominatives |
| Devise | Euros (€) |
| Valeur nominale | 1 € |
| Date d'échéance | 07/04/2024 |
| Date de remboursement | 18 mois |
| Modalités de remboursement | Le remboursement interviendra à l'échéance conformément à l'article 16 du Contrat obligataire ou de manière anticipée conformément à l'article 17 du Contrat obligataire. |
| Restriction de transfert | Librement cessible |
| Taux d'intérêt annuel brut | 10% |
| Date de paiement des intérêts | Les intérêts seront payés à la date stipulée à l'article 14 du Contrat obligataire |

Partie 5 – Toute autre information importante adressée oralement ou par écrit à un ou plusieurs investisseurs sélectionnés

A. Droit applicable

Les obligations et toutes les obligations non contractuelles résultant des Obligations ou en rapport avec celles-ci sont régies et doivent être interprétées conformément au droit français.

B. Litige

Tout litige relatif à l'interprétation, la validité ou le respect de la Note d'Information que l'Emetteur et les Obligataires ne parviendraient pas à résoudre à l'amiable sera de la compétence exclusive des tribunaux français.

C. Information aux obligataires

Les informations relatives au suivi des activités de l'Emetteur seront disponibles sur le site de Raizers (www.raizers.com).

Annexes

1. Contrat obligataire
2. Comptes annuels pour les exercices 2020 et 2021

**JAC Transactions – Immatriculée au RCS de Nice
n° 797 951 241 - SAS au capital de 1 000 000 €
76, Avenue des Baumettes - 06000 Nice**

**CONTRAT D'EMISSION D'UN EMPRUNT OBLIGATAIRE
D'UN MONTANT DE 1 450 000 EUROS
COMPOSE DE 1 450 000 OBLIGATIONS
(le « Contrat »)**

AVERTISSEMENT

La présente émission obligataire est réalisée dans le cadre d'une offre de titres financiers et d'instruments admis à des fins de financement participatif telle que définie à l'article L.411-2 du Code monétaire et financier.

L'attention des investisseurs est attirée sur les facteurs de risques inhérents à cette opération tels qu'indiqués dans l'accès restreint et progressif au site internet www.raizers.com ayant précédé l'accès au présent document.

La diffusion, directe ou indirecte, dans le public en France des instruments financiers acquis à l'occasion de cette émission ne peut être réalisée que dans les conditions prévues aux articles L.411-1, L.411-2, L.412-1 et L.621-8 à L.621-8-2 du Code monétaire et financier.

Cette opération n'a pas donné lieu ni ne donnera lieu à l'établissement d'un prospectus soumis au visa de l'Autorité des Marchés Financiers.

1 EMETTEUR DES OBLIGATIONS

La société JAC Transactions, société par actions simplifiée dont le siège social est situé au 76, Avenue des Baumettes - 06000 Nice et immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Nice sous le numéro 797 951 241, dûment représentée aux fins des présentes (l'« **Emetteur** ») a souhaité réaliser la présente émission obligataire dans le cadre de son activité.

2 PLATEFORME D'EMISSION DES OBLIGATIONS

L'Emetteur est spécialisé dans les activités de marchands de biens immobiliers et a souhaité procéder à une émission obligataire dont il a proposé la souscription sur la plateforme de financement participatif de la société Raizers (la « **Plateforme Raizers** »), société par actions simplifiée dont le siège social est situé au 16, rue Fourcroy, 75017 Paris, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 804 419 901 (« **Raizers** »), dûment représentée aux fins des présentes.

3 UTILISATION DES FONDS

Les fonds provenant de la présente émission obligataire seront intégralement et uniquement utilisés pour le financement d'une opération de marchand de biens de 5 appartements. L'opération est nommée « Foch », et est située au 7, Avenue Maréchal Foch - 06000 Nice, (l'« **Opération** »).

Les cinq appartements sont décrits dans le tableau ci-dessous :

| Lot n° | Niveau | Typologie | m ² |
|--------|--------|-----------|----------------|
| 52 | R+1 | T2 | 45,9 |
| 53 | R+1 | T2 | 49,3 |
| 54 | R+1 | T3 | 66,1 |
| 83 | R+4 | T3 | 63,9 |

| | | | |
|----|-----|--------|------|
| 84 | R+4 | Studio | 32,7 |
|----|-----|--------|------|

4 MONTANT DE L'EMISSION

L'emprunt obligataire, d'un montant nominal d'un million quatre cent cinquante mille euros (1 450 000 €) (l'« **Emprunt Obligataire** »), est représenté par un million quatre cent cinquante mille (1 450 000) obligations émises par l'Emetteur, d'un montant nominal d'un euro (1 €) chacune, portant intérêt au taux fixé à l'Article 14 du Contrat (les « **Obligations** »).

L'Emprunt Obligataire est régi par les articles L.213-5 et suivants du Code monétaire et financier et L.228-38 et suivants du Code de commerce.

Si le montant global des souscriptions reçues à l'issue de la Période de Souscription (tel que ce terme est défini ci-dessous) était inférieur à soixante-quinze pour cent (75%) du montant total de l'Emprunt Obligataire, celui-ci sera annulé et les versements reçus par la Banque Séquestre (tel que ce terme est défini ci-dessous) restitués aux souscripteurs dans un délai maximum de trente (30) jours calendaires à compter la clôture de la Période de Souscription.

Si le montant global des souscriptions reçues à l'issue de la Période de Souscription (tel que ce terme est défini ci-dessous) était égal ou inférieur à cent pour cent (100%) du montant total de l'Emprunt Obligataire, mais supérieur à soixante-quinze pour cent (75%) de celui-ci, l'Emetteur pourra limiter le montant de l'Emprunt au montant des souscriptions reçues avec l'accord du Représentant de la Masse (tel que ce terme est défini ci-dessous) et émettre les Obligations correspondantes sur la base de la même valeur nominale.

5 FORME DES OBLIGATIONS

Les Obligations seront émises sous la forme nominative. La propriété des Obligations sera établie par une inscription en compte, conformément aux articles L.211-3 et suivants du Code monétaire et financier (chaque propriétaire d'Obligations étant un « **Porteur** »).

Aucun document matérialisant la propriété des Obligations ne sera émis en représentation des Obligations.

6 PRIX D'EMISSION

Les Obligations seront émises à leur valeur nominale, soit au prix d'un euro (1 €), payable en totalité à la souscription, avec un minimum de souscription pour chaque Porteur de mille (1 000) Obligations, soit un montant minimum égal à mille euros (1 000 €).

7 MODALITES DE SOUSCRIPTION

Les souscriptions et les versements de fonds correspondant seront effectués par les Porteurs auprès de la banque séquestre selon les instructions apparaissant sur l'écran de la Plateforme Raizers. Le prix d'émission de chaque Obligation sera payable en totalité à la souscription des Obligations, par versement en numéraire par carte bancaire ou par virement bancaire auprès de la Banque Séquestre.

La banque séquestre désignée est la société MangoPay SA, société anonyme de droit luxembourgeois, dont le siège social est situé 2, avenue Amélie, L-1126 Luxembourg et immatriculée sous le numéro B173459 RCS Luxembourg (la « **Banque Séquestre** »).

Raizers est dûment mandatée en vue de donner mainlevée à la Banque Séquestre de son obligation de conservation des financements à l'issue de la Période de Souscription (tel que ce terme est défini ci-dessous) et de lui donner instruction de verser lesdites sommes à l'Emetteur.

L'Emetteur et Raizers conviennent que les fonds versés par la Banque Séquestre à l'Emetteur correspondront au montant de l'Emprunt Obligataire, déduction faite de toute somme qui serait due par l'Emetteur auprès de Raizers conformément aux dispositions du contrat en date du 15 décembre 2020 renouvelé le 23 décembre 2021 par accord exprès écrit, conclu entre d'une part l'Emetteur et d'autre part Raizers relatif au présent Emprunt Obligataire (le « **Contrat de prestation de services** »).

8 DUREE DE LA SOUSCRIPTION

La souscription aux un million quatre cent cinquante mille (1 450 000) Obligations est ouverte à compter de la date de signature du présent Contrat (incluse) jusqu'à la Date d'Emission (tel que ce terme est défini ci-dessous) (incluse) au plus tard (la « **Période de Souscription** »).

Chaque souscription sera considérée recevable par (i) la signature du bulletin de souscription et (ii) le paiement du prix de souscription correspondant.

Les souscriptions seront enregistrées jusqu'à complète souscription de l'Emprunt Obligataire selon la règle du « 1^{er} arrivé, 1^{er} servi » :

- chaque jour, comptabilisation des paiements par carte bancaire et virement bancaire ;
- à l'approche du montant total, en cas de réception de plusieurs paiements le même jour, les souscriptions seront classées de la plus ancienne à la plus récente ;
- lorsque le montant maximum est atteint, les souscriptions arrivant après, même recevable, seront annulées.

Les Obligations seront émises au plus tard le 07/10/2022 (la « **Date d'Emission** »).

L'Emprunt Obligataire pourra être clôturé par anticipation si la totalité des Obligations sont souscrites sur décision de l'Emetteur et avec l'accord écrit (par tout moyen y compris par e-mail) préalable de Raizers.

9 DURÉE DE L'EMPRUNT OBLIGATAIRE

9.1 Durée de l'Emprunt Obligataire

Les Obligations sont émises pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de la Date d'Emission.

Ainsi, un an et demi après la Date d'Emission (la « **Date d'Echéance** »), chaque Obligation aura été remboursée.

9.2 Option offerte à l'Emetteur

A la Date d'Echéance, il est entendu entre les Parties que l'Emetteur pourra, sous réserve d'en informer au préalable Raizers quarante-cinq (45) jours calendaires à l'avance par courriel avec accusé de réception, demander un décalage de la Date d'Echéance initialement prévue d'une durée maximum de six (6) mois ; renouvelable, sur demande écrite de l'Emetteur, pour une période de six (6) mois maximum.

Il est précisé que : (i) chacun des décalages doit être justifié par des raisons raisonnablement acceptables par Raizers (retard de travaux, non-obtention d'autorisations administratives, retard de commercialisation, etc.) et (ii) l'Emetteur doit obtenir l'accord écrit préalable de Raizers pour que la prolongation de l'Emprunt Obligataire soit effective. Sans cet accord écrit de Raizers, il est entendu que la prolongation de l'Emprunt Obligataire demandée par l'Emetteur ne pourra pas avoir lieu.

Par ailleurs, si l'Emetteur obtient l'accord écrit préalable de Raizers pour une prolongation de l'Emprunt Obligataire de six (6) mois, le taux d'intérêt applicable sera le Taux d'Intérêt initialement prévu en Article 14 augmenté d'un pourcent (1%). Si l'Emetteur obtient l'accord écrit préalable de Raizers pour une prolongation

de l'Emprunt de six (6) mois supplémentaires, le taux d'intérêt applicable sera le Taux d'Intérêt initialement prévu à l'Article 14 augmenté de deux pourcents (2%).

En cas de défaut de remboursement à la nouvelle date d'échéance (soit six (6) ou douze (12) mois après la Date d'Echéance initiale), le Taux d'Intérêt sera majoré d'une pénalité de retard de trois pourcents (3%), tel que prévu à l'Article 15 du Contrat.

Enfin, il est indiqué que l'exercice de cette option offerte à l'Emetteur ne nécessite pas la conclusion d'un avenant par écrit et qu'un tel décalage ne sera pas assimilé à un retard de remboursement.

10 RANG DES OBLIGATIONS ET MAINTIEN DE L'EMPRUNT À SON RANG

Le principal et les intérêts des Obligations constituent des engagements directs, inconditionnels, non subordonnés et, sous réserve des stipulations ci-après, non assortis de sûretés de l'Emetteur, venant à tout moment, au même rang entre elles et (sous réserve des dispositions impératives du droit français) au même rang que tous les autres engagements chirographaires, présents ou futurs, de l'Emetteur.

L'Emetteur s'engage, jusqu'au remboursement de la totalité des Obligations, à ne conférer ni ne permettre que subsiste un quelconque nantissement, hypothèque, gage ou autre sûreté de quelque nature que ce soit, sauf (i) au profit d'un établissement de crédit ou (ii) avec l'accord exprès écrit et préalable du Représentant de la Masse, sur l'un quelconque de ses actifs ou revenus, présents ou futurs, en garantie d'un endettement souscrit ou garanti par l'Emetteur après l'émission des Obligations, sans en faire bénéficier pari-passu les Obligataires, en consentant les mêmes garanties et le même rang aux Obligataires.

11 CAUTIONS PERSONNELLES

Monsieur Andreas SIMONETTI, né le 30 juillet 1994, résidant au 14, Avenue Brown Sequart - 06000 Nice, s'est engagée à garantir le complet remboursement du présent Emprunt Obligataire en vertu d'une caution personnelle.

ET

Monsieur Jean-Marc SIMONETTI, né le 17 décembre 1950, résidant au 4 avenue Brown Sequard, le Paradisio 1, 06000 Nice, s'est engagé à garantir le complet remboursement du présent Emprunt Obligataire en vertu d'une caution personnelle.

12 GARANTIE HYPOTHECAIRE

Pour garantir le complet remboursement du présent Emprunt Obligataire (principal, intérêts, frais et accessoires), une hypothèque de premier rang sera inscrite sur l'actif immobilier décrit en Article 3 par le Représentant de la Masse le jour de l'acquisition dudit actif immobilier par l'Emetteur, ci-après dénommée la « **Garantie Hypothécaire** ».

Pour garantir aux Porteurs l'utilisation des fonds visée à l'Article 3 ci-dessus et la prise de la Garantie Hypothécaire visée au présent Article 12, l'Emetteur affecte à titre de gage au profit du Représentant de la Masse, qui accepte, la somme représentant le montant de l'Emprunt Obligataire (déduction faite de toute somme qui serait due par l'Emetteur auprès de Raizers ainsi qu'il est dit à l'Article 7 ci-dessus) qui sera versée au notaire représentant Raizers pour la prise de garantie hypothécaire susvisée (le « **Notaire Séquestre** »).

Pour assurer la validité du gage, cette somme sera versée au Notaire Séquestre, qui en sera constitué dépositaire et séquestre.

Raizers est dûment mandatée en vue de donner mainlevée au Notaire Séquestre de son obligation de conservation de la somme susvisée et de lui donner instruction de verser ladite somme au notaire

représentant l'Emetteur pour l'utilisation des fonds visée à l'Article 3 ci-dessus et la prise de garantie hypothécaire susvisée.

Par dérogation à l'article 1960 du Code civil, l'Emetteur autorise d'ores et déjà et de manière irrévocable le Notaire Séquestre à libérer le montant séquestré à la seule demande de Raizers.

Ce versement sur instruction de Raizers vaudra au Notaire Séquestre pleine et entière décharge de sa mission.

L'encaissement des fonds par le Notaire Séquestre vaudra acceptation de la mission qui lui est confiée dans les termes stipulés aux présentes.

13 CONDITIONS SUSPENSIVES

La validité du Contrat est soumise à la réalisation des conditions suspensives suivantes (ci-après les « **Conditions Suspensives** »). Le versement des fonds ne pourra donc avoir lieu que lorsque les Conditions Suspensives ci-dessous seront réalisées :

- Réception des cautions personnelles signées en original ;
- Réception de l'acte d'affectation hypothécaire signé.

14 INTÉRÊTS

Les Obligations portent intérêt de la Date d'Emission (incluse) jusqu'à la Date d'Echéance (exclue) au taux de dix pour cent (10%) (le « **Taux d'Intérêt** ») l'an de leur valeur nominale, sur une base de 365 jours par an, calculé comme suit :

$$Mv = Mi \times Tx$$

Où :

Mv : désigne le montant à verser.

Mi : désigne le montant toujours investi.

Tx : désigne le Taux d'intérêt annuel.

Le résultat étant arrondi à la deuxième décimale la plus proche (les demis étant arrondis à la décimale inférieure).

Les intérêts sont payables annuellement à terme échu au jour et mois de la Date d'Emission de l'Obligation de chaque année ou au premier jour ouvré de paiement interbancaire subséquent.

Chaque Obligation cessera de porter intérêt à compter de sa date de remboursement effectif, à moins que le paiement du principal ne soit indûment refusé ou retenu. Dans ce cas, le montant de l'Obligation qui n'a pas été dûment payé continuera de porter intérêt conformément au présent Article (tant avant qu'après le prononcé du jugement) jusqu'à la date à laquelle toutes les sommes dues au titre de l'Obligation sont reçues par ou pour le compte du Porteur concerné.

15 INTERETS DE RETARD

Nonobstant les dispositions de l'Article 9.2 ci-dessus, toute somme en principal, intérêts, frais et accessoires exigibles en vertu des stipulations des présentes qui ne serait pas payée à la bonne date, portera intérêt de plein droit, à partir de cette date jusqu'au jour de son paiement effectif, au taux initialement prévu majoré d'une pénalité de trois pour cent (3%) supplémentaires et sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable. Les intérêts de retard seront calculés sur la base du nombre de jours écoulés et d'une année de 365 jours (ou 366 pour les années bissextiles).

Cette stipulation ne pourra nuire à l'exigibilité survenue et, par suite, ne pourra pas valoir accord de délai de règlement.

16 REMBOURSEMENT

A moins qu'elles n'aient été préalablement remboursées, les Obligations seront amorties en totalité à la Date d'Echéance.

Les Obligations intégralement amorties seront immédiatement annulées et ne pourront pas, par conséquent, être réémises ou revendues.

17 REMBOURSEMENT ANTICIPÉ VOLONTAIRE DE L'EMETTEUR

L'Émetteur pourra, à compter de toute date suivant la Date d'Emission, à son gré, procéder au remboursement de la totalité ou d'une partie seulement des Obligations restant en circulation à tout moment avant leur Date d'Echéance (la « **Date de Remboursement Volontaire** ») au Montant de Remboursement Volontaire (tel que ce terme est défini ci-dessous).

En toutes hypothèses, le taux d'intérêt applicable en cas de remboursement anticipé (total ou partiel), sera au minimum de cinq pourcent (5%) (le « **Taux d'Intérêt Minimum** »).

17.1 Remboursement anticipé total

En cas de remboursement de la totalité des Obligations avant la Date d'Echéance, le « **Montant de Remboursement Volontaire** » sera égal, pour chaque Obligation, à cent pour cent (100%) de la valeur nominale de l'Obligation augmenté des intérêts courus.

Exemples illustratifs : pour un emprunt de 24 mois au taux de 10% annuel avec un taux d'intérêt minimum de 5%.

Exemple 1 (Remboursement anticipé total) : En cas de remboursement anticipé volontaire de l'émetteur au bout de 2 mois, le taux d'intérêt (calculé au *pro rata*) devrait être de 1,67%. En effet, le calcul du taux d'intérêt sur 2 mois est le suivant : $10\% \text{ d'intérêts} \times 2/12 \text{ mois} = 1,67\%$.

Ce taux d'intérêt étant inférieur à 5%, celui-ci ne s'appliquera pas. Raizers appliquerait dans cette hypothèse le taux d'intérêt minimum de 5%.

Exemple 2 (Remboursement anticipé total) : En cas de remboursement anticipé volontaire de l'émetteur au bout de 9 mois, le taux d'intérêt est de 7,5%. En effet : $10\% \text{ d'intérêts} \times 9/12 \text{ mois} = 7,5\%$.

Ce taux étant supérieur au taux d'intérêt minimum de 5%, le calcul du montant des intérêts exigibles au bout de 9 mois se ferait bien sur la base d'un taux de 7,5%.

17.2 Remboursement anticipé partiel

En cas de remboursement d'une partie seulement des Obligations, le « **Montant de Remboursement Volontaire** » sera égal à un multiple en nombre entier du montant minimum de souscription.

Les Obligations remboursées ne pourront l'être qu'en totalité et seront donc annulées au prorata de la détention de chaque Porteur. Les autres Obligations n'ayant pas été remboursées portent intérêts dans les conditions décrites à l'Article 14 du Contrat.

Si l'Émetteur souhaite rembourser les Obligations restantes avant la Date d'Echéance, l'Article 17.1 s'appliquera en cette hypothèse.

Exemple illustratif : pour un emprunt de 24 mois aux taux de 10% annuel avec un taux d'intérêt minimum de 5%.

Exemple (Remboursement anticipé partiel) : Pour un emprunt de 24 mois d'un montant de 300 000€ (300 000 obligations), au taux de 10% annuel avec un taux d'intérêt minimum de 5%. Le paiement des intérêts est annuel.

- **Si l'émetteur souhaite rembourser une 1^{ère} tranche de 100 000 obligations (100 000€) au bout de 3 mois :**
 - o L'émetteur remboursera 100 000 obligations (100 000€) ; ces obligations seront annulées.
 - o Le taux d'intérêt applicable au titre de ces 100 000 obligations devrait être égal à 2,5% : $10\% \text{ d'intérêts} \times 3/12 \text{ mois} = 2,5\%$.
 - o Ce taux étant inférieur au taux d'intérêt minimum de 5%, c'est le taux d'intérêt minimum qui sera appliqué. Le montant des intérêts dus sera donc de 5 000 € : $5\% \times 100\,000\text{€} = 5\,000\text{€}$.
 - o Ces intérêts seront payés au 12^{ème} mois.
 - o Les 200 000 autres obligations continuent de porter intérêts au taux de 10% jusqu'au remboursement complet.

- **Si l'émetteur souhaite rembourser une 2^{ème} tranche de 100 000 obligations (100 000€) au bout de 9 mois :**
 - o L'émetteur remboursera 100 000 obligations (100 000€), ces obligations seront donc annulées.
 - o Le taux d'intérêt applicable au titre de ces 100 000 obligations devrait être égal à 7,5% : $10\% \text{ d'intérêts} \times 9/12 \text{ mois} = 7,5\%$.
 - o Ce taux étant supérieur au taux d'intérêt minimum de 5%, c'est le taux d'intérêt de 7,5% qui sera appliqué. Le montant des intérêts dus sera donc de 7 500 € : $7,5\% \times 100\,000\text{€} = 7\,500\text{€}$.
 - o Ces intérêts seront payés au 12^{ème} mois.
 - o Les 100 000 autres obligations continuent de porter intérêts au taux de 10% jusqu'au remboursement complet.

- **Au bout de 12 mois, l'émetteur devra payer les montants d'intérêts suivants :**
 - o Au titre de la 1^{ère} tranche : 5 000€.
 - o Au titre de la 2^{ème} tranche : 7 500€.
 - o Au titre des 100 000 obligations restantes (non remboursées et non annulées à cette date) : 10 000€. En effet : $100\,000\text{€} \times 10\% = 10\,000\text{€}$.

Soit une échéance d'intérêts totale de 22 500€ : 5 000€ + 7 500€ + 10 000€ = 22 500€.

- **Au bout de 24 mois (date d'échéance de l'emprunt) :**

- o L'émetteur remboursera les 100 000 obligations restantes (100 000 €).
- o L'Emetteur devra payer le montant d'intérêts suivant : 10 000 €. En effet : $100\,000\text{€} \times 10\% = 10\,000\text{€}$.

Soit un montant total de 110 000€ : 100 000€ + 10 000€ = 110 000€.

18 REMBOURSEMENT AUTOMATIQUE D'OBLIGATIONS

Le remboursement des Obligations s'effectuera automatiquement au fur et à mesure de la vente des lots mentionnés en Article 3 du Contrat. A chaque vente d'un lot, l'Emetteur devra rembourser le montant des Obligations correspondant au prix de vente reçu lors de la vente dudit lot et ce dans la limite du montant de

l'Emprunt Obligataire, de ses intérêts et frais annexes. Il est précisé que ce remboursement des Obligations en cas de vente des lots se fera en fonction de l'ordre de priorité des créanciers ayant une sûreté sur l'actif immobilier défini en Article 3.

En cas de vente d'un des lots, l'Emetteur s'engage à notifier par courriel au Représentant de la Masse, les conditions prévues de cette dernière dans un délai de dix (10) jours calendaires préalablement à la date de réitération de la vente.

La vente de chaque lot enclenchera un remboursement automatique anticipé partiel ou total de l'Emprunt Obligataire correspondant au montant de la vente arrondi à l'euro près inférieur jusqu'au remboursement complet du capital et des intérêts dus. Il est précisé que le montant des intérêts ne peut être inférieur à l'équivalent du montant des intérêts courus à la date de survenance de la vente au Taux d'Intérêt Minimum.

Les modalités de calcul du taux et du montant des intérêts en cas de vente d'un des lots sont identiques à celles énoncées en Article 17.

19 EXIGIBILITÉ ANTICIPÉE

En cas de survenance de l'un des événements prévus ci-dessous, le Représentant de la Masse agissant pour le compte de la Masse, de sa propre initiative ou à la demande de tout Porteur, pourra, sur simple notification écrite, sans mise en demeure préalable, avant qu'il n'ait été remédié au manquement considéré, rendre immédiatement et de plein droit exigible le remboursement de la totalité, et non d'une partie seulement, des Obligations, à leur valeur nominale majorée des intérêts courus jusqu'à la date effective de remboursement, sans que le montant des intérêts ne puisse être inférieur à l'équivalent du montant des intérêts courus à la Date de Remboursement anticipé au Taux d'Intérêt Minimum. Les modalités de calcul du taux et du montant des intérêts en cas d'exigibilité anticipée sont identiques à celles énoncées en Article 17 :

- défaut de paiement de tout montant, en principal ou intérêt, dû par l'Emetteur depuis plus de vingt (20) jours ouvrés à compter de la date d'exigibilité de ce paiement ;
- vente de la totalité des lots ;
- s'il n'est pas remédié à l'un des manquements ci-dessous dans un délai de vingt (20) jours ouvrés à compter de la réception par l'Emetteur de la notification dudit manquement :
 - modification(s) de l'Opération décrite en Article 3 (exemple : l'Emetteur souhaite modifier son permis de construire initial), sauf si l'Emetteur en a informé au préalable le Représentant de la Masse par écrit et que ce dernier a consenti à une/de telle(s) modification(s) ;
 - non-respect par l'Emetteur de ses engagements quant à l'affectation des fonds ;
 - inexactitude d'une information financière, ou relative à la situation financière de l'Emetteur ;
 - refus du commissaire aux comptes ou de l'expert-comptable de certifier les comptes de l'Emetteur ;
 - changement de contrôle immédiat ou futur de l'Emetteur et/ou modification de son/ses ultime(s) bénéficiaire(s) économique(s).

Plus particulièrement, il est entendu que les événements suivants sont des cas de défaut en ce qu'ils peuvent conduire à une modification significative du contrôle effectif de l'Emetteur :

- le transfert de plus de 33% du capital social et/ou des droits de vote de l'Emetteur à un tiers (actionnaire/associé déjà existant de l'Emetteur ou nouvel actionnaire/associé) ;

- tout événement ayant pour effet d'entraîner une modification du contrôle de l'Emetteur au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce ;
- l'apport en fiducie-sûreté de la totalité ou d'une partie seulement du capital social de l'Emetteur (ou d'une société affiliée à l'Emetteur) ayant pour conséquence de modifier le(s) ultime(s) bénéficiaire(s) économique(s) de l'Emetteur.

La notion d'« **ultimes bénéficiaires économiques** » renvoie aux « bénéficiaires effectifs » de l'Emetteur tel que ce terme est défini par les articles L 561-2-2 et R 561-1 du Code monétaire et financier,

- en cas de décès, état de cessation de paiement ou de surendettement, de redressement judiciaire civil ou commercial, de liquidation judiciaire, de faillite personnelle ou de déconfiture du représentant légal de l'Emetteur et ce dans les limites permises par la loi ;
- en cas de manquement à l'une quelconque des obligations prévues au présent Contrat et en particulier aux déclarations et garanties de l'Emetteur ;
- en cas de défaut de paiement des créances du Trésor public, de la sécurité sociale et des salariés, ouverture d'une procédure d'alerte, de règlement amiable, d'une procédure collective ou de toute autre procédure similaire ;
- en cas de cessation de l'activité de l'Emetteur ou dissolution de l'Emetteur ;
- en cas de dissimulation par l'Emetteur d'informations pertinentes et plus généralement un comportement judiciairement répréhensible du dirigeant de l'Emetteur ;
- en cas d'exigibilité anticipée de toute somme due par l'Emetteur ou ses Affiliées au titre de l'un quelconque des contrats relatifs à d'autres financements conclus par l'Emetteur ou ses Affiliées par l'intermédiaire de Raizers ou leur résiliation pour quelque cause que ce soit ;
- en cas d'exigibilité anticipée de toute somme due par l'Emetteur au titre d'un financement, en ce compris un prêt bancaire, une émission d'obligations ou de bons de caisse, pour quelque cause que ce soit.

L'Emetteur s'engage à communiquer dans un délai de trois (3) jours calendaires à Raizers toute information de nature à entraîner un cas d'exigibilité, et ce dès qu'il en aura connaissance.

Le terme « **Affiliées** » désigne i) toute entité qui, directement ou indirectement, contrôle, est contrôlée ou est soumise à un contrôle conjoint au même titre que l'Emetteur et qui existe au jour de la conclusion de ce Contrat ou qui pourrait exister dans le futur (ceci couvre les sociétés mères, les filiales et les filiales apparentées), et ii) toute entité ayant un actionnaire personne physique majoritaire (à plus de 80%) qui est également un actionnaire majoritaire personne physique (à plus de 80%) de l'Emetteur.

Pour les besoins des présentes, « **jour ouvré** » désigne tout jour autre qu'un samedi, dimanche et/ou un jour férié en France.

20 PROCEDURE DE RECOUVREMENT

Le Représentant de la Masse (tel que ce terme est défini ci-dessous) agissant pour le compte de la Masse (tel que ce terme est défini ci-dessous), de sa propre initiative ou à la demande de tout Porteur, pourra, en cas de défaillance de l'Emetteur dans l'exécution des paiements des intérêts et du principal dans un délai de plus de dix (10) jours ouvrés à la suite de la constatation du défaut de l'Emetteur, procéder à une mise en demeure. En cas de non-exécution dans les dix (10) jours ouvrés suivant la réception de la mise en demeure, le Représentant de la Masse agissant pour le compte de la Masse pourra réitérer cette mise en demeure puis

introduire une action en justice devant les tribunaux compétents en application des pouvoirs conférés au Représentant de la Masse à l'Article 24.3.

En cas de mise en œuvre d'une procédure de recouvrement par le Représentant de la Masse, les frais liés à cette procédure (notamment les frais de conseil) seront avancés par le Représentant de la Masse et facturés à l'Émetteur.

21 PAIEMENT

Le paiement du principal et des intérêts dus au titre des Obligations sera coordonné par la société Raizers et se fera par l'intermédiaire de la Banque Séquestre. Le paiement sera effectué en euros par crédit ou par transfert sur le compte MangoPay (solution Leetchi Corp. S.A.) du Porteur libellé en euros, conformément aux dispositions fiscales applicables ou à d'autres dispositions légales ou réglementaires applicables, et sous réserve des stipulations de l'Article 22 ci-après.

Tous les paiements valablement effectués aux Porteurs libèreront l'Émetteur, le cas échéant, de toutes obligations relatives à ces paiements. Les Porteurs ne supporteront ni commission ni frais au titre de ces paiements.

22 REGIME FISCAL

Il est rappelé que la perception des intérêts d'obligations constitue une valeur mobilière de placement au regard de l'administration fiscale. A ce titre, elle est soumise à prélèvements sociaux ainsi qu'au barème de l'imposition sur le revenu. La gestion de ces flux fiscaux est assumée par Raizers en ce qui concerne les retenus à la source.

La documentation relative au traitement fiscal des valeurs mobilières de placement par l'administration fiscale française est disponible en version libre d'accès sur la Plateforme Raizers.

23 AUTORISATION DE L'EMISSION PAR L'EMETTEUR

L'émission de l'Emprunt Obligataire par l'Émetteur peut être conditionnée par une décision de la collectivité des associés ou actionnaires de l'Émetteur, ou le cas échéant par une décision de l'associé unique de l'Émetteur.

Il est entendu entre les Parties que l'Émetteur est seul responsable :

- du bon respect des conditions de forme applicables au procès-verbal afférent à une telle décision ;
- de l'archivage du procès-verbal via les supports matériels admis par la loi.

Il est rappelé à l'Émetteur que l'ensemble des conditions de formes et d'archivage relatives au procès-verbal ainsi que leurs sanctions sont prévues dans le Code de commerce.

En tout état de cause, Raizers ne pourra à aucun moment voir sa responsabilité engagée en cas de procès-verbal non conforme aux dispositions législatives et réglementaires applicables en la matière. Ainsi, l'Émetteur sera toujours tenu de rembourser l'Emprunt Obligataire selon les termes du présent Contrat.

24 MASSE DES OBLIGATAIRES

Les Porteurs seront automatiquement groupés en une masse (la « **Masse** ») pour la défense de leurs intérêts communs.

La Masse sera régie par les dispositions des articles L.228-46 et suivants du Code de commerce, sous réserve des stipulations ci-après.

24.1 Personnalité morale

La Masse disposera de la personnalité morale et agira d'une part par l'intermédiaire d'un représentant (le « **Représentant de la Masse** ») et d'autre part par l'intermédiaire d'une assemblée générale des Porteurs.

La Masse seule, à l'exclusion des Porteurs pris individuellement, exercera les droits, actions et avantages communs actuels et futurs attachés aux Obligations.

24.2 Représentant de la Masse

La qualité de Représentant de la Masse peut être attribuée à une personne de toute nationalité. Toutefois, les personnes suivantes ne peuvent être choisies comme Représentant de la Masse :

- l'Emetteur, ses employés et leurs ascendants, descendants et conjoints ;
- les entités garantes de tout ou partie des engagements de l'Emetteur ; et
- les personnes auxquelles l'exercice de la profession de banquier est interdit ou qui sont déchues du droit de diriger, administrer ou gérer une société en quelque qualité que ce soit.

Le Représentant de la Masse initial sera la société Raizers.

Le Représentant de la Masse sera soumis aux dispositions des articles L.228-46 et suivants du Code de commerce. Le Représentant de la Masse pourra être révoqué ou remplacé par l'assemblée générale des Porteurs statuant à la majorité de 90% sur la base d'un *quorum* de 100% des Porteurs.

Le Représentant de la Masse ne recevra pas de rémunération au titre de l'exercice de ses fonctions.

24.3 Pouvoirs du Représentant de la Masse

Sauf résolution contraire de l'assemblée générale des Porteurs, le Représentant de la Masse aura le pouvoir d'accomplir tous les actes de gestion nécessaires pour la défense des intérêts communs des Porteurs. Toutes les procédures judiciaires intentées à l'initiative ou à l'encontre des Porteurs devront, pour être recevables, l'être à l'initiative ou à l'encontre du Représentant de la Masse. Le Représentant de la Masse ne peut pas s'immiscer dans la gestion des affaires de l'Emetteur.

Sauf avis contraire des Porteurs, il est entendu que le Représentant de la Masse pourra décider à tout moment à compter de la date de signature du Contrat, et avec l'accord préalable de l'Emetteur, de modifier certaines dispositions dudit Contrat et notamment celles relatives :

- à la durée de la souscription (Article 8) ;
- à la durée de l'Emprunt Obligataire (Article 9) ;
- aux garanties (Articles 10 à 12) ; et/ou
- aux intérêts et, plus précisément, celles relatives au paiement des intérêts, à leurs modalités d'amortissement et à leur taux (Articles 14 et 15).

Le Représentant de la Masse pourra également décider de modifier les dispositions relatives au montant de l'émission (Article 4) mais cela uniquement jusqu'à la Date d'Emission au plus tard et en conformité avec le montant minimum global de souscription défini en Article 4 (75% du montant total de l'Emprunt Obligataire).

Dans ce cadre, chacun des Porteurs signera, au moment de la souscription, une procuration autorisant et donnant tous pouvoirs au Représentant de la Masse pour réaliser les modifications du Contrat visées ci-dessus. Cette procuration est attachée en Annexe 1 au présent Contrat (la « **Procuration** »).

En complément des stipulations ci-dessus, chacun des Porteurs reconnaît et accepte de déléguer, par les présentes et conformément aux dispositions de la Procuracion, au Représentant de la Masse tout pouvoir aux

fins de mettre en œuvre les garanties visées aux Articles 10 à 12 du présent Contrat et plus généralement aux fins de défendre les intérêts communs des Porteurs et pourra par conséquent et uniquement dans ce cadre procéder à toute action en justice au nom et pour le compte des Porteurs. Dans le cadre de la présente Opération uniquement.

L'Emetteur reconnaît, après avoir pris connaissance des termes de la Procuration figurant en **Annexe 1**, que cette dernière a été consentie eu égard à la spécificité de l'Opération et le nombre important de Porteurs. Dès lors, l'Emetteur par la signature du présent Contrat accepte l'ensemble des termes et modalités de la Procuration en ce compris l'approbation préalable d'agir en justice consentie au Représentant de la Masse aux fins de défendre les intérêts communs des Porteurs. Par conséquent, l'Emetteur renonce sans réserve à se prévaloir de toute irrégularité et tout vice de fond ou de forme eu égard aux dispositions des articles L.228-54 et suivants du Code de commerce (ou équivalent suite à une modification des dispositions légales) et, par conséquent, à effectuer toute réclamation ou engager toute action à ce titre et approuve par conséquent sans réserve les termes de la Procuration figurant en **Annexe 1** eu égard aux dispositions légales applicables.

24.4 Assemblées générales des Porteurs

Les assemblées générales des Porteurs pourront être réunies à tout moment, sur convocation par l'Emetteur ou par le Représentant de la Masse. Un ou plusieurs Porteurs, détenant ensemble au moins un trentième (1/30e) des Obligations en circulation, pourront adresser à l'Emetteur et au Représentant de la Masse une demande de convocation de l'assemblée générale ; si cette assemblée générale n'a pas été convoquée dans les deux (2) mois suivant la demande, les Porteurs concernés pourront charger l'un d'entre eux de déposer une requête auprès du tribunal compétent dans le ressort de la Cour d'Appel de Paris afin qu'un mandataire soit nommé pour convoquer l'assemblée.

Une convocation indiquant la date, l'heure, le lieu, l'ordre du jour et le quorum exigé sera adressé par le Représentant de la Masse au moins quinze (15) jours calendaires avant la date de tenue de l'assemblée.

Chaque Porteur a le droit de participer à l'assemblée en personne ou par mandataire. Chaque Obligation donne droit à une (1) voix.

24.5 Pouvoirs des assemblées générales

L'assemblée générale est habilitée à délibérer sur la rémunération, la révocation ou le remplacement du Représentant de la Masse à la majorité stipulée ci-avant, et peut également statuer sur toute autre question afférente aux droits, actions et avantages communs actuels et futurs attachés aux Obligations, y compris afin d'autoriser le Représentant de la Masse à agir, que ce soit en demande ou en défense.

L'assemblée générale peut en outre délibérer sur toute proposition tendant à la modification des présentes, et notamment sur toute proposition de compromis ou de transaction sur des droits litigieux ou ayant fait l'objet de décisions judiciaires.

Il est cependant précisé que l'assemblée générale ne peut pas accroître la charge des Porteurs, ni établir une inégalité de traitement entre les Porteurs, ni convertir les Obligations en actions.

L'assemblée générale ne pourra valablement délibérer sur première convocation que si les Porteurs présents ou représentés détiennent au moins un cinquième (1/5e) du montant principal des Obligations en circulation. Sur deuxième convocation, aucun *quorum* ne sera exigé. Les résolutions seront adoptées à la majorité des deux tiers (2/3) des Porteurs présents ou représentés. A l'exception de la révocation ou du remplacement du Représentant de la Masse dans les conditions ci-avant.

24.6 Consultation écrite

Les décisions collectives visées à l'Article 24.5 peuvent être prises, au choix de Raizers, en assemblée générale ou bien faire l'objet d'une consultation écrite.

Dans le cadre d'une consultation écrite, Raizers adresse à chaque Porteur, par courriel, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des Porteurs. Les Porteurs disposent d'un délai de sept (7) jours calendaires à compter de la réception du projet de résolutions pour transmettre leur vote à Raizers par courriel.

Tout Porteur n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

24.7 Information des Porteurs

Chaque Porteur ou son représentant aura le droit, pendant la période de quinze (15) jours calendaires précédant la tenue de chaque assemblée générale, de consulter ou prendre copie des résolutions proposées et des rapports présentés à ladite assemblée. Ces documents pourront être consultés au siège de l'Emetteur et en tout autre lieu indiqué dans la convocation de ladite assemblée.

24.8 Reporting

L'Emetteur s'engage à transmettre automatiquement aux Porteurs et à Raizers dans un délai de trente (30) jours calendaires à compter de la fin de chaque trimestre au minimum les informations suivantes :

- **Avancée des travaux**
 - Photos intérieur/extérieur ;
 - Si VEFA : dernière attestation du maître d'œuvre ;
 - Si marchands : détail explicite des travaux déjà réalisés et pourcentage d'avancement des travaux.

- **Commercialisation**
 - Grille de commercialisation à jour ;
 - Si VEFA : contrats de réservation et acte de VEFA signés sur le trimestre ;
 - Si marchands : offres, compromis/promesses, contrats de réservation, actes définitifs signés sur le trimestre, et tout document permettant de réserver ou d'acter une vente. S'il n'y a eu aucuns travaux, ni aucune vente, l'Emetteur devra fournir à Raizers une explication à ce sujet et détailler la stratégie qu'il souhaite mettre en place dans ce cadre.

- **Financiers**
 - Comptes annuels de la société projet, de l'Emetteur et de la société holding, le cas échéant, dès leur production.

- **De manière générale, tout élément ayant un effet significatif sur l'Opération et/ou l'Emetteur.**

En cas de défaut de communication par l'Emetteur de ces reporting trimestriels, Raizers sera en droit d'exiger de l'Emetteur le paiement d'une indemnité d'un montant correspondant au préjudice subi par les Porteurs du fait de cette absence de communication. Le montant de cette indemnité est fixé en Annexe 2 du Contrat de prestation de services.

24.9 Frais

L'Emetteur supportera tous les frais afférents au fonctionnement de la Masse et à la défense de ses intérêts, y compris les frais de ses conseils, de convocation et de tenue des assemblées générales et, plus généralement, tous les frais administratifs votés par l'assemblée générale qui pourraient le cas échéant être avancés par le Représentant de la Masse.

En l'absence de remboursement par l'Emetteur des frais avancés par le Représentant de la Masse conformément au paragraphe ci-dessus, chacun des Porteurs reconnaît et accepte tout ou partie desdits frais (tel que les dépens, frais d'huissier, frais d'expertise, frais de déplacement et d'hébergement, honoraires d'avocat, frais de procédure divers, etc.) pourra :

- être imputée sur décision du Représentant de la Masse sur les versements devant être réalisés par l'Emetteur aux Porteurs dans le cadre de l'Opération ; ou

- en l'absence de versement volontaire par l'Emetteur, sur toute somme devant être perçue par le Représentant de la Masse (au nom et pour le compte des Porteurs) ou par chacun des Porteurs, dans le cadre d'une procédure judiciaire ou non relative à l'Opération.

La déduction (au prorata de la souscription du Porteur à l'Emprunt Obligataire) des frais engagés par le Représentant de la Masse au titre de la mise en œuvre des Articles 11 à 12 et/ou 19 et 20 sera effectuée préalablement avant tout versement à chacun des Porteurs du solde dû ; ce que chacun des Porteurs accepte par la signature du présent Contrat.

Le Représentant de la Masse s'engage à transmettre sur première demande du Porteur la documentation permettant de justifier les frais engagés au titre de l'Opération.

Chacun des Porteurs accepte sans condition les dispositions susvisées et par conséquent renonce sans réserve à intenter une action en responsabilité à l'encontre de Raizers (en ce compris ses affiliés, dirigeants, représentants légaux et/ou salariés) en sa qualité de Représentant de la Masse en application des présentes.

24.10 Gestion extinctive

En cas de cessation de son activité, le Représentant de la Masse a mis en place un contrat de gestion extinctive avec un tiers ayant les compétences requises pour gérer la poursuite des opérations en cours du Représentant de la Masse et veiller à ce que celles-ci arrivent à échéance. Un contrat de gestion extinctive a en effet été signé par Raizers le 12 janvier 2021.

25 INFORMATION ET PARTICIPATION DES PORTEURS

En plus des informations légales et réglementaires au bénéfice des Porteurs, le Représentant de la Masse pourra organiser l'information et la participation des Porteurs à l'activité quotidienne de l'Emetteur. A cet effet, l'Emetteur fera ses meilleurs efforts pour répondre favorablement aux demandes du Représentant de la Masse.

26 DECLARATIONS ET GARANTIES

26.1 Déclarations du Porteur

Le Porteur déclare et garantit à l'Emetteur :

- qu'il dispose de la capacité juridique et des pouvoirs nécessaires à la conclusion du présent Contrat ;
- que le Contrat lie et sera exécutoire à son encontre ; et
- qu'il a effectivement pris connaissance et compris les informations relatives à l'Emetteur, à la destination des fonds et aux risques encourus au titre du Contrat qui figurent sur la Plateforme Raizers.

26.2 Déclarations et garanties de l'Emetteur

L'Emetteur déclare et garantit au Porteur ce qui suit :

- l'Emetteur est dûment immatriculée et existe valablement au regard des lois françaises, et a la capacité de conduire ses activités et de détenir ses actifs. Les statuts de l'Emetteur ne contiennent pas de stipulation dérogeant aux stipulations figurant généralement dans les statuts de sociétés ayant des objets et des activités similaires. Les représentants légaux de l'Emetteur ont été valablement désignés par les organes sociaux compétents et disposent de tous les pouvoirs nécessaires à la conduite actuelle des activités de l'Emetteur ;

- l'Emetteur a la capacité juridique de conclure et d'exécuter ses obligations au titre du présent contrat. Sa signature et exécution sont conformes à son objet social et ont été régulièrement autorisées par les organes sociaux et autorités compétentes de l'Emetteur et ne requièrent aucune autre autorisation de leur part ;
- la signature et l'exécution du Contrat ne contreviennent à aucune disposition légale, réglementaire ou statutaire ni à aucun contrat ou accord auquel l'Emetteur est partie ;
- l'Emetteur est à jour de toutes ses obligations fiscales et de celles relatives aux cotisations de sécurité sociale et aucune action, démarche ou procédure quelconque, fiscale ou judiciaire, n'a été entreprise ou, à la connaissance de l'Emetteur, n'est sur le point de l'être et qui serait de nature à remettre en cause sa capacité à faire face à leurs obligations au titre du Contrat ;
- l'Emetteur ne fait ni n'a fait l'objet d'une procédure visée au Livre VI du Code de commerce ;
- l'Emetteur n'a fait l'objet d'aucune sanction prononcée par une juridiction française ou étrangère, ou commis de faits susceptibles d'une peine privative de liberté en particulier pour des faits de corruption, de blanchiment de capitaux, ni de financement du terrorisme.

Si l'Emetteur contrôle directement ou indirectement d'autres sociétés au sens de l'article L.233-3 du Code de Commerce, l'Emetteur déclare et garantit mutatis mutandis pour l'ensemble de ces sociétés.

Les déclarations et garanties ci-dessus seront réputées exactes jusqu'à complet remboursement des Obligations et paiement par l'Emetteur de toutes sommes dues au titre des Obligations en principal, intérêts, intérêts de retard, commissions, frais et accessoires, étant précisé que l'Emetteur sera tenue d'informer le Porteur de la survenance de tout évènement qui remettrait en cause l'exactitude de ces déclarations, dès qu'elle aura connaissance de la survenance d'un tel évènement.

27 NOTIFICATION

Tout avis, communication ou notification en rapport avec le présent Contrat devra être remis ou notifié par écrit et remis en mains propres ou par lettre recommandée avec accusé de réception ou par courriel aux adresses suivantes :

- **Pour l'Emetteur :**

JAC Transactions
76, Avenue des Baumettes
06000 Nice

- **Pour Raizers :**

Raizers
16, rue Fourcroy
75017 Paris
A l'attention de : Grégoire LINDER
Courriels : contact@raizers.com

28 LOI APPLICABLE ET TRIBUNAUX COMPETENTS

Les Obligations sont régies par le droit français. Tout différend se rapportant directement ou indirectement aux Obligations et au plus généralement au présent Contrat sera soumis à la compétence exclusive du Tribunal de commerce de Paris et de la Cour d'Appel de Paris.

29 NON DIFFUSION

La diffusion de ce document peut, dans certains pays, faire l'objet d'une réglementation spécifique. Les personnes en possession du présent document doivent s'informer des éventuelles restrictions locales et s'y conformer.

30 DOCUMENTS INCORPORES PAR REFERENCE

Le présent document doit être lu et interprété conjointement avec les avertissements, questionnaires, informations et modalités d'accès du site d'accès progressif du conseiller en investissement participatif de la société Raizers à l'issue duquel le présent document a été délivré.

31 SIGNATURE ELECTRONIQUE

Chacun des signataires des présentes ont accepté de signer le Contrat (en ce compris l'Annexe qui en fait partie intégrante) et le bulletin de souscription (ensemble avec le Contrat, la « **Documentation** ») par voie de signature électronique au sens des dispositions des articles 1367 et suivants du Code civil par le biais d'Universign et déclarent en conséquence que la version électronique de la Documentation constitue l'original et est parfaitement valable entre eux.

Les signataires déclarent que la Documentation sous sa forme électronique constitue une preuve littérale au sens de l'article 1367 du Code civil et a la même valeur probante qu'un écrit sur support papier conformément à l'article 1366 du Code civil et pourra valablement leur être opposée. Chacun des signataires reconnaît que la solution de signature électronique offerte par Universign correspond à un degré suffisant de fiabilité pour identifier les signataires et pour garantir le lien entre chaque signature et la Documentation.

Les Parties s'engagent en conséquence à ne pas contester la recevabilité, l'opposabilité ou la force probante de la Documentation signée sous forme électronique.

La signature électronique du bulletin de souscription par le Porteur vaut pour signature du Contrat et de la Procuration figurant en Annexe 1 des présentes ce que le Porteur reconnaît et accepte sans réserves.

[signatures en dernière page]

ANNEXE 1

PROCURATION DONNEE PAR LE PORTEUR AU REPRESENTANT DE LA MASSE

Référence est faite :

- au contrat d'émission conclu ce jour entre JAC Transactions, société par actions simplifiée, dont le siège social est situé 76, Avenue des Baumettes - 06000 Nice, et immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Nice sous le numéro 797 951 241 (l'« **Emetteur** »), Raizers, société par actions simplifiée dont le siège social est situé au 16, rue Fourcroy, 75017 Paris, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 804 419 901 (« **Raizers** » ou le « **Représentant de la Masse** ») et chacun des propriétaires des Obligations via le bulletin de souscription (les « **Porteurs** ») dans le cadre de l'Opération ; et
- aux dispositions des articles L.228-54 et suivants du Code de commerce (ou équivalent suite à une modification des dispositions légales) (les « **Dispositions Légales** »).

Le Contrat et les Dispositions Légales sont ci-après désignés ensemble les « **Informations** ».

Les termes non définis à la présente procuration auront le sens qui leur est donné dans le Contrat.

En ma qualité de Porteur des Obligations émises dans le cadre de l'Opération, je déclare donner procuration à :

- **RAIZERS**, société par actions simplifiée dont le siège social est situé au 16, rue Fourcroy, 75017 Paris, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 804 419 901, en sa qualité de Représentant de la Masse,

à l'effet de, en mon nom et pour mon compte dans le cadre de l'Opération, agir dans l'intérêt commun des Porteurs (en ce compris dans mon intérêt), pour permettre la bonne réalisation de l'Opération et plus précisément :

- négocier, conclure, exécuter et le cas échéant, me remettre tout avenant du Contrat portant notamment sur le montant de l'Emission (Article 4), la durée de la souscription (Article 8), la durée de l'Emprunt Obligataire (Article 9) et/ou le paiement du principal et des intérêts (Article 21) ;
- négocier, conclure, exécuter, mettre en œuvre les garanties prévues aux Articles 10 à 12 du Contrat (les « **Garanties** ») par tout moyen et notamment par voie judiciaire en ce compris toute saisine et tout recours devant un organisme, un auxiliaire de justice, une autorité (administrative ou non), une entité (disposant la personnalité juridique ou non), ou une juridiction et le cas échéant, me remettre tout document (avenant, éléments de procédure amiable ou judiciaire) relatif à la mise en œuvre desdites Garanties ; et
- plus généralement, négocier, conclure, signer et remettre tout autre acte, accord, contrat ou autre document que le Représentant de la Masse jugera, à son entière discrétion, nécessaire ou souhaitable afin de faciliter la réalisation des deux paragraphes susvisés dans l'intérêt commun des Porteurs.

Le Porteur déclare que les Informations lui ont été communiqués préalablement à la signature des présentes et par conséquent déclare avoir eu l'ensemble des informations suffisantes pour donner la présente Procuration de façon indépendante et éclairée. Le Porteur reconnaît que la présente procuration vaut autorisation préalable donnée par le Porteur au bénéfice du Représentant de la Masse d'agir au nom et pour le compte de la défense des intérêts communs des Porteurs et notamment d'intenter toute action en justice conformément aux dispositions des articles L.228-54 et suivants du Code de commerce (ou équivalent suite à une modification des dispositions légales).

Par conséquent, le Porteur renonce sans réserve à se prévaloir à l'encontre de Raizers, ses affiliés, dirigeants, représentants légaux et/ou salariés, de toute irrégularité des présentes ou d'informations ou autre au titre

des présentes et, par conséquent, à effectuer toute réclamation ou engager toute actions à ce titre et approuve par conséquent sans réserve les conditions de la présente procuration eu égard aux dispositions légales applicables.

La présente procuration entrera en vigueur à compter de la Date d'Emission et jusqu'à la dernière des deux dates suivantes :

- (i) en l'absence de difficultés de remboursement jusqu'à la Date d'Echéance : la date à laquelle le montant du capital et des intérêts liés aux Obligations émises dans le cadre de l'Opération conformément au Contrat auront été intégralement remboursés ;
- (ii) en cas de difficultés de remboursement de l'Emetteur à tout moment : (a) lorsqu'un accord transactionnel aura été conclu entre l'Emetteur et le Représentant de la Masse, la date à laquelle ledit accord a été signé ou (b) dans l'hypothèse d'un différend entre l'Emetteur et le Représentant de la Masse ne pouvant être résolu de manière amiable, la date à laquelle une décision de justice exécutoire non susceptible de recours aura été rendue sur ledit différend.

Le Porteur reconnaît que la présente procuration est une **obligation de moyens** et que par conséquent, le Porteur ne pourra pas engager la responsabilité de Raizers en sa qualité de Représentant de la Masse en application de la présente procuration sauf à démontrer que Raizers n'a pas mis en œuvre tous les moyens légaux à sa disposition pour protéger les intérêts communs des Porteurs.

La présente procuration est régie par le droit français et tout litige pouvant survenir relativement à sa validité, son interprétation ou son exécution sera soumis aux juridictions compétentes du ressort de la Cour d'appel de Paris.

Pour servir et faire valoir ce que de droit.

Signé électroniquement conformément aux stipulations de l'Article 31.

Signé par Jean-Marc Simonetti
Le 19/09/2022

 Signed with
universign



JAC Transactions

Représentée par : Jean-Marc SIMONETTI

Titre : Président

Signé par Grégoire Linder
Le 19/09/2022

 Signed with
universign



RAIZERS

Représentée par : Grégoire LINDER

Titre : Directeur Général

Sommaire

| | |
|---------------------------------------|----|
| <i>Attestation</i> | 2 |
| <i>Attestation d'Expert Comptable</i> | 3 |
| <i>Comptes annuels</i> | 4 |
| Bilan | 5 |
| Compte de Résultat | 7 |
| Annexe | 8 |
| Règles et méthodes comptables | 9 |
| Notes sur le bilan | 11 |
| <i>Etats détaillés</i> | 18 |
| Bilan actif | 19 |
| Bilan passif | 21 |
| Compte résultat | 23 |
| <i>Dossier de gestion</i> | 26 |
| Dossier de Gestion | 27 |
| Soldes intermédiaires de gestion | 29 |
| Capacité d'autofinancement | 30 |
| Ratios de gestion | 31 |
| Liste simplifiée des immobilisations | 32 |
| <i>Etats fiscaux</i> | 34 |

Attestation

SAS JAC TRANSACTIONS

Exercice clos le 31/12/2021

Code APE : 6810Z

N° Siret : 79795124100034

Attestation d'Expert Comptable

Comptes annuels

SAS JAC TRANSACTIONS

Exercice clos le 31/12/2021

Code APE : 6810Z

N° Siret : 79795124100034

Bilan

| | Brut | Amortissements Dépréciations | Net au 31/12/21 | Net au 31/12/20 |
|---|----------------------|---|----------------------------|----------------------------|
| ACTIF | | | | |
| CAPITAL SOUSCRIT NON APPELE | | | | |
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| Frais d'établissement | | | | |
| Frais de recherche et de développement | | | | |
| Concessions, brevets et droits assimilés | 2 435,00 | 2 095,95 | 339,05 | 1 150,72 |
| Fonds commercial | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| Terrains | | | | |
| Constructions | 149 928,24 | 49 682,77 | 100 245,47 | 104 212,10 |
| Installations techniques, matériel et outillage | | | | |
| Autres immobilisations corporelles | 27 909,86 | 26 701,21 | 1 208,65 | 1 868,91 |
| Immob. en cours / Avances & acomptes | | | | |
| Immobilisations financières | | | | |
| Participations et créances rattachées | 2 610 233,39 | | 2 610 233,39 | 2 130 496,03 |
| Autres titres immobilisés | | | | |
| Prêts | | | | |
| Autres immobilisations financières | 7 000,00 | | 7 000,00 | 5 000,00 |
| TOTAL ACTIF IMMOBILISE | 2 797 506,49 | 78 479,93 | 2 719 026,56 | 2 242 727,76 |
| Stocks | | | | |
| Matières premières et autres approv. | | | | |
| En cours de production de biens | | | | |
| En cours de production de services | | | | |
| Produits intermédiaires et finis | | | | |
| Marchandises | 6 542 718,64 | | 6 542 718,64 | 5 790 596,08 |
| Créances | | | | |
| Clients et comptes rattachés | 343 980,00 | | 343 980,00 | 210 000,00 |
| Fournisseurs débiteurs | 135 130,35 | | 135 130,35 | 122 832,31 |
| Personnel | 2 738,88 | | 2 738,88 | |
| Etat, Impôts sur les bénéfices | 5 393,00 | | 5 393,00 | |
| Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires | 1 119,06 | | 1 119,06 | |
| Autres créances | 935 940,76 | | 935 940,76 | 738 990,80 |
| Divers | | | | |
| Avances et acomptes versés sur commandes | | | | |
| Valeurs mobilières de placement | | | | |
| Disponibilités | 104 513,32 | | 104 513,32 | 280 168,73 |
| Charges constatées d'avance | 543,37 | | 543,37 | 5 046,51 |
| TOTAL ACTIF CIRCULANT | 8 072 077,38 | | 8 072 077,38 | 7 147 634,43 |
| Charges à répartir sur plusieurs exercices | | | | |
| Prime de remboursement des obligations | | | | |
| Ecart de conversion – Actif | | | | |
| COMPTES DE REGULARISATION | | | | |
| TOTAL ACTIF | 10 869 583,87 | 78 479,93 | 10 791 103,94 | 9 390 362,19 |

Bilan

| | Net au 31/12/21 | Net au 31/12/20 |
|---|----------------------|---------------------|
| PASSIF | | |
| Capital social ou individuel | 1 000 000,00 | 1 000 000,00 |
| Primes d'émission, de fusion, d'apport, ... | 6 940,00 | 6 940,00 |
| Ecarts de réévaluation | | |
| Réserve légale | 96 428,39 | 70 006,00 |
| Réserves statutaires ou contractuelles | | |
| Réserves réglementées | | |
| Autres réserves | | |
| Report à nouveau | | -4 038,38 |
| Résultat de l'exercice | 9 127,01 | 30 460,77 |
| Subventions d'investissement | | |
| Provisions réglementées | | |
| TOTAL CAPITAUX PROPRES | 1 112 495,40 | 1 103 368,39 |
| Produits des émissions de titres participatifs | | |
| Avances conditionnées | | |
| TOTAL AUTRES FONDS PROPRES | | |
| Provisions pour risques | | |
| Provisions pour charges | | |
| TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | | |
| Emprunts obligataires convertibles | | |
| Autres emprunts obligataires | 4 012 831,67 | 1 507 403,97 |
| Emprunts | 228 000,00 | 228 216,55 |
| Découverts et concours bancaires | 3 543 418,67 | 4 442 128,82 |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits | 3 771 418,67 | 4 670 345,37 |
| Emprunts et dettes financières diverses | 355 466,66 | 299 097,63 |
| Emprunts et dettes financières diverses – Associés | 1 155,55 | 3 805,95 |
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 270 764,90 | 700 311,60 |
| Personnel | 4 388,48 | |
| Organismes sociaux | 11 314,21 | 10 804,45 |
| Etat, Impôts sur les bénéfices | | 8 045,00 |
| Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires | 58 274,00 | 38 636,36 |
| Etat, Obligations cautionnées | | |
| Autres dettes fiscales et sociales | 5 770,73 | 9 883,66 |
| Dettes fiscales et sociales | 79 747,42 | 67 369,47 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | 2 500,00 | 2 500,00 |
| Autres dettes | 1 184 723,67 | 1 036 159,81 |
| Produits constatés d'avance | | |
| TOTAL DETTES | 9 678 608,54 | 8 286 993,80 |
| Ecarts de conversion – Passif | | |
| TOTAL PASSIF | 10 791 103,94 | 9 390 362,19 |

Compte de Résultat

| | du 01/01/21 au 31/12/21 12 mois | du 01/01/20 au 31/12/20 12 mois |
|-------------------------------------|---------------------------------------|---------------------------------------|
| PRODUITS | | |
| Ventes de marchandises | 1 088 873,99 | 3 466 516,97 |
| Production vendue | 262 245,00 | 46 083,27 |
| Production stockée | | |
| Subventions d'exploitation | | |
| Autres produits | 6 212,85 | 6 222,89 |
| Total | 1 357 331,84 | 3 518 823,13 |
| CONSOMMATION M/SES & MAT | | |
| Achats de marchandises | 1 523 334,29 | 1 453 255,49 |
| Variation de stock (m/ses) | -752 122,56 | 1 129 277,23 |
| Achats de m.p & aut.approv. | | |
| Variation de stock (m.p.) | | |
| Autres achats & charges externes | 234 103,48 | 482 249,97 |
| Total | 1 005 315,21 | 3 064 782,69 |
| MARGE SUR M/SES & MAT | 352 016,63 | 454 040,44 |
| CHARGES | | |
| Impôts, taxes et vers. assim. | 23 865,10 | 27 226,65 |
| Salaires et Traitements | 86 802,38 | 53 414,49 |
| Charges sociales | 32 912,14 | 20 942,24 |
| Amortissements et provisions | 5 438,56 | 5 325,66 |
| Autres charges | 983,33 | 734,91 |
| Total | 150 001,51 | 107 643,95 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | 202 015,12 | 346 396,49 |
| Produits financiers | 152,37 | 350,43 |
| Charges financières | 217 802,23 | 299 328,84 |
| Résultat financier | -217 649,86 | -298 978,41 |
| Opérations en commun | -18 834,89 | -5 687,65 |
| RESULTAT COURANT | -34 469,63 | 41 730,43 |
| Produits exceptionnels | 46 781,83 | 42 500,00 |
| Charges exceptionnelles | 534,19 | 45 724,66 |
| Résultat exceptionnel | 46 247,64 | -3 224,66 |
| Participation des salariés | | |
| Impôts sur les bénéfices | 2 651,00 | 8 045,00 |
| RESULTAT DE L'EXERCICE | 9 127,01 | 30 460,77 |

Annexe

SAS JAC TRANSACTIONS

Exercice clos le 31/12/2021

Code APE : 6810Z

N° Siret : 79795124100034

Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SAS JAC TRANSACTIONS

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2021, dont le total est de 10 791 104 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 9 127 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2021 au 31/12/2021.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 03/05/2022 par les dirigeants de l'entreprise.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2021 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Constructions : 10 à 50 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Règles et méthodes comptables

Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Frais d'émission des emprunts

Les frais d'émission des emprunts sont pris en compte immédiatement dans les charges de l'exercice.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Conséquences de l'événement Covid-19

L'événement Covid-19 est susceptible d'avoir des impacts significatifs sur le patrimoine, la situation financière et les résultats des entreprises. Une information comptable pertinente sur ces impacts constitue un élément clé des comptes de la période concernée.

Pour cela, l'entreprise a retenu une approche ciblée pour exprimer les principaux impacts pertinents sur la performance de l'exercice et sur sa situation financière. Cette approche est recommandée par l'Autorité des Normes Comptables dans la note du 18 mai 2020 pour fournir les informations concernant les effets de l'événement Covid-19 sur ses comptes.

Méthodologie suivie

Les informations fournies portent sur les principaux impacts, jugés pertinents, de l'événement qui sont enregistrés dans ses comptes. Il a été fait une distinction entre les effets ponctuels et les effets structurels. Ces effets sont détaillés en tenant compte des interactions et incidences de l'événement sur les agrégats usuels en appréciant les impacts bruts et nets. Les mesures de soutien dont elle a pu bénéficier sont également évaluées.

L'événement Covid-19 étant toujours en cours à la date d'établissement des comptes annuels, l'entreprise est en incapacité d'en évaluer les conséquences précises sur les exercices à venir.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

| | Au début d'exercice | Augmentation | Diminution | En fin d'exercice |
|---|------------------------|----------------|--------------|----------------------|
| – Frais d'établissement et de développement | | | | |
| – Fonds commercial | | | | |
| – Autres postes d'immobilisations incorporelles | 2 435 | | | 2 435 |
| Immobilisations incorporelles | 2 435 | | | 2 435 |
| – Terrains | | | | |
| – Constructions sur sol propre | 149 928 | | | 149 928 |
| – Constructions sur sol d'autrui | | | | |
| – Installations générales, agencements et aménagements des constructions | | | | |
| – Installations techniques, matériel et outillage industriels | | | | |
| – Installations générales, agencements aménagements divers | | | | |
| – Matériel de transport | 21 444 | | 1 559 | 19 885 |
| – Matériel de bureau et informatique, mobilier | 8 025 | | | 8 025 |
| – Emballages récupérables et divers | | | | |
| – Immobilisations corporelles en cours | | | | |
| – Avances et acomptes | | | | |
| Immobilisations corporelles | 179 397 | | 1 559 | 177 838 |
| – Participations évaluées par mise en équivalence | | | | |
| – Autres participations | 2 130 496 | 479 737 | | 2 610 233 |
| – Autres titres immobilisés | | | | |
| – Prêts et autres immobilisations financières | 5 000 | 2 000 | | 7 000 |
| Immobilisations financières | 2 135 496 | 481 737 | | 2 617 233 |
| ACTIF IMMOBILISE | 2 317 328 | 481 737 | 1 559 | 2 797 506 |

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

| | Immobilisations incorporelles | Immobilisations corporelles | Immobilisations financières | Total |
|---|----------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|----------------|
| <i>Ventilation des augmentations</i> | | | | |
| Virements de poste à poste | | | | |
| Virements de l'actif circulant | | | | |
| Acquisitions | | | 481 737 | 481 737 |
| Apports | | | | |
| Créations | | | | |
| Réévaluations | | | | |
| Augmentations de l'exercice | | | 481 737 | 481 737 |
| <i>Ventilation des diminutions</i> | | | | |
| Virements de poste à poste | | | | |
| Virements vers l'actif circulant | | | | |
| Cessions | | 1 559 | | 1 559 |
| Scissions | | | | |
| Mises hors service | | | | |
| Diminutions de l'exercice | | 1 559 | | 1 559 |

Notes sur le bilan

Immobilisations financières

Liste des filiales et participations

Renseignements détaillés sur chaque titre

| | Capital | Capitaux propres (autres que le capital) | Quote-par du capital détenue | Résultat du dernier exercice clos |
|---|---------|---|------------------------------|-----------------------------------|
| – Filiales (détenues à + 50 %) | | | | |
| SAS QUALITY KING 06000 NICE | | | 98,00 | |
| – Participations (détenues entre 10 et 50%) | | | | |
| SCI JMAG 06000 NICE | | | 50,00 | |
| SARL 3B 06300 NICE | | | 50,00 | |
| SC Foncière niçoise de gestion 06300 NICE | | | 45,00 | |
| SCI SCCV NIKOLINA 06000 NICE | | | 50,00 | |
| SC ARSON 06300 NICE | | | 50,00 | |

Amortissements des immobilisations

Notes sur le bilan

| | Au début de l'exercice | Augmentation | Diminutions | A la fin de l'exercice |
|--|------------------------|--------------|--------------|------------------------|
| – Frais d'établissement et de développement | | | | |
| – Fonds commercial | | | | |
| – Autres postes d'immobilisations incorporelles | 1 284 | 812 | | 2 096 |
| Immobilisations incorporelles | 1 284 | 812 | | 2 096 |
| – Terrains | | | | |
| – Constructions sur sol propre | 45 716 | 3 967 | | 49 683 |
| – Constructions sur sol d'autrui | | | | |
| – Installations générales, agencements et aménagements des constructions | | | | |
| – Installations techniques, matériel et outillage industriels | | | | |
| – Installations générales, agencements aménagements divers | | | | |
| – Matériel de transport | 21 444 | | 1 559 | 19 885 |
| – Matériel de bureau et informatique, mobilier | 6 156 | 660 | | 6 816 |
| – Emballages récupérables et divers | | | | |
| Immobilisations corporelles | 73 316 | 4 627 | 1 559 | 76 384 |
| ACTIF IMMOBILISE | 74 600 | 5 439 | 1 559 | 78 480 |

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 3 334 979 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

| | Montant brut | Echéances à moins d'un an | Echéances à plus d'un an |
|--|------------------|------------------------------|-----------------------------|
| Créances de l'actif immobilisé : | | | |
| Créances rattachées à des participations | 1 903 133 | | 1 903 133 |
| Prêts | | | |
| Autres | 7 000 | | 7 000 |
| Créances de l'actif circulant : | | | |
| Créances Clients et Comptes rattachés | 343 980 | 343 980 | |
| Autres | 1 080 322 | 1 080 322 | |
| Capital souscrit – appelé, non versé | | | |
| Charges constatées d'avance | 543 | 543 | |
| Total | 3 334 979 | 1 424 845 | 1 910 133 |
| Prêts accordés en cours d'exercice | | | |
| Prêts récupérés en cours d'exercice | | | |

Produits à recevoir

| | Montant |
|-------------------------------------|---------------|
| Fournisseurs – rrr à obtenir | 75 922 |
| Banque – intérêts courus à recevoir | 14 |
| Total | 75 936 |

Notes sur le bilan

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 1 000 000,00 euros décomposé en 400 titres d'une valeur nominale de 2 500,00 euros.

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 9 678 609 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

| | Montant brut | Echéances à moins d'un an | Echéances à plus d'un an | Echéances à plus de 5 ans |
|--|------------------|------------------------------|-----------------------------|------------------------------|
| Emprunts obligataires convertibles (*) | | | | |
| Autres emprunts obligataires (*) | 4 012 832 | 4 012 832 | | |
| Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont : | | | | |
| – à 1 an au maximum à l'origine | 3 543 419 | 3 543 419 | | |
| – à plus de 1 an à l'origine | 228 000 | | | 228 000 |
| Emprunts et dettes financières divers (*) (**) | 355 467 | 355 467 | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 270 765 | 270 765 | | |
| Dettes fiscales et sociales | 79 747 | 79 747 | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | 2 500 | 2 500 | | |
| Autres dettes (**) | 1 185 879 | 1 185 879 | | |
| Produits constatés d'avance | | | | |
| Total | 9 678 609 | 9 450 609 | | 228 000 |
| (*) Emprunts souscrits en cours d'exercice | 2 500 000 | | | |
| (*) Emprunts remboursés sur l'exercice | 43 631 | | | |
| (**) Dont envers les associés | 1 156 | | | |

Le montant des divers emprunts et dettes contractés auprès d'associés personnes physiques s'élève à 1 156 euros.

Notes sur le bilan

Charges à payer

| | Montant |
|------------------------------------|----------------|
| Fournisseurs – fact. non parvenues | 55 623 |
| Int.courus s/aut.emp.obligataires | 205 832 |
| Banque – intérêts courus à payer | 7 865 |
| Dettes provis. pr congés à payer | 15 |
| Charges sociales s/congés à payer | 4 |
| Charges sociales – charges à payer | 324 |
| Etat – autres charges à payer | 4 938 |
| Total | 274 600 |

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

| | Charges d'exploitation | Charges Financières | Charges Exceptionnelles |
|-----------------------------|---------------------------|------------------------|----------------------------|
| Charges constatées d'avance | 543 | | |
| Total | 543 | | |

Etats détaillés

SAS JAC TRANSACTIONS

Exercice clos le 31/12/2021

Code APE : 6810Z

N° Siret : 79795124100034

Bilan actif

| | du 01/01/21 au 31/12/21 12 mois | % | du 01/01/20 au 31/12/20 12 mois | % | Variation relative (montant) | Var. rel. (%) |
|--|---------------------------------------|-------|---------------------------------------|-------|------------------------------------|---------------------|
| 205000 – Concessions et droits similaires | 2 435,00 | 0,02 | 2 435,00 | 0,03 | | |
| 280500 – Amortis. logiciels | -2 095,95 | -0,02 | -1 284,28 | -0,01 | -811,67 | 63,20 |
| Immobilisations incorporelles | 339,05 | | 1 150,72 | 0,01 | -811,67 | -70,54 |
| 213100 – Constructions – bâtiments | 149 928,24 | 1,39 | 149 928,24 | 1,60 | | |
| 218200 – Matériel de transport | 19 884,83 | 0,18 | 21 443,83 | 0,23 | -1 559,00 | -7,27 |
| 218310 – Matériel informatique | 8 025,03 | 0,07 | 8 025,03 | 0,09 | | |
| 281310 – Amortis. constructions | -49 682,77 | -0,46 | -45 716,14 | -0,49 | -3 966,63 | 8,68 |
| 281820 – Amortis. matériel de transport | -19 884,83 | -0,18 | -21 443,83 | -0,23 | 1 559,00 | -7,27 |
| 281831 – Amortissement matériel informatique | -6 816,38 | -0,06 | -6 156,12 | -0,07 | -660,26 | 10,73 |
| Immobilisations corporelles | 101 454,12 | 0,94 | 106 081,01 | 1,13 | -4 626,89 | -4,36 |
| 261000 – Titres de participation | 707 100,00 | 6,55 | 317 100,00 | 3,38 | 390 000,00 | 122,99 |
| 267450 – Créance participation sci jmag | 3 482,00 | 0,03 | 11 282,00 | 0,12 | -7 800,00 | -69,14 |
| 267470 – Créance participation prochoice | 988,66 | 0,01 | 988,66 | 0,01 | | |
| 267480 – Créance participation quality king | 824 699,12 | 7,64 | 683 098,14 | 7,27 | 141 600,98 | 20,73 |
| 267490 – Créance participation fonc.niçoise | 438 489,77 | 4,06 | 432 489,77 | 4,61 | 6 000,00 | 1,39 |
| 267500 – Creance participat° sesame real est | 46 694,09 | 0,43 | 44 548,49 | 0,47 | 2 145,60 | 4,82 |
| 267510 – Créance participation snc arson | | | 113 488,97 | 1,21 | -113 488,97 | -100,00 |
| 267530 – Créance participation scv nikolina | 588 779,75 | 5,46 | 527 500,00 | 5,62 | 61 279,75 | 11,62 |
| 275000 – Dépôts et cautionnements | 7 000,00 | 0,06 | 5 000,00 | 0,05 | 2 000,00 | 40,00 |
| Immobilisations financières | 2 617 233,39 | 24,25 | 2 135 496,03 | 22,74 | 481 737,36 | 22,56 |
| TOTAL ACTIF IMMOBILISE | 2 719 026,56 | | 2 242 727,76 | | 476 298,80 | 21,24 |
| 370000 – Stocks de marchandises | 6 542 718,64 | 60,63 | 5 790 596,08 | 61,67 | 752 122,56 | 12,99 |
| Stocks matières premières & marchandises | 6 542 718,64 | 60,63 | 5 790 596,08 | 61,67 | 752 122,56 | 12,99 |
| 411000 – Clients | 343 980,00 | 3,19 | 210 000,00 | 2,24 | 133 980,00 | 63,80 |
| Clients | 343 980,00 | 3,19 | 210 000,00 | 2,24 | 133 980,00 | 63,80 |
| 401000 – Fournisseurs | 59 208,59 | 0,55 | 46 910,55 | 0,50 | 12 298,04 | 26,22 |
| 409800 – Fournisseurs – rrr à obtenir | 75 921,76 | 0,70 | 75 921,76 | 0,81 | | |
| 421000 – Personnel – rémunérations dues | 7,29 | | | | 7,29 | |
| 425000 – Personnel – avances et acomptes | 2 731,59 | 0,03 | | | 2 731,59 | |
| 444000 – Etat – impôts sur les bénéfices | 5 393,00 | 0,05 | | | 5 393,00 | |
| 445660 – Tva déductible s/aut.biens et sces | 1 119,06 | 0,01 | | | 1 119,06 | |
| 448700 – Etat – produits à recevoir | | | 2 163,00 | 0,02 | -2 163,00 | -100,00 |
| 455400 – Compte courant mas transaction | 4 805,00 | 0,04 | 4 805,00 | 0,05 | | |
| 462000 – Créances s/cessions d'immobilisat. | 1 240,00 | 0,01 | 1 240,00 | 0,01 | | |
| 467001 – Scp mouzon | 300,00 | | 300,00 | | | |
| 467008 – Me fioroni acq garibaldi | 1 850,00 | 0,02 | 1 850,00 | 0,02 | | |
| 467016 – Scp kovacevic vtes congrés | | | 2 000,00 | 0,02 | -2 000,00 | -100,00 |
| 467017 – Scp kovacevic compte regroupé | 33 000,00 | 0,31 | | | 33 000,00 | |
| 467020 – Sep gioffredo cegim-jack project | 493,27 | | 493,27 | 0,01 | | |
| 467021 – Sep le congrés groupe teisseire | 7 095,12 | 0,07 | 7 095,12 | 0,08 | | |
| 467024 – Jm-scan – proline beauty | | | 13 387,81 | 0,14 | -13 387,81 | -100,00 |
| 467027 – Scp kovacevic vtes congrés à hannu | | | 25 000,00 | 0,27 | -25 000,00 | -100,00 |
| 467030 – Scp kovacevic vte j med à hannu | | | 6 000,00 | 0,06 | -6 000,00 | -100,00 |
| 467035 – Scp vente foch à fng | 13 791,86 | 0,13 | 18 275,59 | 0,19 | -4 483,73 | -24,53 |
| 467036 – Scv pierre delmas a | 1 431,96 | 0,01 | 1 431,96 | 0,02 | | |
| 467040 – Scv des clausonnes v | 1 431,96 | 0,01 | 1 431,96 | 0,02 | | |
| 467043 – Foncière nicoise de gestion | 600,00 | 0,01 | | | 600,00 | |
| 467070 – Sci vendome | 531 772,83 | 4,93 | 504 699,96 | 5,37 | 27 072,87 | 5,36 |
| 467080 – Sas groupe andros | 220 709,11 | 2,05 | 97 798,39 | 1,04 | 122 910,72 | 125,68 |
| 467081 – Jmp bâtiment | | | 22 069,00 | 0,24 | -22 069,00 | -100,00 |
| 467091 – Sep 19 rue préfecture | 615,46 | 0,01 | 615,46 | 0,01 | | |

Bilan actif

| | du 01/01/21 au 31/12/21 12 mois | % | du 01/01/20 au 31/12/20 12 mois | % | Variation relative (montant) | Var. rel. (%) |
|--|---------------------------------------|---------------|---------------------------------------|---------------|------------------------------------|---------------------|
| 467102 – Me bucceri – acq. scv nikolina | 4 234,96 | 0,04 | 34,96 | | 4 200,00 | NS |
| 467201 – Scp olivares vte j med à diallo | 269,49 | | 2 250,00 | 0,02 | -1 980,51 | -88,02 |
| 467204 – Acquisition drap | | | 370,00 | | -370,00 | -100,00 |
| 467205 – Vente 6 cronstadt 00962533 0016 | 6 225,11 | 0,06 | 3 614,32 | 0,04 | 2 610,79 | 72,23 |
| 467217 – Vente 20 cronstadt | 1,63 | | 20 608,10 | 0,22 | -20 606,47 | -99,99 |
| 467218 – Scp kovacevic vente 1 rue ratti | | | 1 456,90 | 0,02 | -1 456,90 | -100,00 |
| 467220 – Scp kovacevic-vente tondui | 473,00 | | | | 473,00 | |
| 467242 – Clarelis notaire – villa melisse | 105 600,00 | 0,98 | | | 105 600,00 | |
| Autres créances | 1 080 322,05 | 10,01 | 861 823,11 | 9,18 | 218 498,94 | 25,35 |
| 512403 – Ce- compte courant- 92705619 | 1 025,32 | 0,01 | 400,25 | | 625,07 | 156,17 |
| 512600 – Bcp cc12579 00700 0800201268 76 | 48 086,31 | 0,45 | 73 511,66 | 0,78 | -25 425,35 | -34,59 |
| 512605 – Bcp acq 6 cronstadt | | | 150 000,00 | 1,60 | -150 000,00 | -100,00 |
| 512607 – Bcp cpte 12579 00700 08002314080 29 | 55 137,17 | 0,51 | 55 000,00 | 0,59 | 137,17 | 0,25 |
| 512608 – Bcp cpte 12579 00700 08002315292 79 | 240,14 | | 1 173,40 | 0,01 | -933,26 | -79,53 |
| 518800 – Banque – intérêts courus à recevoir | 13,96 | | 73,00 | | -59,04 | -80,88 |
| Disponibilités | 104 502,90 | 0,97 | 280 158,31 | 2,98 | -175 655,41 | -62,70 |
| 530000 – Caisse | 10,42 | | 10,42 | | | |
| Caisse | 10,42 | | 10,42 | | | |
| TOTAL ACTIF CIRCULANT | 8 071 534,01 | | 7 142 587,92 | | 928 946,09 | 13,01 |
| 486000 – Charges constatées d'avance | 543,37 | 0,01 | 5 046,51 | 0,05 | -4 503,14 | -89,23 |
| Charges constatées d'avance | 543,37 | 0,01 | 5 046,51 | 0,05 | -4 503,14 | -89,23 |
| TOTAL COMPTES DE REGULARISAT | 543,37 | | 5 046,51 | | -4 503,14 | -89,23 |
| TOTAL ACTIF | 10 791 103,94 | 100,00 | 9 390 362,19 | 100,00 | 1 400 741,75 | 14,92 |

Bilan passif

| | du 01/01/21 au 31/12/21 12 mois | % | du 01/01/20 au 31/12/20 12 mois | % | Variation relative (montant) | Var. rel. (%) |
|--|---------------------------------------|------|---------------------------------------|-------|------------------------------------|---------------------|
| 101300 – Capital souscrit–appelé, versé | 1 000 000,00 | 9,27 | 1 000 000,00 | 10,65 | | |
| Capital | 1 000 000,00 | 9,27 | 1 000 000,00 | 10,65 | | |
| 104300 – Prime d'apport | 6 940,00 | 0,06 | 6 940,00 | 0,07 | | |
| 106110 – Réserve légale proprement dite | 96 428,39 | 0,89 | 70 006,00 | 0,75 | 26 422,39 | 37,74 |
| 119000 – Report à nouveau (solde débiteur) | | | -4 038,38 | -0,04 | 4 038,38 | -100,00 |
| Réserves | 103 368,39 | 0,96 | 72 907,62 | 0,78 | 30 460,77 | 41,78 |
| Résultat de l'exercice | 9 127,01 | | 30 460,77 | | -21 333,76 | -70,04 |
| TOTAL RESSOURCES PROPRES | 1 112 495,40 | | 1 103 368,39 | | 9 127,01 | 0,83 |
| DETTES | | | | | | |
| 163001 – Emprunt obligataire family rendemen | 400 000,00 | | 400 000,00 | | | |
| 163004 – Emprunts obligataire foch | 100 000,00 | | 100 000,00 | | | |
| 163005 – Emprunt obligataire wiseed 7 foch | 807 000,00 | | 807 000,00 | | | |
| 163006 – Raizer arson ech 31/07/2021 | | | 100 000,00 | | -100 000,00 | -100,00 |
| 163007 – Raizer st roch ech 15/1/2023 | 800 000,00 | | | | 800 000,00 | |
| 163008 – raizers tonduti | 1 700 000,00 | | | | 1 700 000,00 | |
| 164104 – Emprunt 597163 de 228 000€ | 228 000,00 | | 228 000,00 | | | |
| 168830 – Int.courus s/aut.emp.obligataires | 205 831,67 | | 100 403,97 | | 105 427,70 | 105,00 |
| 168840 – Int.courus s/emp.aup.etabl.crédit | | | 216,55 | | -216,55 | -100,00 |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 4 240 831,67 | | 1 735 620,52 | | 2 505 211,15 | 144,34 |
| 512603 – Bep acq av foch 2093711 81 | 910 721,00 | | 1 489 234,00 | | -578 513,00 | -38,85 |
| 512604 – Bep accomp foch 2093812 69 | 2 624 832,57 | | 2 547 359,11 | | 77 473,46 | 3,04 |
| 512606 – Bep accomp 6 cronstadt | | | 350 429,00 | | -350 429,00 | -100,00 |
| 518100 – Banque – intérêts courus à payer | 7 865,10 | | 55 106,71 | | -47 241,61 | -85,73 |
| Découverts | 3 543 418,67 | | 4 442 128,82 | | -898 710,15 | -20,23 |
| 165000 – Dépôts et cautionnements reçus | 780,00 | | 780,00 | | | |
| 171460 – Dettes participation 3b | 298 017,63 | | 298 317,63 | | -300,00 | -0,10 |
| 171510 – Dette participation snc Arson | 56 669,03 | | | | 56 669,03 | |
| 455200 – C c/t mme seigneur (succession) | 1 155,55 | | 1 155,55 | | | |
| 455300 – Compte courant a simonetti | | | 2 650,40 | | -2 650,40 | -100,00 |
| Emprunts et dettes financières diverses | 356 622,21 | | 302 903,58 | | 53 718,63 | 17,73 |
| 401000 – Fournisseurs | 215 141,71 | 1,99 | 633 935,40 | 6,75 | -418 793,69 | -66,06 |
| 408100 – Fournisseurs – fact. non parvenues | 55 623,19 | 0,52 | 66 376,20 | 0,71 | -10 753,01 | -16,20 |
| Fournisseurs | 270 764,90 | 2,51 | 700 311,60 | 7,46 | -429 546,70 | -61,34 |
| 421000 – Personnel – rémunérations dues | 4 373,73 | 0,04 | | | 4 373,73 | |
| 428200 – Dettes provis. pr congés à payer | 14,75 | | | | 14,75 | |
| 431000 – Sécurité sociale | 8 647,00 | 0,08 | 7 773,00 | 0,08 | 874,00 | 11,24 |
| 437100 – Caisse de retraite cadres | 1 571,62 | 0,01 | 1 506,72 | 0,02 | 64,90 | 4,31 |
| 437200 – Caisse de prevoyance | 768,28 | 0,01 | 452,46 | | 315,82 | 69,80 |
| 438200 – Charges sociales s/congés à payer | 3,69 | | | | 3,69 | |
| 438600 – Charges sociales – charges à payer | 323,62 | | 1 072,27 | 0,01 | -748,65 | -69,82 |
| 442100 – Prélèvements à la source (ir) | 833,00 | 0,01 | 148,00 | | 685,00 | 462,84 |
| 444000 – Etat – impôts sur les bénéfices | | | 8 045,00 | 0,09 | -8 045,00 | -100,00 |
| 445510 – Tva à décaisser | 944,00 | 0,01 | | | 944,00 | |
| 445710 – Tva collectée | 57 330,00 | 0,53 | 35 000,00 | 0,37 | 22 330,00 | 63,80 |
| 445711 – Tva collectée 10% | | | 3 636,36 | 0,04 | -3 636,36 | -100,00 |
| 448600 – Etat – autres charges à payer | 4 937,73 | 0,05 | 9 735,66 | 0,10 | -4 797,93 | -49,28 |
| Dettes fiscales & sociales | 79 747,42 | 0,74 | 67 369,47 | 0,72 | 12 377,95 | 18,37 |
| 279000 – Vrst restant à effectuer sur titres | 2 500,00 | 0,02 | 2 500,00 | 0,03 | | |
| 467015 – Selas gilletta acquis foch | 73,38 | | | | 73,38 | |
| 467018 – Scp boysson ferre | 961,71 | 0,01 | 961,71 | 0,01 | | |
| 467022 – Sep cegim – jean médecin | 7 042,76 | 0,07 | 7 042,76 | 0,07 | | |

Bilan passif

| | du 01/01/21 au 31/12/21 12 mois | % | du 01/01/20 au 31/12/20 12 mois | % | Variation relative (montant) | Var. rel. (%) |
|--|--|---------------|--|---------------|---|------------------------------|
| 467029 – Sas blue building company | 99 804,82 | 0,92 | 3 751,38 | 0,04 | 96 053,44 | NS |
| 467037 – Sep foch – apports ambition 4d | 1 034 724,22 | 9,59 | 1 015 929,58 | 10,82 | 18 794,64 | 1,85 |
| 467039 – Cegim sep gioffredo | 4 709,50 | 0,04 | 4 709,50 | 0,05 | | |
| 467044 – Blue diamond cie | 376,30 | | | | 376,30 | |
| 467050 – Sep agape (victor hugo – rossini) | 3 764,88 | 0,03 | 3 764,88 | 0,04 | | |
| 467085 – Sas quality king | 15 403,00 | 0,14 | | | 15 403,00 | |
| 467087 – Riviera passive construction | 1 538,15 | 0,01 | | | 1 538,15 | |
| 467204 – Acquisition drap | 12,62 | | | | 12,62 | |
| 467225 – Scp kovacevic–sci marco–meyerber | 215,00 | | | | 215,00 | |
| 471000 – Compte général d'attente | 16 097,33 | 0,15 | | | 16 097,33 | |
| Autres dettes | 1 187 223,67 | 11,00 | 1 038 659,81 | 11,06 | 148 563,86 | 14,30 |
| TOTAL DETTES | 9 678 608,54 | | 8 286 993,80 | | 1 391 614,74 | 16,79 |
| TOTAL | 10 791 103,94 | 100,00 | 9 390 362,19 | 100,00 | 1 400 741,75 | 14,92 |

Compte résultat

| | du 01/01/21 au 31/12/21 12 mois | % | du 01/01/20 au 31/12/20 12 mois | % |
|--|---------------------------------------|---------------|---------------------------------------|---------------|
| PRODUITS | | | | |
| 707018 – Vte foch | 590 152,33 | 43,68 | 786 000,00 | 22,38 |
| 707021 – Ventes 6 cronstadt | 498 721,66 | 36,91 | 1 107 000,00 | 31,52 |
| 707022 – Vente 20 cronstadt | | | 1 022 000,00 | 29,10 |
| 707023 – Vente 1 rue ratti | | | 551 516,97 | 15,70 |
| Ventes de marchandises | 1 088 873,99 | 80,59 | 3 466 516,97 | 98,69 |
| 704100 – Travaux 10% | | | 36 363,64 | 1,04 |
| 708000 – Produits des activités annexes | 251 650,00 | 18,63 | | |
| 708303 – Loyers le lyautey | 9 360,00 | 0,69 | 10 689,00 | 0,30 |
| 708304 – Loyer foch | | | -969,37 | -0,03 |
| 708305 – Loyer tonduti | 1 235,00 | 0,09 | | |
| Production vendue | 262 245,00 | 19,41 | 46 083,27 | 1,31 |
| 758000 – Produits divers gestion courante | 6,81 | | 16,85 | |
| 791000 – Transfert de charges d'exploitation | 6 206,04 | 0,46 | 6 206,04 | 0,18 |
| Autres produits | 6 212,85 | 0,46 | 6 222,89 | 0,18 |
| Total produits d'exploitation | 1 357 331,84 | 100,46 | 3 518 823,13 | 100,18 |
| CONSOMMATION M/SES & MAT | | | | |
| 607000 – Achats de marchandises | | | 1 629,54 | 0,05 |
| 607010 – Achats et travaux 12 place garibald | | | -1 727,29 | -0,05 |
| 607014 – Achat et tx jean medecin | 1 980,51 | 0,15 | -4 905,00 | -0,14 |
| 607015 – Achat et tx gioffredo | | | 1 614,45 | 0,05 |
| 607016 – Achat et tx congrés | | | 25 034,90 | 0,71 |
| 607017 – Achat et tx 20 cronstadt | 887,37 | 0,07 | 11 174,70 | 0,32 |
| 607019 – Achats et tx 7 av foch | 173 181,96 | 12,82 | 956 373,10 | 27,23 |
| 607020 – Achats et tx 1 av ratti | 1 478,90 | 0,11 | 139 065,91 | 3,96 |
| 607021 – Achats et tx 6 rue cronstadt | 144 727,60 | 10,71 | 321 990,21 | 9,17 |
| 607023 – Achats et tx drap | 3 790,62 | 0,28 | 1 341,00 | 0,04 |
| 607024 – Achats 76 av.des baumettes | 810,00 | 0,06 | 1 663,97 | 0,05 |
| 607025 – Ach & trvx le lyautey | 76,00 | 0,01 | | |
| 607221 – Achats rue marceau – greggia | 762,00 | 0,06 | | |
| 607225 – Achats rue meyerber | 215,00 | 0,02 | | |
| 607226 – Achat Tonduti nice | 1 195 424,33 | 88,48 | | |
| Achats de marchandises | 1 523 334,29 | 112,75 | 1 453 255,49 | 41,37 |
| 603700 – Variat. stocks marchandises | -752 122,56 | -55,67 | 1 129 277,23 | 32,15 |
| Variation de stock (m/ses) | -752 122,56 | -55,67 | 1 129 277,23 | 32,15 |
| 604000 – Achats d'études et prestations | 31 933,00 | 2,36 | 450,00 | 0,01 |
| 606110 – Fournitures electricité | 2 502,23 | 0,19 | 2 126,69 | 0,06 |
| 606120 – Fournitures eau | 20,26 | | 110,95 | |
| 606140 – Fournitures carburant | 692,96 | 0,05 | 56,73 | |
| 606300 – Achats de petit équipement | 1 689,59 | 0,13 | 1 027,33 | 0,03 |
| 606400 – Achats fournitures administratives | 1 257,78 | 0,09 | 1 950,00 | 0,06 |
| 606800 – Achat materiel informatique | 96,00 | 0,01 | | |
| 611000 – Sous-traitance générale | 7 375,00 | 0,55 | | |
| 612201 – Leasing jaguar | 6 951,12 | 0,51 | 6 951,12 | 0,20 |
| 613200 – Locations immobilières | 33 504,29 | 2,48 | 4 315,00 | 0,12 |
| 614000 – Charges locatives & copropriété | 142,00 | 0,01 | | |
| 614013 – Charges locatives le lyautey | 6 530,07 | 0,48 | 713,78 | 0,02 |
| 614014 – Charge 12 rue du congres | 36,23 | | | |
| 615200 – Entretien immobilier | | | 3 639,08 | 0,10 |

Compte résultat

| | du 01/01/21 au 31/12/21 12 mois | % | du 01/01/20 au 31/12/20 12 mois | % |
|--|---------------------------------------|--------------|---------------------------------------|--------------|
| 615500 – Entretien sur biens mobiliers | 529,00 | 0,04 | 933,51 | 0,03 |
| 615600 – Maintenance | 390,91 | 0,03 | 147,96 | |
| 616000 – Primes d'assurance | 1 797,83 | 0,13 | 8 726,39 | 0,25 |
| 616001 – Jaguar assurance vie | 400,36 | 0,03 | 372,36 | 0,01 |
| 616130 – Ass axa–jaguar ez480zq | 2 217,88 | 0,16 | 2 142,79 | 0,06 |
| 616135 – Ass scooter andreas dd89c | 664,41 | 0,05 | | |
| 616140 – Ass maxance–scooter jms | 753,32 | 0,06 | | |
| 616150 – Ass suravenir peugeot 108 | 758,02 | 0,06 | | |
| 616203 – Assurance le lyautey | | | 25,00 | |
| 616204 – Assurance brown sequard | 1 439,44 | 0,11 | | |
| 616208 – Ass habitation justin montolivo | 110,98 | 0,01 | | |
| 618100 – Documentation générale | 29,13 | | | |
| 618300 – Documentation technique | 2,35 | | | |
| 622200 – Commissions et courtages sur ventes | | | 88 875,00 | 2,53 |
| 622600 – Honoraires | 29 778,79 | 2,20 | 223 995,46 | 6,38 |
| 622601 – Honoraires (sep) | 1 890,27 | 0,14 | 47 078,17 | 1,34 |
| 622700 – Frais d'actes et contentieux | 4 713,95 | 0,35 | 2 097,07 | 0,06 |
| 622800 – Rémun–honoraires divers | 309,51 | 0,02 | | |
| 623000 – Publicité | 222,00 | 0,02 | | |
| 623100 – Annonces et insertions | 162,75 | 0,01 | | |
| 623400 – Cadeaux à la clientèle | 459,35 | 0,03 | 710,00 | 0,02 |
| 623800 – Divers (pourboires, dons courants) | 10,00 | | 100,00 | |
| 624100 – Transports sur achats | 21,80 | | 178,50 | 0,01 |
| 624800 – Transports divers | | | 13,20 | |
| 625100 – Voyages et déplacements | 936,98 | 0,07 | 140,86 | |
| 625500 – Frais de déménagement | 3 200,00 | 0,24 | | |
| 625600 – Missions | 2 344,01 | 0,17 | | |
| 625700 – Réceptions | 6 097,32 | 0,45 | 12 329,16 | 0,35 |
| 626000 – Frais postaux | 285,92 | 0,02 | 189,78 | 0,01 |
| 626100 – Frais de télécommunication | 1 236,93 | 0,09 | 440,42 | 0,01 |
| 627200 – Commissions sur emprunts | | | 5 400,00 | 0,15 |
| 627800 – Services bancaires | 6 070,66 | 0,45 | 16 008,82 | 0,46 |
| 627801 – Services bancaires (sep) | 44 539,08 | 3,30 | 51 004,84 | 1,45 |
| 628200 – Honoraires divers | 30 000,00 | 2,22 | | |
| Autres achats & charges externes | 234 103,48 | 17,33 | 482 249,97 | 13,73 |
| Total | 1 005 315,21 | 74,41 | 3 064 782,69 | 87,25 |
| MARGE SUR M/SES & MAT | 352 016,63 | 26,05 | 454 040,44 | 12,93 |
| CHARGES | | | | |
| 631200 – Taxe d'apprentissage | 122,00 | 0,01 | | |
| 633300 – Formation continue (organisme) | 973,01 | 0,07 | 748,65 | 0,02 |
| 633500 – Taxe d'apprentissage (verst libér.) | 126,00 | 0,01 | | |
| 635110 – Contribut° économique territoriale | 2 396,00 | 0,18 | 5 010,00 | 0,14 |
| 635120 – Taxes foncières | 18 704,00 | 1,38 | 20 524,00 | 0,58 |
| 635130 – Taxe de séjour | 375,09 | 0,03 | | |
| 635140 – Taxes sur les véhicules sociétés | 944,00 | 0,07 | 944,00 | 0,03 |
| 635400 – Droits d'enregistrement & timbres | 225,00 | 0,02 | | |
| Impôts, taxes et vers. assim. | 23 865,10 | 1,77 | 27 226,65 | 0,78 |
| 641100 – Salaires appointements | 85 138,63 | 6,30 | 53 414,49 | 1,52 |
| 641200 – Congés payés | 14,75 | | | |

Compte résultat

| | du 01/01/21 au 31/12/21 12 mois | % | du 01/01/20 au 31/12/20 12 mois | % |
|--|---------------------------------------|---------------|---------------------------------------|--------------|
| 641400 – Indemnités et avantages divers | 1 649,00 | 0,12 | | |
| Salaires et Traitements | 86 802,38 | 6,42 | 53 414,49 | 1,52 |
| 645100 – Cotisations à l'urssaf | 24 708,25 | 1,83 | 15 854,86 | 0,45 |
| 645200 – Cotisations retraite | 6 306,27 | 0,47 | 3 757,66 | 0,11 |
| 645300 – Cotisations prevoyance | 1 806,33 | 0,13 | 1 276,50 | 0,04 |
| 647000 – Autres charges sociales | 3,69 | | | |
| 647500 – Médecine du travail | 87,60 | 0,01 | 53,22 | |
| Charges sociales | 32 912,14 | 2,44 | 20 942,24 | 0,60 |
| 681110 – Dot. amort. s/immobil. incorporel. | | | 811,67 | 0,02 |
| 681120 – Dot. amort. s/immobil. corporel. | 5 438,56 | 0,40 | 4 513,99 | 0,13 |
| Amortissements et provisions | 5 438,56 | 0,40 | 5 325,66 | 0,15 |
| 651001 – Licence dropbox | 950,40 | 0,07 | 271,80 | 0,01 |
| 651005 – Nom de domaine/web | 25,00 | | | |
| 658000 – Charges diverses gestion courante | 7,93 | | 463,11 | 0,01 |
| Autres charges | 983,33 | 0,07 | 734,91 | 0,02 |
| Total | 150 001,51 | 11,10 | 107 643,95 | 3,06 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | 202 015,12 | 14,95 | 346 396,49 | 9,86 |
| 762000 – Produits financiers | 110,08 | 0,01 | 300,70 | 0,01 |
| 768000 – Autres produits financiers | 42,29 | | 49,73 | |
| Produits financiers | 152,37 | 0,01 | 350,43 | 0,01 |
| 661160 – Intérêts sur emprunts et dettes | 82 034,08 | 6,07 | 9 383,34 | 0,27 |
| 661161 – Intérêts bancaires (sep) | 124 254,28 | 9,20 | 260 898,67 | 7,43 |
| 661500 – Intérêts des comptes courants | 2,20 | | | |
| 661600 – Intérêts bancaires | 11 511,67 | 0,85 | 29 046,83 | 0,83 |
| Charges financières | 217 802,23 | 16,12 | 299 328,84 | 8,52 |
| Résultat financier | -217 649,86 | -16,11 | -298 978,41 | -8,51 |
| 655000 – Quote part de résultat s/opér.comm. | -18 834,89 | -1,39 | -5 687,65 | -0,16 |
| Opérations en commun | -18 834,89 | -1,39 | -5 687,65 | -0,16 |
| RESULTAT COURANT | -34 469,63 | -2,55 | 41 730,43 | 1,19 |
| 771800 – Autres produits except. de gestion | 46 781,83 | 3,46 | | |
| 775600 – Prod cessions actifs – immo fi. | | | 42 500,00 | 1,21 |
| Produits exceptionnels | 46 781,83 | 3,46 | 42 500,00 | 1,21 |
| 671200 – Pénalités et amendes | 534,19 | 0,04 | 3 224,66 | 0,09 |
| 675600 – Vnc actifs cédés – immo financières | | | 42 500,00 | 1,21 |
| Charges exceptionnelles | 534,19 | 0,04 | 45 724,66 | 1,30 |
| Résultat exceptionnel | 46 247,64 | 3,42 | -3 224,66 | -0,09 |
| 695000 – Impôts sur les bénéfices | 2 651,00 | 0,20 | 8 045,00 | 0,23 |
| Impôts sur les bénéfices | 2 651,00 | 0,20 | 8 045,00 | 0,23 |
| RESULTAT DE L'EXERCICE | 9 127,01 | 0,68 | 30 460,77 | 0,87 |

Dossier de gestion

SAS JAC TRANSACTIONS

Exercice clos le 31/12/2021

Code APE : 6810Z

N° Siret : 79795124100034

Dossier de Gestion

Tableau des Soldes Intermédiaires de Gestion

| | 31/12/2021 | % | 31/12/2020 | % |
|-------------------------------------|------------------|---------------|------------------|---------------|
| Ventes de marchandises | 1 088 874 | 100,00 | 3 466 517 | 100,00 |
| Achats de marchandises | 1 523 334 | 139,90 | 1 453 255 | 41,92 |
| Variation stocks de marchandises | -752 123 | -69,07 | 1 129 277 | 32,58 |
| Marge commerciale | 317 662 | 29,17 | 883 984 | 25,50 |
| Ventes de produits finis et travaux | | | | |
| Ventes de services | 262 245 | 100,00 | 46 083 | 100,00 |
| Production stockée | | | | |
| Production immobilisée | | | | |
| PRODUCTION EXERCICE | 262 245 | 100,00 | 46 083 | 100,00 |
| Achats matières et consommables | | | | |
| Variation stocks de matières | | | | |
| Sous-Traitance | 31 933 | 12,18 | 450 | 0,98 |
| Marge de production | 230 312 | 87,82 | 45 633 | 99,02 |
| ACTIVITE | 1 351 119 | 100,00 | 3 512 600 | 100,00 |
| MARGE GLOBALE | 547 974 | 40,56 | 929 618 | 26,47 |

Dossier de Gestion

| | | | | |
|---|----------------|--------------|----------------|--------------|
| Autres achats et charges externes | 202 170 | 14,96 | 481 800 | 13,72 |
| VALEUR AJOUTEE | 345 804 | 25,59 | 447 818 | 12,75 |
| Subventions d'exploitation | | | | |
| Impôts & taxes | 23 865 | 1,77 | 27 227 | 0,78 |
| Salaires | 86 802 | 6,42 | 53 414 | 1,52 |
| Charges sur salaires | 32 912 | 2,44 | 20 942 | 0,60 |
| EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION | 202 224 | 14,97 | 346 234 | 9,86 |
| Autres produits , Reprise amortissements | 6 213 | 0,46 | 6 223 | 0,18 |
| Autres Charges | 983 | 0,07 | 735 | 0,02 |
| Dotations amortissements et provisions | 5 439 | 0,40 | 5 326 | 0,15 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | 202 015 | 14,95 | 346 396 | 9,86 |
| Opérations en commun | -18 835 | -1,39 | -5 688 | -0,16 |
| Produits financiers | 152 | 0,01 | 350 | 0,01 |
| Charges financières | 217 802 | 16,12 | 299 329 | 8,52 |
| Résultat financier | -217 650 | -16,11 | -298 978 | -8,51 |
| RESULTAT COURANT | -34 470 | -2,55 | 41 730 | 1,19 |
| Produits exceptionnels | 46 782 | 3,46 | 42 500 | 1,21 |
| Charges exceptionnelles | 534 | 0,04 | 45 725 | 1,30 |
| Résultat exceptionnel | 46 248 | 3,42 | -3 225 | -0,09 |
| Impôts sur les bénéfices et participation | 2 651 | 0,20 | 8 045 | 0,23 |
| RESULTAT NET | 9 127 | 0,68 | 30 461 | 0,87 |

Soldes intermédiaires de gestion

| | 31/12/2021 | % | 31/12/2020 | % | Rel.(M) |
|---|---------------------|---------------|---------------------|---------------|---------|
| Ventes de marchandises | 1 088 873,99 | 100,00 | 3 466 516,97 | 100,00 | |
| Achats de marchandises | 1 523 334,29 | 139,90 | 1 453 255,49 | 41,92 | |
| Variation stocks de marchandises | -752 122,56 | -69,07 | 1 129 277,23 | 32,58 | |
| Marge commerciale | 317 662,26 | 29,17 | 883 984,25 | 25,50 | |
| Ventes de produits finis et travaux | | | | | |
| Ventes de services | 262 245,00 | 100,00 | 46 083,27 | 100,00 | |
| Production stockée | | | | | |
| Production immobilisée | | | | | |
| PRODUCTION EXERCICE | 262 245,00 | 100,00 | 46 083,27 | 100,00 | |
| Achats matières et consommables | | | | | |
| Variation stocks de matières | | | | | |
| Sous-Traitance | 31 933,00 | 12,18 | 450,00 | 0,98 | |
| Marge de production | 230 312,00 | 87,82 | 45 633,27 | 99,02 | |
| ACTIVITE | 1 351 118,99 | 100,00 | 3 512 600,24 | 100,00 | |
| MARGE GLOBALE | 547 974,26 | 40,56 | 929 617,52 | 26,47 | |
| Autres achats et charges externes | 202 170,48 | 14,96 | 481 799,97 | 13,72 | |
| VALEUR AJOUTEE | 345 803,78 | 25,59 | 447 817,55 | 12,75 | |
| Subventions d'exploitation | | | | | |
| Impôts & taxes | 23 865,10 | 1,77 | 27 226,65 | 0,78 | |
| Salaires | 86 802,38 | 6,42 | 53 414,49 | 1,52 | |
| Charges sur salaires | 32 912,14 | 2,44 | 20 942,24 | 0,60 | |
| EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION | 202 224,16 | 14,97 | 346 234,17 | 9,86 | |
| Autres produits , Reprise amortissements | 6 212,85 | 0,46 | 6 222,89 | 0,18 | |
| Autres Charges | 983,33 | 0,07 | 734,91 | 0,02 | |
| Dotations amortissements et provisions | 5 438,56 | 0,40 | 5 325,66 | 0,15 | |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | 202 015,12 | 14,95 | 346 396,49 | 9,86 | |
| Opérations en commun | -18 834,89 | -1,39 | -5 687,65 | -0,16 | |
| Produits financiers | 152,37 | 0,01 | 350,43 | 0,01 | |
| Charges financières | 217 802,23 | 16,12 | 299 328,84 | 8,52 | |
| Résultat financier | -217 649,86 | -16,11 | -298 978,41 | -8,51 | |
| RESULTAT COURANT | -34 469,63 | -2,55 | 41 730,43 | 1,19 | |
| Produits exceptionnels | 46 781,83 | 3,46 | 42 500,00 | 1,21 | |
| Charges exceptionnelles | 534,19 | 0,04 | 45 724,66 | 1,30 | |
| Résultat exceptionnel | 46 247,64 | 3,42 | -3 224,66 | -0,09 | |
| Impôts sur les bénéfices et participation | 2 651,00 | 0,20 | 8 045,00 | 0,23 | |
| RESULTAT NET | 9 127,01 | 0,68 | 30 460,77 | 0,87 | |

Capacité d'autofinancement

| | 31/12/2021 | 31/12/2020 | 01/01/1900 |
|--|-------------------|-------------------|------------|
| Excédent Brut d'Exploitation | 202 224,16 | 346 234,17 | |
| + Transfert de charges | 6 206,04 | 6 206,04 | |
| + Autres produits d'exploitation | 6,81 | 16,85 | |
| - Autres charges d'exploitation | 983,33 | 734,91 | |
| + Quote-part des opérations faites en commun | -18 834,89 | -5 687,65 | |
| + Produits financiers | 152,37 | 350,43 | |
| - Charges financières | 217 802,23 | 299 328,84 | |
| + Produits exceptionnels | 46 781,83 | | |
| - Charges exceptionnelles | 534,19 | 3 224,66 | |
| - Impôts sur les bénéfices | 2 651,00 | 8 045,00 | |
| = Capacité d'autofinancement | 14 565,57 | 35 786,43 | |

Ratios de gestion

| | 31/12/2021 | 31/12/2020 | Evolution |
|--|---------------------|---------------------|-----------|
| CYCLE D'EXPLOITATION | 12 mois | 12 mois | |
| Durée de rotation des stocks (exprimée en jours) | 2879 | 404 | 2475 |
| Stock moyen x nombre de jours | 6 166 657 x 12 x 30 | 2 895 298 x 12 x 30 | |
| ----- | | | |
| Coût d'achat | 771 212 | 2 582 533 | |
| Délai de crédit clients (exprimé en jours) | 89 | 21 | 67 |
| Créances clients x nombre de jours | 343 980 x 12 x 30 | 210 000 x 12 x 30 | |
| ----- | | | |
| C.A. TTC | 1 399 199 | 3 527 236 | |
| Délai de crédit fournisseurs (exprimé en jours) | 55 | 130 | -75 |
| Dettes fournisseurs x nombre de jours | 270 765 x 12 x 30 | 700 312 x 12 x 30 | |
| ----- | | | |
| Achats TTC | 1 763 438 | 1 935 505 | |

Liste simplifiée des immobilisations

| Code | Désignation | Date acq. M T | Valeur achat | Cumul antérieur | Dot. exercice | Cumul | VNC |
|--|------------------------------------|------------------|-------------------|------------------|-----------------|------------------|-------------------|
| 205000 Concessions et droits similaires | | | | | | | |
| 0000000028 | claire chanberlin site web vitrine | 02/04/19 L 33,33 | 1 835,00 | 1 068,72 | 611,67 | 1 680,39 | 154,61 |
| 0000000031 | LVDigitale site web | 03/12/19 L 33,33 | 600,00 | 215,56 | 200,00 | 415,56 | 184,44 |
| Total du compte 205000 | | | 2 435,00 | 1 284,28 | 811,67 | 2 095,95 | 339,05 |
| 213100 Constructions - batiments | | | | | | | |
| 0000000021 | Le Iyautey | 23/12/11 N | 21 000,00 | | | | 21 000,00 |
| 0000000022 | Le Iyautey | 23/12/11 L 3,33 | 119 000,00 | 35 787,90 | 3 966,63 | 39 754,53 | 79 245,47 |
| 0000000025 | frais acquisition le Iyautey | 23/12/11 L 33,33 | 9 928,24 | 9 928,24 | | 9 928,24 | |
| Total du compte 213100 | | | 149 928,24 | 45 716,14 | 3 966,63 | 49 682,77 | 100 245,47 |
| 218200 Matériel de transport | | | | | | | |
| 0000000003 | scoot center - peugeot vivacity | 25/09/14 L 33,33 | | | | | |
| 0000000006 | peugeot 108 allure | 23/12/14 L 20,00 | 13 574,33 | 13 574,33 | | 13 574,33 | |
| 0000000008 | piaggio yourban 300 lt sport | 10/04/15 L 20,00 | 6 310,50 | 6 310,50 | | 6 310,50 | |
| Total du compte 218200 | | | 19 884,83 | 19 884,83 | | 19 884,83 | |
| 218310 Matériel informatique | | | | | | | |
| 0000000001 | fnac ordinateur portable | 15/12/13 D 41,67 | 678,80 | 678,80 | | 678,80 | |
| 0000000004 | fnac - veoa apple | 10/10/14 D 41,67 | 1 109,90 | 1 109,90 | | 1 109,90 | |
| 0000000007 | FNAC pc / fact 00104 | 14/04/15 L 33,33 | 749,79 | 749,79 | | 749,79 | |
| 0000000011 | Fnac - pc toshiba | 30/04/16 D 41,67 | 1 274,78 | 1 274,78 | | 1 274,78 | |
| 0000000012 | Fnac Apple New MB 13/i5 | 19/12/16 D 41,67 | 1 615,01 | 1 615,01 | | 1 615,01 | |
| 0000000024 | FNAC Smartphonr blakberry | 06/06/17 L 33,33 | 615,97 | 615,97 | | 615,97 | |
| 0000000034 | FNAC PC Corinne | 30/10/20 L 33,33 | 1 222,76 | 69,06 | 407,59 | 476,65 | 746,11 |
| 0000000035 | FNAC PC Ghislaine | 30/10/20 L 33,33 | 758,02 | 42,81 | 252,67 | 295,48 | 462,54 |
| Total du compte 218310 | | | 8 025,03 | 6 156,12 | 660,26 | 6 816,38 | 1 208,65 |
| 261000 Titres de participation | | | | | | | |
| 0000000009 | sci jmag 50 parts | 13/10/15 N | 500,00 | | | | 500,00 |
| 0000000010 | apport capital sarl 3 B | 30/12/15 N | 2 000,00 | | | | 2 000,00 |
| 0000000013 | solde libération 3b | 21/05/16 N | 8 000,00 | | | | 8 000,00 |
| 0000000027 | Parts Jack Project | 15/05/17 N | 5 000,00 | | | | 5 000,00 |
| 0000000026 | K prochoice | 31/08/18 N | 400,00 | | | | 400,00 |
| 0000000030 | Apport Capital Quality King | 02/04/19 N | 5 200,00 | | | | 5 200,00 |
| 0000000029 | Fonc niçoise Gestion 45 % | 23/04/19 N | 45 000,00 | | | | 45 000,00 |
| 0000000032 | Snc arson 50% | 03/10/19 N | 500,00 | | | | 500,00 |
| 0000000036 | Augm capital Q king | 05/08/20 N | 250 000,00 | | | | 250 000,00 |
| 0000000037 | Capital 50% sccv nikolina | 01/10/20 N | 500,00 | | | | 500,00 |
| 0000000038 | 3900 actions B B C | 15/11/21 N | 390 000,00 | | | | 390 000,00 |
| Total du compte 261000 | | | 707 100,00 | | | | 707 100,00 |

Liste simplifiée des immobilisations

| Report | 261000 Titres de participation | | | | | | |
|--------|---------------------------------------|---------------|-------------------|------------------|-----------------|-----------------------------------|-------------------|
| Code | Désignation | Date acq. M T | Valeur Achat | Cumul antérieur | Dot. exercice | Cumul | VNC |
| | Total de la liste simplifiée | | 887 373,10 | 73 041,37 | 5 438,56 | 78 479,93 | 808 893,17 |
| | Répartition des dotations économiques | | | | 5 438,56 | linéaire dégressif variable | |

Etats fiscaux

SAS JAC TRANSACTIONS

Exercice clos le 31/12/2021

Code APE : 6810Z

N° Siret : 79795124100034

IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

**N° 2065-SD
2022**

| | | | | | |
|--|------------|------------|------------|-------------------------------|-------------------------------------|
| Exercice ouvert le | 01/01/2021 | et clos le | 31/12/2021 | Régime simplifié d'imposition | |
| Déclaration souscrite pour le résultat d'ensemble du groupe | | | | Régime Réel normal | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Si PME innovantes, cocher la case <input type="checkbox"/> | | | | | |
| Si option pour le régime optionnel de taxation au tonnage, art. 209-0 B (entreprises de transport maritime), cocher la case <input type="checkbox"/> | | | | | |

A IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE

| | |
|-------------------------------------|--|
| Désignation de la société: | Adresse du siège social : |
| SAS JAC TRANSACTIONS | |
| SIRET | 7 9 7 9 5 1 2 4 1 0 0 0 3 4 |
| Adresse du principal établissement: | Ancienne adresse en cas de changement: |
| 76 avenue des baumettes | |
| 06000 NICE | |

REGIME FISCAL DES GROUPES

| | |
|--|--|
| Date d'entrée dans le groupe de la société déclarante | |
| Pour les sociétés filiales, désignation, adresse du lieu d'imposition et n° d'identification de la société mère: | |
| | |
| SIRET | |

B ACTIVITE

| | | | |
|--------------------|--|--|---|
| Activités exercées | Activités des marchands de biens immobiliers | | Si vous avez changé d'activité, cochez la case <input type="checkbox"/> |
|--------------------|--|--|---|

C RÉCAPITULATION DES ÉLÉMENTS D'IMPOSITION (cf.notice de la déclaration n°2065)

| | | | | |
|--------------------------|-----------------------------------|--------|--|---|
| 1 Résultat fiscal | Bénéfice imposable au taux normal | | Déficit | 0 |
| | Bénéfice imposable à 15 % | 17 676 | Résultat net de cession, de concession ou de sous-concession, des brevets et droits de propriété industrielle assimilés au taux de 10% | |

| | | | | |
|----------------------------------|--|----------------------------|--|-----------------------------------|
| 2 Plus-values | | | | |
| PV à long terme imposables à 19% | | Autres PV imposables à 19% | | PV à long terme imposables à 15 % |
| | | | | PV exonérées art. 238quindecies |

3 Abattements et exonérations notamment entreprises nouvelles ou implantées en zones d'entreprises ou zones franches

| | | | | | |
|--|--|---|--|---|--|
| Entreprises nouvelles art. 44 <i>sexies</i> | | Jeunes entreprises innovantes | | Zones franches urbaines Territoire entrepreneur, art 44 <i>octies</i> A | |
| Entreprises nouvelles art. 44 <i>septies</i> | | Bassins urbains à dynamiser (BUD), art 44 <i>sexdecies</i> | | Zones franches d'activités art. 44 <i>quaterdecies</i> | |
| Sociétés d'investissements immobiliers cotés | | Zone de développement prioritaire, art. 44 <i>sepdecies</i> | | Bénéfice ou déficit exonéré (indiquer + ou - selon le cas) | |
| | | | | Plus-values exonérées relevant du taux à 15 % | |

4 Option pour le crédit d'impôt outre-mer : Dans le secteur productif, art. 244 quater W

D IMPUTATIONS (cf.notice de la déclaration n°2065)

| | |
|--|--|
| 1. Au titre des revenus mobiliers de source française ou étrangère, ayant donné lieu à la délivrance d'un certificat de crédit d'impôt | |
| 2. Au titre des revenus auxquels est attaché, en vertu d'une convention fiscale conclue avec un Etat étranger, un territoire ou une collectivité territoriale d'Outre-Mer, un crédit d'impôt représentatif de l'impôt de cet Etat, territoire ou collectivité. | |

E CONTRIBUTION ANNUELLE SUR LES REVENUS LOCATIFS (cf.notice de la déclaration n°2065)

| | |
|---|--|
| Recettes nettes soumises à la contribution 2,5% | |
|---|--|

F ENTREPRISES SOUMISES OU DESIGNÉES AU DÉPÔT DE LA DÉCLARATION PAYS PAR PAYS CbC/DAC4

1 - Si entreprise soumise au dépôt de la déclaration pays par pays n°2258-SD (art. 223-I-1 *quinquies* C), cocher la case

2 - Si vous êtes la société tête de groupe et que vous avez désigné une autre entité du groupe pour souscrire la déclaration n°2258-SD, indiquer le nom, adresse et numéro d'identification fiscale de l'entité désignée :

3 - Si vous êtes l'entreprise désignée au dépôt de la déclaration n°2258-SD par la société tête de groupe (art. 223 *quinquies* C-I-2), cocher la case dans ce cas, veuillez indiquer le nom, adresse et numéro d'identification fiscale de la société tête de groupe :

G COMPTABILITE INFORMATISEE

L'entreprise dispose-t-elle d'une comptabilité informatisée ? OUI Si oui, indication du logiciel utilisé : Cegid Expert Comptabilité

| | | | |
|--|------------------------------|--|-------------------------------------|
| Nom et coordonnées | ECF <input type="checkbox"/> | Viseur conventionné <input type="checkbox"/> | Visa : CGA <input type="checkbox"/> |
| - du prestataire : | | | |
| - du comptable : EURL CABINET | | | |
| | | | Tél. : |
| - du conseil : EURL CABINET | | | |
| | | | Tél. : |
| - du CGA ou du viseur conventionné : | | | |
| | | | Tél. : |
| - N° d'agrément : <input type="text"/> | | | |

Cegid Group

H RÉPARTITION DES PRODUITS DES ACTIONS ET PARTS SOCIALES, AINSI QUE DES REVENUS ASSIMILÉS DISTRIBUÉS

| | | | | |
|--|---------------------------------|---|--|-----|
| Montant global brut des distributions ⁽¹⁾ | Payées par la société elle-même | a | Payées par un établissement chargé du service des titres | b |
| Montant des distributions correspondant à des rémunérations ou avantages dont la société ne désigne pas le (les) bénéficiaire (s) ⁽²⁾ | | | (c) | |
| Montant des prêts, avances ou acomptes consentis aux associés, actionnaires et porteurs de parts, soit directement, soit par personnes interposées | | | (d) | |
| Montant des distributions autres que celles visées en (a), (b), (c) et (d) ci-dessus ⁽³⁾ | | | | (e) |
| | | | | (f) |
| | | | | (g) |
| | | | | (h) |
| Montant des revenus distribués éligibles à l'abattement de 40 % prévu au 2° du 3 de l'article 158 du CGI ⁽⁴⁾ | | | (i) | |
| Montant des revenus distribués non éligibles à l'abattement de 40 % prévu au 2° du 3 de l'article 158 du CGI | | | (j) | |
| Montant des revenus répartis ⁽⁵⁾ | | | Total (a à h) | |

I RÉMUNÉRATIONS NETTES VERSÉES AUX MEMBRES DE CERTAINES SOCIÉTÉS (si ce cadre est insuffisant, joindre un état du même modèle)

| Nom, prénoms, domicile et qualité (art. 48-1 à 6 ann. III au CGI) : – SARL – tous les associés ; – SCA – associés gérants ; – SNC ou SCS – associés en nom ou commandités ; – SEP et sté de copropriétaires de navires – associés, gérants ou coparticipants. | Pour les S.A.R.L. | Sommes versées, au cours de la période retenue pour l'assiette de l'impôt sur les sociétés, à chaque associé, gérant ou non, désigné col. 1 à titre de traitements, émoluments, indemnités, remboursements forfaitaires de frais ou autres rémunérations de ses fonctions dans la société. | | | | | | |
|---|---|--|---|--|---|--|---|--|
| | Nombre de parts sociales appartenant à chaque associé en toute propriété ou en usufruit | Année au cours de laquelle le versement a été effectué | Montant des sommes versées : | | | | | |
| | | | à titre de traitements émoluments et indemnités proprement dits | à titre de frais de représentation, de mission et de déplacement | | à titre de frais professionnels autres que ceux visés dans les colonnes 5 et 6 | | |
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |

J DIVERS

| |
|--|
| * NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE DU FONDS (en cas de gérance libre) |
| |
| * ADRESSES DES AUTRES ÉTABLISSEMENTS (Si ce cadre est insuffisant, joindre un état du même modèle) |
| |

K CADRE NE CONCERNANT QUE LES ENTREPRISES PLACÉES SOUS LE RÉGIME SIMPLIFIÉ D'IMPOSITION

| RÉMUNÉRATIONS | Montant brut des salaires, abstraction faite des sommes comprises dans les DADS et versées aux apprentis sous contrat et aux handicapés ^(a) | | |
|---|--|--------|--------|
| | Rétrocessions d'honoraires, de commissions et de courtages ^(b) | | |
| MVLT imposées | à 0 % | à 15 % | à 19 % |
| MVLT restant à reporter à l'ouverture de l'exercice | | | |
| MVLT imputée sur les PVLT de l'exercice | | | |
| MVLT réalisée au cours de l'exercice | | | |
| MVLT restant à reporter | | | |

L CADRE NE CONCERNANT QUE LES ORGANISMES BÉNÉFICIAIRES DE DONS

| | |
|--|--|
| Montant cumulé des dons et versements mentionnés sur les reçus, attestations ou tous autres documents et perçus au titre de l'exercice | |
| Nombre de reçus, attestations ou tous autres documents délivrés au titre de l'exercice | |

TAUX RÉDUIT D'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS DÉTERMINATION DES BÉNÉFICES SOUMIS AU TAUX RÉDUIT

CALC219BF4

(art 219 I b du CGI, article 46 quater -OZZ bis A de l'annexe III)

Désignation de la société et adresse de son principal établissement

SAS JAC TRANSACTIONS
76 avenue des baumettes
06000 NICE

Numéro SIRET du principal établissement

79795124100034

Code APE

6810Z

Adresse du siège social si différente

N° / Type / Libellé voie

Complément

Lieu-dit / hameau

Code postal / Ville

Pays

I Résultats de l'exercice

| | |
|--|---|
| A. Résultats imposables dans les conditions de droit commun | |
| a | Bénéfice net de l'exercice avant imputation des déficits antérieurs 17 676 |
| b | Dont plus-value nette à court terme |
| c | Déficits ou amortissements réputés différés imputés au titre de l'exercice |
| B. Résultats relevant du régime des plus-values à long terme | |
| d | Plus-value nette à long terme de l'exercice |
| e | Dont résultat net de la concession de licences d'exploitation CGI art 39 terdecies -1 |
| f | Dont moins-values à long terme ou déficits imputés au titre de l'exercice |

II Bénéfices soumis au taux réduit

| | |
|--|---|
| g | Montant maximum exigible au taux réduit : 38120 € x durée de l'exercice en mois / 12 38 120 |
| h | Dont plus-value nette à court terme imposable |
| i | Dont résultat net imposable dans les conditions de droit commun autre que la plus value nette à court terme de l'exercice 17 676 |
| j | Dont résultat net imposable dans la concession de licences d'exploitation CGI art 39 terdecies -1 |
| k | Dont plus-value nette à long terme autre que le résultat net imposable de la concession de licences d'exploitation CGI art 39 terdecies -1 |
| Total lignes h à k 17 676 | |

l **III Bénéfices soumis au taux normal** (a-c-h-i)

m **IV Plus-value nette à long terme soumise au taux de 19%** (d-j-k)

RELEVÉ DE FRAIS GÉNÉRAUX

ANNÉE _____ ou exercice

Désignation de l'entreprise SAS JAC TRANSACTIONS

du 01/01/2021

Adresse 76 avenue des baumettes 06000 NICE

au 31/12/2021

A - FRAIS ALLOUÉS DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT AUX PERSONNES LES MIEUX RÉMUNÉRÉES : v. notice ①

| NOM, PRÉNOM ET EMPLOI OCCUPÉ | | | | | ADRESSE COMPLÈTE | | | |
|------------------------------|----------------------------|--|--|--|---------------------------------------|--|--|--|
| 1 | Monsieur SIMONETTI ANDREAS | | | | 4, avenue Brown Sequart 06000 NICE | | | |
| 2 | | | | | | | | |
| 3 | | | | | | | | |
| 4 | | | | | | | | |
| 5 | | | | | | | | |
| 6 | | | | | | | | |
| 7 | | | | | | | | |
| 8 | | | | | | | | |
| 9 | | | | | | | | |
| 10 | | | | | | | | |

| RÉMUNÉRATIONS DIRECTES OU INDIRECTES (dans l'ordre du tableau ci-dessus) | | | | | Frais de voyages et de déplacements (v. notice ⑥) | DÉPENSES ET CHARGES AFFÉRENTES | | TOTAL DES COLONNES 5 à 8 |
|--|--|--|--|--------------------------|---|---|---|--------------------------|
| Montant des rémunérations de toute nature (v. notice ②) | Montant des indemnités et allocations diverses (v. notice ③) | Valeur des avantages en nature (v. notice ④) | Montant des remboursements de dépenses à caractère personnel (v. notice ⑤) | TOTAL DES COLONNES 1 à 4 | | aux véhicules et autres biens (v. notice ⑦) | aux immeubles non affectés à l'exploitation (v. notice ⑧) | |
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 |
| 1 | | | | | | | | |
| 2 | | | | | | | | |
| 3 | | | | | | | | |
| 4 | | | | | | | | |
| 5 | | | | | | | | |
| 6 | | | | | | | | |
| 7 | | | | | | | | |
| 8 | | | | | | | | |
| 9 | | | | | | | | |
| 10 | | | | | | | | |
| ** | | | | | | | | |

** TOTAUX

| B - AUTRES FRAIS | | 10 |
|---|--|-------|
| Cadeaux de toute nature, à l'exception des objets conçus spécialement pour la publicité, et dont la valeur unitaire ne dépasse pas 73 € par bénéficiaire (toutes taxes comprises) | | 459 |
| Frais de réception, y compris les frais de restaurant et de spectacles, qui se rattachent à la gestion de l'entreprise et dont la charge lui incombe normalement | | 6 097 |
| Total | | 6 556 |

| C - ÉLÉMENTS DE RÉFÉRENCE (v. notice ①) : | | | |
|--|--------|--|--------|
| Total des dépenses | | Bénéfices imposables ⑨ | |
| - de l'exercice 2021.. (total col. 9 + total col. 10) ⑩ | 6 556 | - de l'exercice 2021.. ⑩ | 17 676 |
| - de l'exercice précédent ⑩ | 13 039 | - de l'exercice précédent ⑩ | 46 431 |
| Nom et qualité du signataire SIMONETTI Jean-Marc Président | | À NICE _____, le 03/05/2022 Signature , | |

Les montants sont arrondis à l'unité la plus proche.

| | | | | | | |
|---|---|--|---------------------------------|-----------|------------|-----------|
| Désignation de l'entreprise : <u>SAS JAC TRANSACTIONS</u> | | Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois* <u>12</u> | | | | |
| Adresse de l'entreprise : <u>76 avenue des baumettes 06000 NICE</u> | | Durée de l'exercice précédent* <u>12</u> | | | | |
| Numéro SIRET* <u>7 9 7 9 5 1 2 4 1 0 0 0 3 4</u> | | Néant <input type="checkbox"/> * | | | | |
| | | Exercice N clos le, <u>31/12/2021</u> | | | | |
| | | Brut 1 | Amortissements, provisions 2 | Net 3 | | |
| Capital souscrit non appelé (I) AA | | | | | | |
| ACTIF IMMOBILISÉ* | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | Frais d'établissement * AB | AC | | | |
| | | Frais de développement * CX | CQ | | | |
| | | Concessions, brevets et droits similaires AF | AG | 2 435 | 2 095 | 339 |
| | | Fonds commercial (1) AH | AI | | | |
| | | Autres immobilisations incorporelles AJ | AK | | | |
| | | Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles AL | AM | | | |
| | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | Terrains AN | AO | | | |
| | | Constructions AP | AQ | 149 928 | 49 682 | 100 245 |
| | | Installations techniques, matériel et outillage industriels AR | AS | | | |
| | | Autres immobilisations corporelles AT | AU | 27 909 | 26 701 | 1 208 |
| | | Immobilisations en cours AV | AW | | | |
| | | Avances et acomptes AX | AY | | | |
| | IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (2) | Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence CS | CT | | | |
| | | Autres participations CU | CV | 707 100 | | 707 100 |
| | | Créances rattachées à des participations BB | BC | 1 903 133 | | 1 903 133 |
| | | Autres titres immobilisés BD | BE | | | |
| | | Prêts BF | BG | | | |
| | | Autres immobilisations financières* BH | BI | 7 000 | | 7 000 |
| TOTAL (II) BJ | | BK | 2 797 506 | 78 479 | 2 719 026 | |
| ACTIF CIRCULANT | STOCKS * | Matières premières, approvisionnements BL | BM | | | |
| | | En cours de production de biens BN | BO | | | |
| | | En cours de production de services BP | BQ | | | |
| | | Produits intermédiaires et finis BR | BS | | | |
| | | Marchandises BT | BU | 6 542 718 | | 6 542 718 |
| | CRÉANCES | Avances et acomptes versés sur commandes BV | BW | | | |
| | | Clients et comptes rattachés (3)* BX | BY | 343 980 | | 343 980 |
| | | Autres créances (3) BZ | CA | 1 080 322 | | 1 080 322 |
| | DIVERS | Capital souscrit et appelé, non versé CB | CC | | | |
| | | Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :) CD | CE | | | |
| Comptes de régularisation | Disponibilités CF | CG | 104 513 | | 104 513 | |
| | Charges constatées d'avance (3)* CH | CI | 543 | | 543 | |
| | TOTAL (III) CJ | CK | 8 072 077 | | 8 072 077 | |
| | Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV) CW | | | | | |
| | Primes de remboursement des obligations (V) CM | | | | | |
| | Ecarts de conversion actif* (VI) CN | | | | | |
| TOTAL GÉNÉRAL (I à VI) CO | | 10 869 583 | 1A | 78 479 | 10 791 103 | |
| Renvois : (1) Dont droit au bail : | (2) part à moins d'un an des immobilisations financières nettes : | CP | (3) Part à plus d'un an | CR | | |
| Clause de réserve de propriété :* Immobilisations : | Stocks : | Créances : | | | | |

| Désignation de l'entreprise | | SAS JAC TRANSACTIONS | | Néant <input type="checkbox"/> * |
|--|--|----------------------|------------|----------------------------------|
| | | | | Exercice N |
| CAPITAUX PROPRES | Capital social ou individuel (1)* (Dont versé : 1 000 000) | DA | 1 000 000 | |
| | Primes d'émission, de fusion, d'apport, ... | DB | 6 940 | |
| | Écarts de réévaluation (2)* (dont écart d'équivalence EK) | DC | | |
| | Réserve légale (3) | DD | 96 428 | |
| | Réserves statutaires ou contractuelles | DE | | |
| | Réserves réglementées (3)* (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours B1) | DF | | |
| | Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants* EJ) | DG | | |
| | Report à nouveau | DH | | |
| | RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte) | DI | 9 127 | |
| | Subventions d'investissement | DJ | | |
| | Provisions réglementées * | DK | | |
| | TOTAL (I) | DL | 1 112 495 | |
| Autres fonds propres | Produit des émissions de titres participatifs | DM | | |
| | Avances conditionnées | DN | | |
| | TOTAL (II) | DO | | |
| Provisions pour risques et charges | Provisions pour risques | DP | | |
| | Provisions pour charges | DQ | | |
| | TOTAL (III) | DR | | |
| DETTES (4) | Emprunts obligataires convertibles | DS | | |
| | Autres emprunts obligataires | DT | 4 012 831 | |
| | Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5) | DU | 3 771 418 | |
| | Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs EI) | DV | 356 622 | |
| | Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | DW | | |
| | Dettes fournisseurs et comptes rattachés | DX | 270 764 | |
| | Dettes fiscales et sociales | DY | 79 747 | |
| | Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | DZ | 2 500 | |
| | Autres dettes | EA | 1 184 723 | |
| Compte régul. | EB | | | |
| | TOTAL (IV) | EC | 9 678 608 | |
| | Écarts de conversion passif* (V) | ED | | |
| | TOTAL GÉNÉRAL (I à V) | EE | 10 791 103 | |
| RENVIS | (1) Écart de réévaluation incorporé au capital | 1B | | |
| | (2) Dont { Réserve spéciale de réévaluation (1959) Écart de réévaluation libre Réserve de réévaluation (1976) | 1C | | |
| | | 1D | | |
| | | 1E | | |
| | (3) Dont réserve spéciale des plus-values à long terme * | EF | | |
| (4) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an | EG | 9 450 608 | | |
| (5) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP | EH | 3 543 418 | | |

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

| | | Exercice N | | France | | Exportations et livraisons intracommunautaires | | Total | | |
|---|---|---|--|-----------|----|--|------------|------------|-------|--|
| | | | | | | | | | | |
| Désignation de l'entreprise : SAS JAC TRANSACTIONS | | | | | | | | | | |
| Néant <input type="checkbox"/> * | | | | | | | | | | |
| PRODUITS D'EXPLOITATION | Ventes de marchandises* | | FA | 1 088 873 | FB | | FC | 1 088 873 | | |
| | Production vendue { biens * services *} | | FD | | FE | | FF | | | |
| | | | FG | 262 245 | FH | | FI | 262 245 | | |
| | Chiffres d'affaires nets * | | FJ | 1 351 118 | FK | | FL | 1 351 118 | | |
| | Production stockée* | | | | | | FM | | | |
| | Production immobilisée* | | | | | | FN | | | |
| | Subventions d'exploitation | | | | | | FO | | | |
| | Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges* (9) | | | | | | FP | 6 206 | | |
| | Autres produits (1) (11) | | | | | | FQ | 6 | | |
| | | | Total des produits d'exploitation (2) (I) | | | | FR | 1 357 331 | | |
| CHARGES D'EXPLOITATION | Achats de marchandises (y compris droits de douane)* | | | | | | FS | 1 523 334 | | |
| | Variation de stock (marchandises)* | | | | | | FT | (752 122) | | |
| | Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)* | | | | | | FU | | | |
| | Variation de stock (matières premières et approvisionnements)* | | | | | | FV | | | |
| | Autres achats et charges externes (3) (6 bis)* | | | | | | FW | 234 103 | | |
| | Impôts, taxes et versements assimilés* | | | | | | FX | 23 865 | | |
| | Salaires et traitements* | | | | | | FY | 86 802 | | |
| | Charges sociales (10) | | | | | | FZ | 32 912 | | |
| | DOTATIONS D'EXPLOITATION | Sur immobilisations { - dotations aux amortissements* - dotations aux provisions*} | | | | | | GA | 5 438 | |
| | | | | | | | | GB | | |
| | | Sur actif circulant : dotations aux provisions* | | | | | | GC | | |
| | Pour risques et charges : dotations aux provisions | | | | | | GD | | | |
| Autres charges (12) | | | | | | GE | 983 | | | |
| | | Total des charges d'exploitation (4) (II) | | | | GF | 1 155 316 | | | |
| 1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II) | | | | | | | | | | |
| opérations en commun | Bénéfice attribué ou perte transférée* | | | | | | GG | 202 015 | (III) | |
| | Perte supportée ou bénéfice transféré* | | | | | | GI | 18 834 | (IV) | |
| PRODUITS FINANCIERS | Produits financiers de participations (5) | | | | | | GJ | | | |
| | Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5) | | | | | | GK | 110 | | |
| | Autres intérêts et produits assimilés (5) | | | | | | GL | 42 | | |
| | Reprises sur provisions et transferts de charges | | | | | | GM | | | |
| | Différences positives de change | | | | | | GN | | | |
| | Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | | | GO | | | |
| | | Total des produits financiers (V) | | | | GP | 152 | | | |
| CHARGES FINANCIÈRES | Dotations financières aux amortissements et provisions* | | | | | | GQ | | | |
| | Intérêts et charges assimilées (6) | | | | | | GR | 217 802 | | |
| | Différences négatives de change | | | | | | GS | | | |
| | Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | | | GT | | | |
| | | Total des charges financières (VI) | | | | GU | 217 802 | | | |
| 2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI) | | | | | | | | | | |
| | | | | | | GV | (217 649) | | | |
| 3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI) | | | | | | | | | | |
| | | | | | | GW | (34 469) | | | |

| Désignation de l'entreprise | | SAS JAC TRANSACTIONS | | Néant <input type="checkbox"/> * | | |
|---|--|---|--|---|------------------------|-------|
| | | | | Exercice N | | |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | Produits exceptionnels sur opérations de gestion | | | HA | 46 781 | |
| | Produits exceptionnels sur opérations en capital * | | | HB | | |
| | Reprises sur provisions et transferts de charges | | | HC | | |
| | Total des produits exceptionnels (7) (VII) | | | HD | 46 781 | |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis) | | | HE | 534 | |
| | Charges exceptionnelles sur opérations en capital * | | | HF | | |
| | Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions (6 ter) | | | HG | | |
| | Total des charges exceptionnelles (7) (VIII) | | | HH | 534 | |
| 4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII) | | | | HI | 46 247 | |
| Participation des salariés aux résultats de l'entreprise | | | (IX) | HJ | | |
| Impôts sur les bénéfices * | | | (X) | HK | 2 651 | |
| TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII) | | | HL | 1 404 266 | | |
| TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X) | | | HM | 1 395 139 | | |
| 5 - BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - total des charges) | | | | HN | 9 127 | |
| RENVIS | (1) | Dont produits nets partiels sur opérations à long terme | | | HO | |
| | (2) | Dont | produits de locations immobilières | | HY | |
| | | | produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous) | | IG | |
| | (3) | Dont | - Crédit-bail mobilier * | | HP | 6 951 |
| | | | - Crédit-bail immobilier | | HQ | |
| | (4) | Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous) | | | IH | |
| | (5) | Dont produits concernant les entreprises liées | | | IJ | |
| | (6) | Dont intérêts concernant les entreprises liées | | | IK | |
| | (6bis) | Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art.238 bis du C.G.I.) | | | HX | |
| | (6ter) | Dont amortissements des souscriptions dans des PME innovantes (art. 217 octies) | | | RC | |
| | | Dont amortissements exceptionnel de 25% des constructions nouvelles (art. 39 quinquies D) | | | RD | |
| | (9) | Dont transferts de charges | | | A1 | 6 206 |
| | (10) | Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13) | | | A2 | |
| | (Dont montant des cotisations sociales obligatoires hors CSG-CRDS) A5 | | | | | |
| (11) | Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits) | | | A3 | | |
| (12) | Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges) | | | A4 | 975 | |
| (13) | Dont primes et cotisations complémentaires personnelles : | facultatives | A6 | obligatoires | A9 | |
| | | Dont cotisations facultatives Madelin | A7 | Dont cotisations facultatives aux nouveaux plans d'épargne retraite | A8 | |
| (7) | Détail des produits et charges exceptionnels (Si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) et le joindre en annexe) : | | | Exercice N | | |
| | | | | Charges exceptionnelles | Produits exceptionnels | |
| Pénalités, amendes fiscales et pénales | | | | 534 | | |
| Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion | | | | | 46 781 | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| (8) | Détail des produits et charges sur exercices antérieurs : | | | Exercice N | | |
| | | | | Charges antérieures | Produits antérieurs | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

| Désignation de l'entreprise <u>SAS JAC TRANSACTIONS</u> | | | | | | | | | | Néant <input type="checkbox"/> * | | |
|---|---|--|-----------------|-----------------|----------|--|-----------|--|-----------|--|---------|---|
| CADRE A | | IMMOBILISATIONS | | | | Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice 1 | | Augmentations | | | | |
| | | | | | | | | Consécutives à une réévaluation pratiquée au cours de l'exercice ou résultant d'une mise en équivalence 2 | | Acquisitions, créations, apports et virements de poste à poste 3 | | |
| INCORP. | Frais d'établissement et de développement | | | | TOTAL I | CZ | | D8 | | D9 | | |
| | Autres postes d'immobilisations incorporelles | | | | TOTAL II | KD | 2 435 | KE | | KF | | |
| CORPORELLES | Terrains | | | | | KG | | KH | | KI | | |
| | Constructions | Sur sol propre | Dont Composants | L9 | | KJ | 149 928 | KK | | KL | | |
| | | Sur sol d'autrui | Dont Composants | M1 | | KM | | KN | | KO | | |
| | | Installations générales, agencements et aménagements des constructions * | | Dont Composants | M2 | | KP | | KQ | | KR | |
| | Installations techniques, matériel et outillage industriels | | Dont Composants | M3 | | KS | | KT | | KU | | |
| | Autres immobilisations corporelles | Installations générales, agencements, aménagements divers * | | | | KV | | KW | | KX | | |
| | | Matériel de transport* | | | | KY | 21 443 | KZ | | LA | | |
| | | Matériel de bureau et mobilier informatique | | | | LB | 8 025 | LC | | LD | | |
| | | Emballages récupérables et divers * | | | | LE | | LF | | LG | | |
| | Immobilisations corporelles en cours | | | | | LH | | LI | | LJ | | |
| | Avances et acomptes | | | | | LK | | LL | | LM | | |
| | TOTAL III | | | | | LN | 179 397 | LO | | LP | | |
| FINANCIÈRES | Participations évaluées par mise en équivalence | | | | | 8G | | 8M | | 8T | | |
| | Autres participations | | | | | 8U | 2 130 496 | 8V | | 8W | 479 737 | |
| | Autres titres immobilisés | | | | | IP | | IR | | IS | | |
| | Prêts et autres immobilisations financières | | | | | IT | 5 000 | IU | | IV | 2 000 | |
| | TOTAL IV | | | | | LQ | 2 135 496 | LR | | LS | 481 737 | |
| TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV) | | | | | ØG | 2 317 328 | ØH | | ØJ | 481 737 | | |
| CADRE B | | IMMOBILISATIONS | | | | Diminutions | | Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice 3 | | Réévaluation légale * ou évaluation par mise en équivalence | | |
| | | | | | | par virement de poste à poste 1 | | | | par cessions à des tiers ou mises hors service ou résultant d'une mise en équivalence 2 | | Valeur d'origine des immobilisations en fin d'exercice 4 |
| INCORP. | Frais d'établissement et de développement | | | | TOTAL I | IN | | CØ | | DØ | | |
| | Autres postes d'immobilisations incorporelles | | | | TOTAL II | IO | | LV | 2 435 | LW | 1X | |
| CORPORELLES | Terrains | | | | | IP | | LX | | LY | | |
| | Constructions | Sur sol propre | | | IQ | | MA | 149 928 | MB | | MC | |
| | | Sur sol d'autrui | | | IR | | MD | | ME | | MF | |
| | | Inst. gales, agencés et am. des constructions | | | | IS | | MG | | MH | | MI |
| | Installations techniques, matériel et outillage industriels | | | | | IT | | MJ | | MK | | |
| | Autres immobilisations corporelles | Inst. gales., agencés, aménagements divers | | | | IU | | MM | | MN | | MO |
| | | Matériel de transport | | | | IV | 1 559 | MP | 19 884 | MQ | | MR |
| | | Matériel de bureau et mobilier informatique, mobilier | | | | IW | | MS | 8 025 | MT | | MU |
| | Emballages récupérables et divers * | | | | IX | | MV | | MW | | MX | |
| | Immobilisations corporelles en cours | | | | | MY | | MZ | | NA | | |
| Avances et acomptes | | | | | NC | | ND | | NE | | | |
| TOTAL III | | | | | IY | 1 559 | NG | 177 838 | NH | | NI | |
| FINANCIÈRES | Participations évaluées par mise en équivalence | | | | | IZ | | ØU | | M7 | | |
| | Autres participations | | | | | IØ | | ØX | 2 610 233 | ØY | | |
| | Autres titres immobilisés | | | | | II | | 2B | | 2C | | |
| | Prêts et autres immobilisations financières | | | | | I2 | | 2E | 7 000 | 2F | | |
| | TOTAL IV | | | | | I3 | | NJ | 2 617 233 | NK | | |
| TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV) | | | | | I4 | | ØK | 1 559 | ØL | 2 797 506 | ØM | |

| | |
|---|----------------------------------|
| Désignation de l'entreprise <u>SAS JAC TRANSACTIONS</u> | Néant <input type="checkbox"/> * |
|---|----------------------------------|

| CADRE A | | SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES (OU VENANT EN DIMINUTION DE L'ACTIF) * | | | | | | | |
|---|--|--|--------|---|-------|---|-------|---|--------|
| IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES | | Montant des amortissements au début de l'exercice | | Augmentations : dotations de l'exercice | | Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises | | Montant des amortissements à la fin de l'exercice | |
| Frais d'établissement et de développement | CY | | | EL | | EM | | EN | |
| Fonds commercial | RE | | | RF | | RI | | RJ | |
| Autres immobilisations incorporelles | PE | 1 284 | | PF | 811 | PG | | PH | 2 095 |
| TOTAL I | RK | 1 284 | | RM | 811 | RN | | RO | 2 095 |
| Terrains | PI | | | PJ | | PK | | PL | |
| Constructions | Sur sol propre | PM | 45 716 | PN | 3 966 | PO | | PQ | 49 682 |
| | Sur sol d'autrui | PR | | PS | | PT | | PU | |
| | Inst. générales, agencements, aménagements des constructions | PV | | PW | | PX | | PY | |
| Installations techniques, matériel et outillage industriels | PZ | | | QA | | QB | | QC | |
| Autres immobilisations corporelles | Inst. générales, agencements, aménagements divers | QD | | QE | | QF | | QG | |
| | Matériel de transport | QH | 21 443 | QI | | QJ | 1 559 | QK | 19 884 |
| Autres immobilisations corporelles | Matériel de bureau et informatique, mobilier | QL | 6 156 | QM | 660 | QN | | QO | 6 816 |
| | Emballages récupérables et divers | QP | | QR | | QS | | QT | |
| | TOTAL II | QU | 73 316 | QV | 4 626 | QW | 1 559 | QX | 76 383 |
| TOTAL GÉNÉRAL (I + II) | ØN | 74 600 | | ØP | 5 438 | ØQ | 1 559 | ØR | 78 479 |

| CADRE B | | VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES | | | | | | | | | | |
|--|--|--|---|--|--|--|-----------------------------|--|--|-----------|---|-----------|
| Immobilisations amortissables | DOTATIONS | | | | | | REPRISES | | | | Mouvement net des amortissements à la fin de l'exercice | |
| | Colonne 1 Différentiel de durée et autres | Colonne 2 Mode dégressif | | Colonne 3 Amortissement fiscal exceptionnel | | Colonne 4 Différentiel de durée et autres | Colonne 5 Mode dégressif | | Colonne 6 Amortissement fiscal exceptionnel | | | |
| Frais établissements | M9 | N1 | | N2 | | N3 | | N4 | | N5 | | N6 |
| Fonds commercial | RP | RQ | | RR | | RS | | RT | | RU | | RV |
| Autres immob. incorporelles | N7 | N8 | | P6 | | P7 | | P8 | | P9 | | Q1 |
| TOTAL I | RW | RX | | RY | | RZ | | SB | | SC | | SD |
| Terrains | Q2 | Q3 | | Q4 | | Q5 | | Q6 | | Q7 | | Q8 |
| Constructions | Sur sol propre | Q9 | R1 | R2 | | R3 | | R4 | | R5 | | R6 |
| | Sur sol d'autrui | R7 | R8 | R9 | | S1 | | S2 | | S3 | | S4 |
| | Ins. gales, agenc. et am. des const. | S5 | S6 | S7 | | S8 | | S9 | | T1 | | T2 |
| Inst. techniques mat. et outillage | T3 | T4 | | T5 | | T6 | | T7 | | T8 | | T9 |
| Autres immobilisations corporelles | Inst. gales, agenc. am. divers | U1 | U2 | U3 | | U4 | | U5 | | U6 | | U7 |
| | Matériel de transport | U8 | U9 | V1 | | V2 | | V3 | | V4 | | V5 |
| | Mat. bureau et inform. mobilier | V6 | V7 | V8 | | V9 | | W1 | | W2 | | W3 |
| | Emballages récup. et divers | W4 | W5 | W6 | | W7 | | W8 | | W9 | | X1 |
| TOTAL II | X2 | X3 | | X4 | | X5 | | X6 | | X7 | | X8 |
| Frais d'acquisition de titres de participation | NL | | | | | NM | | | | | | NO |
| Total général (I+II+III) | NP | NQ | | NR | | NS | | NT | | NU | | NV |
| Total général non ventilé (NP+NQ+NR) | NW | | Total général non ventilé (NS+NT+NU) | | | NY | | Total général non ventilé (NW-NY) | | | NZ | |

| CADRE C | | MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES* | | | |
|---|--|---|---------------|--|------------------------------------|
| | | Montant net au début de l'exercice | Augmentations | Dotations de l'exercice aux amortissements | Montant net à la fin de l'exercice |
| Frais d'émission d'emprunt à étaler | | | | Z9 | Z8 |
| Primes de remboursement des obligations | | | | SP | SR |

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)Désignation de l'entreprise SAS JAC TRANSACTIONSNéant *

| Nature des provisions | | Montant au début de l'exercice 1 | AUGMENTATIONS : Dotations de l'exercice 2 | DIMINUTIONS : Reprises de l'exercice 3 | Montant à la fin de l'exercice 4 |
|---|---|--|---|--|--|
| Provisions réglementées | Provisions pour reconstitution des gisements miniers et pétroliers * | 3T | TA | TB | TC |
| | Provisions pour investissement (art. 237 bis A-II) * | 3U | TD | TE | TF |
| | Provisions pour hausse des prix (1) * | 3V | TG | TH | TI |
| | Amortissements dérogatoires | 3X | TM | TN | TO |
| | Dont majorations exceptionnelles de 30 % | D3 | D4 | D5 | D6 |
| | Provisions pour prêts d'installation (art. 39 quinquies H du CGI) | IJ | IK | IL | IM |
| | Autres provisions réglementées (1) | 3Y | TP | TQ | TR |
| TOTAL I | 3Z | TS | TT | TU | |
| Provisions pour risques et charges | Provisions pour litiges | 4A | 4B | 4C | 4D |
| | Provisions pour garanties données aux clients | 4E | 4F | 4G | 4H |
| | Provisions pour pertes sur marchés à terme | 4J | 4K | 4L | 4M |
| | Provisions pour amendes et pénalités | 4N | 4P | 4R | 4S |
| | Provisions pour pertes de change | 4T | 4U | 4V | 4W |
| | Provisions pour pensions et obligations similaires | 4X | 4Y | 4Z | 5A |
| | Provisions pour impôts (1) | 5B | 5C | 5D | 5E |
| | Provisions pour renouvellement des immobilisations * | 5F | 5H | 5J | 5K |
| | Provisions pour gros entretien et grandes révisions | EO | EP | EQ | ER |
| | Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer * | 5R | 5S | 5T | 5U |
| | Autres provisions pour risques et charges (1) | 5V | 5W | 5X | 5Y |
| TOTAL II | 5Z | TV | TW | TX | |
| Provisions pour dépréciation | sur immobilisations { – incorporelles – corporelles – titres mis en équivalence – titres de participation – autres immobilisations financières (1) * | 6A | 6B | 6C | 6D |
| | | 6E | 6F | 6G | 6H |
| | | 02 | 03 | 04 | 05 |
| | | 9U | 9V | 9W | 9X |
| | | 06 | 07 | 08 | 09 |
| | Sur stocks et en cours | 6N | 6P | 6R | 6S |
| | Sur comptes clients | 6T | 6U | 6V | 6W |
| | Autres provisions pour dépréciation (1) * | 6X | 6Y | 6Z | 7A |
| TOTAL III | 7B | TY | TZ | UA | |
| TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III) | 7C | UB | UC | UD | |
| Dont dotations et reprises | – d'exploitation | UE | UF | | |
| | – financières | UG | UH | | |
| | – exceptionnelles | UJ | UK | | |
| Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculé selon les règles prévues à l'article 39-1-5° du C.G.I | | | | | 10 |

(1) à détailler sur feuillet séparé selon l'année de constitution de la provision ou selon l'objet de la provision.

NOTA : Les charges à payer ne doivent pas être mentionnées sur ce tableau mais être ventilées sur l'état détaillé des charges à payer dont la production est prévue par l'article 38 II de l'annexe III au CGI.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

| Désignation de l'entreprise : SAS JAC TRANSACTIONS | | | | Néant <input type="checkbox"/> * | | | | | | | |
|--|--|---|-----------|----------------------------------|-----------|--|---|--------------------------------|-------|-----------------|--|
| CADRE A | | ÉTAT DES CRÉANCES | | Montant brut | | A 1 an au plus | | A plus d'un an | | | |
| | | | | 1 | | 2 | | 3 | | | |
| DE L'ACTIF IMMOBILISÉ | Créances rattachées à des participations | | UL | 1 903 133 | UM | | UN | 1 903 133 | | | |
| | Prêts (1) (2) | | UP | | UR | | US | | | | |
| | Autres immobilisations financières | | UT | 7 000 | UV | | UW | 7 000 | | | |
| DE L'ACTIF CIRCULANT | Clients douteux ou litigieux | | VA | | | | | | | | |
| | Autres créances clients | | UX | 343 980 | | 343 980 | | | | | |
| | Créance représentative de titres (Provision pour dépréciation prêts ou remis en garantie * (antérieurement constituée* UO) | | ZI | | | | | | | | |
| | Personnel et comptes rattachés | | UY | 2 738 | | 2 738 | | | | | |
| | Sécurité sociale et autres organismes sociaux | | UZ | | | | | | | | |
| | Etat et autres collectivités publiques | Impôts sur les bénéfices | | VM | 5 393 | | 5 393 | | | | |
| | | Taxe sur la valeur ajoutée | | VB | 1 119 | | 1 119 | | | | |
| | | Autres impôts, taxes et versements assimilés | | VN | | | | | | | |
| | | Divers | | VP | | | | | | | |
| | Groupe et associés (2) | | VC | 4 805 | | 4 805 | | | | | |
| | Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres) | | VR | 1 066 266 | | 1 066 266 | | | | | |
| | Charges constatées d'avance | | VS | 543 | | 543 | | | | | |
| TOTAUX | | | VT | 3 334 978 | VU | 1 424 845 | VV | 1 910 133 | | | |
| RENOIS | (1) | Montant des – Prêts accordés en cours d'exercice | | VD | | | | | | | |
| | | – Remboursements obtenus en cours d'exercice | | VE | | | | | | | |
| | (2) | Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques) | | VF | | | | | | | |
| CADRE B | | ÉTAT DES DETTES | | Montant brut | | A 1 an au plus | | A plus d'1 an et 5 ans au plus | | A plus de 5 ans | |
| | | | | 1 | | 2 | | 3 | | 4 | |
| Emprunts obligataires convertibles (1) | | 7Y | | | | | | | | | |
| Autres emprunts obligataires (1) | | 7Z | 4 012 831 | | 4 012 831 | | | | | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1) | à 1 an maximum à l'origine | | VG | 3 543 418 | | 3 543 418 | | | | | |
| | à plus d'1 an à l'origine | | VH | 228 000 | | | | | | 228 000 | |
| Emprunts et dettes financières divers (1) (2) | | 8A | 355 466 | | 355 466 | | | | | | |
| Fournisseurs et comptes rattachés | | 8B | 270 764 | | 270 764 | | | | | | |
| Personnel et comptes rattachés | | 8C | 4 388 | | 4 388 | | | | | | |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | | 8D | 11 314 | | 11 314 | | | | | | |
| État et autres collectivités publiques | Impôts sur les bénéfices | | 8E | | | | | | | | |
| | Taxe sur la valeur ajoutée | | VW | 58 274 | | 58 274 | | | | | |
| | Obligations cautionnées | | VX | | | | | | | | |
| | Autres impôts, taxes et assimilés | | VQ | 5 770 | | 5 770 | | | | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | 8J | 2 500 | | 2 500 | | | | | | |
| Groupe et associés (2) | | VI | 1 155 | | 1 155 | | | | | | |
| Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres) | | 8K | 1 184 723 | | 1 184 723 | | | | | | |
| Dette représentative de titres empruntés ou remis en garantie * | | ZZ | | | | | | | | | |
| Produits constatés d'avance | | 8L | | | | | | | | | |
| TOTAUX | | | VY | 9 678 608 | VZ | 9 450 608 | | | | 228 000 | |
| RENOIS | (1) | Emprunts souscrits en cours d'exercice | | VJ | 2 500 000 | (2) | Montant des divers emprunts et dettes contrac- tés auprès des associés personnes physiques | VL | 1 155 | | |
| | | Emprunts remboursés en cours d'exercice | | VK | 43 630 | * Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032 | | | | | |

| | | | | | | | | |
|---|---|---|--|---|--|--|--------------|--|
| Désignation de l'entreprise : SAS JAC TRANSACTIONS | | Néant <input type="checkbox"/> | | Exercice N, clos le : 31/12/2021 | | | | |
| I. RÉINTÉGRATIONS | | | | BÉNÉFICE COMPTABLE DE L'EXERCICE | | | | |
| Charges non admises en déduction du résultat fiscal | Rémunération du travail de l'exploitant ou des associés (entreprises à l'IR) | | | | | WA | 9 127 | |
| | Avantages personnels non déductibles* (sauf amortissements à porter ligne ci-dessous) | WD | | Amortissements excédentaires (art. 39-4 du C.G.I.) et autres amortissements non déductibles | WE | 6 291 | | |
| | Autres charges et dépenses somptuaires (art. 39-4 du C.G.I.) | WF | | Taxe sur les véhicules des sociétés (entreprises à l'IS) | WG | 944 | | |
| | Fraction des loyers à réintégrer dans le cadre d'un crédit bail immobilier et de levée d'option | RA | | (Part des loyers dispensée de réintégration (art. 239 sexies D)) | RB | | | |
| | Provisions et charges à payer non déductibles (cf. tableau 2058-B, cadre III) | WI | | Charges à payer liées à des états et territoires non coopératifs non déductibles (cf. 2067-BIS) | XX | | | |
| | Amendes et pénalités | WJ | 534 | Charges financières (art. 39-1-3° et 212 bis) * | XZ | | | |
| | Réintégrations prévues à l'article 155 du CGI* | | | | | XY | | |
| Impôt sur les sociétés (cf. page 9 de la notice 2032) | | | | | I7 | 2 651 | | |
| Quote-part | Bénéfices réalisés par une société de personnes ou un GIE | WL | | Résultats bénéficiaires visés à l'article 209 B du CGI | L7 | | | |
| Régimes d'imposition particuliers et impositions différées | Moins-values nettes à long terme | <ul style="list-style-type: none"> - imposées au taux de 15 % ou de 19 % (12,8 % pour les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu) - imposées au taux de 0 % | | | | I8 | | |
| | Fraction imposable des plus-values réalisées au cours d'exercices antérieurs* | <ul style="list-style-type: none"> - Plus-values nettes à court terme - Plus-values soumises au régime des fusions | | | | WN | | |
| Écarts de valeurs liquidatives sur OPC* (entreprises à l'IS) | | | | | XR | | | |
| Réintégrations diverses à détailler sur feuillet séparé DONT * | Intérêts excédentaires (art. 39-1-3 et 212 du C.G.I.) | SU | | Zones d'entreprises* (activité exonérée) | SW | | | |
| | | | | Quote-part de 12 % des plus-values à taux zéro | M8 | | | |
| Réintégration des charges affectées aux activités éligibles au régime de la taxation au tonnage | | | | | Y1 | | | |
| Résultat fiscal afférent à l'activité relevant du régime optionnel de taxation au tonnage | | | | | Y3 | | | |
| TOTAL I | | | | | WR | 19 547 | | |
| II. DÉDUCTIONS | | | | PERTE COMPTABLE DE L'EXERCICE | | | | |
| Quote-part dans les pertes subies par une société de personnes ou un G.I.E. * | | | | | WT | 1 871 | | |
| Provisions et charges à payer non déductibles, antérieurement taxées, et réintégréées dans les résultats comptables de l'exercice (cf. tableau 2058-B, cadre III) | | | | | WU | | | |
| Régimes d'imposition particuliers et impositions différées | Plus-values nettes à long terme | <ul style="list-style-type: none"> - imposées au taux de 15 % (12,8 % pour les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu) - imposées au taux de 0 % - imposées au taux de 19 % - imputées sur les moins-values nettes à long terme antérieures - imputées sur les déficits antérieurs | | | | WV | | |
| | | Autres plus-values imposées au taux de 19 % | | | | I6 | | |
| | | Fraction des plus-values nettes à court terme de l'exercice dont l'imposition est différée* | | | | WZ | | |
| | | Régime des sociétés mères et des filiales * (Quote-part des frais et charges restant imposable à 2A) | | | | XA | | |
| | | Produit net des actions et parts d'intérêts : (déduire des produits nets de participation) | | | | ZX | | |
| | Produits de participations inéligibles au régime des sociétés mères déductibles à hauteur de 99 % (art. 223 B du CGI) | | | | | | | |
| Mesures d'incitation | Déduction autorisée au titre des investissements réalisés dans les collectivités d'Outre-mer*. | | | | | ZY | | |
| | Majoration d'amortissement* | | | | | XD | | |
| | Abattement sur le bénéfice et exonérations* | Reprise d'entreprises en difficultés (44 septies) | K9 | | Entreprises nouvelles (44 sexies) | L2 | | |
| | | Zone franche urbaine -TE (art. 44 octies A) | QV | | Sociétés investissement immobilier cotée (art. 208C) | K3 | | |
| Bassin urbain à dynamiser (art 44 sexdecies) | | PP | | Bassin d'emploi à redynamiser (44 duodecies) | IF | | | |
| | | | Zone de revitalisation rurale (art. 44 quindecies) | PC | | Jeunes entreprises innovantes (44 sexies A) | L5 | |
| | | | | | | Zone de restructuration de la défense (44 terdecies) | PA | |
| | | | | | | Zone franche d'activités NG (44 quaterdecies) | XC | |
| | | | | | | Zone de développement prioritaire (art. 44 septdecies) | PB | |
| Écarts de valeurs liquidatives sur OPC* (entreprises à l'IS) | | | | | XS | | | |
| Déductions diverses à détailler sur feuillet séparé | Dont déduction exceptionnelle (art. 39decies) | X9 | | Dont déduction exceptionnelle pour investissement (art 39 decies F) | YI | | | |
| | Dont déduction exceptionnelle pour investissement (art 39 decies A) | YA | | Dont déduction exceptionnelle pour investissement (art 39 decies G) | YL | | | |
| | Dont déduction exceptionnelle pour investissement (art 39 decies B) | YB | | Dont déduct* exception. simulateur de conduite (art 39 decies E) | YH | | | |
| | Dont déduction exceptionnelle pour investissement (art 39 decies C) | YC | | Créance dégagée par le report en arrière de déficit | ZI | | | |
| | Dont déduction exceptionnelle pour investissement (art 39 decies D) | YD | | | | | | |
| Déduction des produits affectés aux activités éligibles au régime de la taxation au tonnage | | | | | Y2 | | | |
| III. RÉSULTAT FISCAL | | | | | TOTAL II | XH | 1 871 | |
| Résultat fiscal avant imputation des déficits reportables : | | | | bénéfice (I moins II) | | XI | 17 676 | |
| | | | | déficit (II moins I) | | | | |
| Déficit de l'exercice reporté en arrière (entreprises à l'IS)* | | | | ZL | | | | |
| Déficits antérieurs imputés sur les résultats de l'exercice (entreprises à l'IS)* | | | | | | | | |
| RÉSULTAT FISCAL BÉNÉFICE (ligne XN) ou DÉFICIT reportable en avant (ligne XO) | | | | XN | 17 676 | XO | | |

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

| | | | | |
|---|--|--------------|--|-------------------------|
| Désignation de l'entreprise <u>SAS JAC TRANSACTIONS</u> | | | Néant <input type="checkbox"/> * | |
| I. SUIVI DES DÉFICITS | | | | |
| Déficits restant à reporter au titre de l'exercice précédent (1) | | | K4 | |
| Déficits transférés de plein droit (art. 209-II-2 du CGI) | | K4bis | Nombre d'opérations sur l'exercice (2) | |
| Déficits imputés (total lignes XB et XL du tableau 2058-A) | | | K5 | |
| Déficits reportables (différence K4+K4bis-K5) | | | K6 | |
| Déficits de l'exercice (tableau 2058 A, ligne XO) | | | YJ | |
| Total des déficits restant à reporter (somme K6 + YJ) | | | YK | |
| II. INDEMNITÉS POUR CONGÉS À PAYER, CHARGES SOCIALES ET FISCALES CORRESPONDANTES | | | | |
| Montant déductible correspondant aux droits acquis par les salariés pour les entreprises placées sous le régime de l'article 39-1. 1 ^e bis Al. 1 ^{er} du CGI, dotations de l'exercice | | | ZT | 18 |
| III. PROVISIONS ET CHARGES À PAYER, NON DÉDUCTIBLES POUR L'ASSIETTE DE L'IMPÔT | | | | |
| (à détailler sur feuillet séparé) | | | Dotations de l'exercice | Reprises sur l'exercice |
| Indemnités pour congés à payer, charges sociales et fiscales correspondantes non déductibles pour les entreprises placées sous le régime de l'article 39-1. 1 ^e bis Al. 2 du CGI * | | | ZV | ZW |
| Provisions pour risques et charges * | | | 8X | 8Y |
| | | | 8Z | 9A |
| | | | 9B | 9C |
| Provisions pour dépréciation * | | | 9D | 9E |
| | | | 9F | 9G |
| | | | 9H | 9J |
| Charges à payer | | | 9K | 9L |
| | | | 9M | 9N |
| | | | 9P | 9R |
| | | | 9S | 9T |
| TOTAUX (YN = ZV à 9S) et (YO = ZW à 9T) à reporter au tableau 2058-A : | | | YN | YO |
| | | | ↓ | ↓ |
| | | | ligne WI | ligne WU |

CONSÉQUENCES DE LA MÉTHODE PAR COMPOSANTS (art. 237 septies du CGI)

| | | | |
|---|--------------------------------|-------------|------------------------------------|
| * Montant de la réintégration ou de la déduction | Montant au début de l'exercice | Imputations | Montant net à la fin de l'exercice |
| | L1 | | |

Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

- (1) Cette case correspond au montant porté sur la ligne YK du tableau 2058 B déposé au titre de l'exercice précédent.
- (2) Indiquer, sur un feuillet séparé, l'identification, opération par opération, du nom de la société (et son n° siren) dont proviennent les déficits et le montant du transfert.

| | | | | | | | | | | | |
|---|--|--|----|--|---------------------------------------|--------------|---|---|----|----------------------------------|--|
| Désignation de l'entreprise <u>SAS JAC TRANSACTIONS</u> | | | | | | | | | | Néant <input type="checkbox"/> * | |
| ORIGINES | Report à nouveau figurant au bilan de l'exercice antérieur à celui pour lequel la déclaration est établie | | | ØC | (4 038) | AFFECTATIONS | Affectations aux réserves { - Réserve légale - Autres réserves | | ZB | 26 422 | |
| | Résultat de l'exercice précédant celui pour lequel la déclaration est établie | | | ØD | 30 460 | | Dividendes | | ZD | | |
| | Prélèvements sur les réserves | | | ØE | | | Autres répartitions | | ZE | | |
| | | | | | | | Report à nouveau (N.B. Le total I doit nécessairement être égal au total II) | | ZG | | |
| | TOTAL I | | | ØF | 26 422 | | TOTAL II | | ZH | 26 422 | |
| RENSEIGNEMENTS DIVERS | | | | | | | | | | Exercice N : | |
| ENGAGEMENTS | - Engagements de crédit-bail mobilier | | | (Précisez le prix de revient des biens pris en crédit-bail) | | | J7 | | YQ | | |
| | - Engagements de crédit-bail immobilier | | | | | | | | YR | | |
| | - Effets portés à l'escompte et non échus | | | | | | | | YS | | |
| DÉTAILS DES POSTES AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNNES | - Sous-traitance | | | | | | | | YT | 39 308 | |
| | - Locations, charges locatives et de copropriété | | | (dont montant des loyers des biens pris en location pour une durée > 6 mois) | | | J8 | | XQ | 40 212 | |
| | - Personnel extérieur à l'entreprise | | | | | | | | YU | | |
| | - Rémunérations d'intermédiaires et honoraires (hors rétrocessions) | | | | | | | | SS | 36 692 | |
| | - Rétrocessions d'honoraires, commissions et courtages | | | | | | | | YV | | |
| | - Autres comptes | | | (dont cotisations versées aux organisations syndicales et professionnelles) | | | ES | | ST | 117 890 | |
| | Total du poste correspondant à la ligne FW du tableau n° 2052 | | | | | | | | ZJ | 234 103 | |
| IMPÔTS ET TAXES | - Taxe professionnelle *, CFE, CVAE | | | | | | | | YW | 2 396 | |
| | - Autres impôts, taxes et versements assimilés | | | (dont taxe intérieure sur les produits pétroliers) | | | ZS | | 9Z | 21 469 | |
| | Total du compte correspondant à la ligne FX du tableau n° 2052 | | | | | | | | YX | 23 865 | |
| T.V.A. | - Montant de la T.V.A. collectée | | | | | | | | YY | 48 080 | |
| | - Montant de la T.V.A. déductible comptabilisée au cours de l'exercice au titre des biens et services ne constituant pas des immobilisations | | | | | | | | YZ | 6 000 | |
| DIVERS | - Montant brut des salaires * | | | | | | | | ØB | 85 139 | |
| | - Montant de la plus-value constatée en franchise d'impôt lors de la première option pour le régime simplifié d'imposition * | | | | | | | | ØS | | |
| | - Taux d'intérêt le plus élevé servi aux associés à raison des sommes mises à la disposition de la société * | | | | | | | | ZK | % | |
| | - Numéro du centre de gestion agréé * | | | XP | | | | - Filiales et participations: (Liste au 2059-G prévu par art. 38 II de l'ann. III au CGI) | | Si oui cocher 1 Sinon 0 | |
| | - Aides perçues ayant donné droit à la réduction d'impôt prévue au 4 de l'article 238 bis du CGI pour l'entreprise donatrice | | | | | | | | RG | | |
| | - Montant de l'investissement reçu qui a donné lieu à amortissement exceptionnel chez l'entreprise investisseur dans le cadre de l'article 217octies | | | | | | | | RH | | |
| RÉGIME DE GROUPE * | Société : résultat comme si elle n'avait jamais été membre du groupe. | | JA | Plus-values à 15% | | JK | Plus-values à 0% | | JL | | |
| | | | | Plus-values à 19% | | JM | Imputations | | JC | | |
| | Groupe : résultat d'ensemble. | | JD | Plus-values à 15% | | JN | Plus-values à 0% | | JO | | |
| | | | | Plus-values à 19% | | JP | Imputations | | JF | | |
| | Si vous relevez du régime de groupe : indiquer 1 si société mère, 2 si société filiale | | | JH | N° SIRET de la société mère du groupe | | | JJ | | | |

(1) Ce cadre est destiné à faire apparaître l'origine et le montant des sommes distribuées ou mises en réserve au cours de l'exercice dont les résultats font l'objet de la déclaration. Il ne concerne donc pas, en principe, les résultats de cet exercice mais ceux des exercices antérieurs, qu'ils aient ou non déjà fait l'objet d'une précédente affectation.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032 (et dans la notice n° 2058-NOT pour le régime de groupe).

Désignation de l'entreprise : SAS JAC TRANSACTIONS

Néant ***A - DÉTERMINATION DE LA VALEUR RÉSIDUELLE**

| Nature et date d'acquisition des éléments cédés* | | Valeur d'origine* | Valeur nette réévaluée* | Amortissements pratiqués en franchise d'impôt | Autres amortissements* | Valeur résiduelle |
|--|----|---|-------------------------|---|------------------------|-------------------|
| ① | | ② | ③ | ④ | ⑤ | ⑥ |
| I. Immobilisations* | 1 | scoot center - peugoet viva 25/09/2014 | 1 559 | 1 559 | | |
| | 2 | | | | | |
| | 3 | | | | | |
| | 4 | | | | | |
| | 5 | | | | | |
| | 6 | | | | | |
| | 7 | | | | | |
| | 8 | | | | | |
| | 9 | | | | | |
| | 10 | | | | | |
| | 11 | | | | | |
| | 12 | | | | | |

B - PLUS-VALUES, MOINS-VALUES

Qualification fiscale des plus et moins-values réalisées*

| | Prix de vente | Montant global de la plus-value ou de la moins-value | Court terme | Long terme | | | Plus-values taxables à 19 % (1) |
|--|---------------|--|-------------|-------------------------------|----------------|-----|---------------------------------|
| | | | | ⑩ | | | |
| | | | | 19 % | 15 % ou 12,8 % | 0 % | |
| ⑦ | | ⑧ | ⑨ | | | | ⑪ |
| I. Immobilisations* | 1 | | | | | | |
| | 2 | | | | | | |
| | 3 | | | | | | |
| | 4 | | | | | | |
| | 5 | | | | | | |
| | 6 | | | | | | |
| | 7 | | | | | | |
| | 8 | | | | | | |
| | 9 | | | | | | |
| | 10 | | | | | | |
| | 11 | | | | | | |
| | 12 | | | | | | |
| II - Autres éléments | 13 | Fraction résiduelle de la provision spéciale de réévaluation afférente aux éléments cédés | + | | | | |
| | 14 | Amortissements irrégulièrement différés se rapportant aux éléments cédés | + | | | | |
| | 15 | Amortissements afférents aux éléments cédés mais exclus des charges déductibles par une disposition légale | + | | | | |
| | 16 | Amortissements non pratiqués en comptabilité et correspondant à la déduction fiscale pour investissement, définie par les lois de 1966, 1968 et 1975, effectivement utilisée | + | | | | |
| | 17 | Provisions pour dépréciation des titres relevant du régime des plus ou moins-values à long terme devenues sans objet au cours de l'exercice | | | | | |
| | 18 | Dotations de l'exercice aux comptes de provisions pour dépréciation des titres relevant du régime des plus ou moins-values à long terme | | | | | |
| | 19 | Divers (détail à donner sur une note annexe) * | | | | | |
| CADRE A : plus ou moins-value nette à court terme (total algébrique des lignes 1 à 19 de la colonne) ⑨ | | | | | | | |
| CADRE B : plus ou moins-value nette à long terme (total algébrique des lignes 1 à 19 de la colonne) ⑩ | | | (A) | (B) (ventilation par taux) | | | (C) |
| CADRE C : autres plus-values taxables à 19 % ⑪ | | | | | | | |

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

(1) Ces plus-values sont imposables au taux de 19 % en application des articles 238 bis JA, 208 C et 210 E du CGI.

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : SAS JAC TRANSACTIONS Néant *

A ÉLÉMENTS ASSUJETTIS AU RÉGIME FISCAL DES PLUS-VALUES À COURT TERME
(à l'exclusion des plus-values de fusion dont l'imposition est prise en charge par les sociétés absorbantes) (cf. cadre B)

| Origine | | Montant net des plus-values réalisées* | Montant antérieurement réintégré | Montant compris dans le résultat de l'exercice | Montant restant à réintégrer | |
|---|---|---|----------------------------------|--|------------------------------|--|
| Plus-values réalisées au cours de l'exercice | Imposition répartie | | | | | |
| | sur 3 ans (entreprises à l'IR) | | | | | |
| | sur 10 ans | | | | | |
| | sur une durée différente (art 39 quaterdecies 1 ter et 1 quater CGI) | | | | | |
| | TOTAL 1 | | | | | |
| Plus-values réalisées au cours des exercices antérieurs | Imposition répartie | Montant net des plus-values réalisées à l'origine | Montant antérieurement réintégré | Montant rapporté au résultat de l'exercice | Montant restant à réintégrer | |
| | sur 3 ans au titre de | N-1 | | | | |
| | | N-2 | | | | |
| | Sur 10 ans ou sur une durée différente (art. 39 quaterdecies 1ter et 1 quater du CGI) | N-1 | | | | |
| | | N-2 | | | | |
| | | N-3 | | | | |
| | | N-4 | | | | |
| | | N-5 | | | | |
| | | N-6 | | | | |
| | | N-7 | | | | |
| | N-8 | | | | | |
| N-9 | | | | | | |
| TOTAL 2 | | | | | | |

B PLUS-VALUES RÉINTÉGRÉES DANS LES RÉSULTATS DES SOCIÉTÉS BÉNÉFICIAIRES DES APPORTS
Cette rubrique ne comprend pas les plus-values afférentes aux biens non amortissables ou taxés lors des opérations de fusion ou d'apport.

Plus-values de fusion, d'apport partiel ou de scission (personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés seulement) Plus-values d'apport à une société d'une activité professionnelle exercée à titre individuel (toutes sociétés)

| Origine des plus-values et date des fusions ou des apports | Montant net des plus-values réalisées à l'origine | Montant antérieurement réintégré | Montant rapporté au résultat de l'exercice | Montant restant à réintégrer |
|--|---|----------------------------------|--|------------------------------|
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| TOTAL | | | | |

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Désignation de l'entreprise : SAS JAC TRANSACTIONS

Néant *

Rappel de la plus ou moins-value de l'exercice relevant du taux de 15 % ① ou 12,8 % ② .

Gains nets retirés de la cession de titres de sociétés à prépondérance immobilières non cotées
exclus du régime du long terme (art. 219 I a *sexies*-0 bis du CGI) ① *.Gains nets retirés de la cession de certains titres dont le prix de revient est supérieur à 22,8 M€
(art. 219 I a *sexies*-0 du CGI) ① *.

① Entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés

② Entreprises soumises à l'impôt sur le revenu

I - SUIVI DES MOINS-VALUES DES ENTREPRISES SOUMISES À L'IMPÔT SUR LE REVENU

| Origine ① | Moins-values à 12,8 % ② | Imputations sur les plus-values à long terme de l'exercice imposables à 12,8 % ③ | Solde des moins-values à 12,8 % ④ |
|--|-------------------------------|--|--|
| Moins-values nettes N | | | |
| Moins-values nettes à long terme subies au cours des dix exercices antérieurs (montants restant à déduire à la clôture du dernier exercice) | N-1 | | |
| | N-2 | | |
| | N-3 | | |
| | N-4 | | |
| | N-5 | | |
| | N-6 | | |
| | N-7 | | |
| | N-8 | | |
| | N-9 | | |
| | N-10 | | |

II - SUIVI DES MOINS-VALUES À LONG TERME DES ENTREPRISES SOUMISES À L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS *

| Origine ① | Moins-values | | Imputations sur les plus-values à long terme À 15 % ④ | Imputations sur le résultat de l'exercice ⑤ | Solde des moins-values à reporter col ⑥ = ② + ③ - ④ - ⑤ ⑥ |
|--|-----------------------------|--|---|--|---|
| | À 19 % ou à 15 % ② | À 19% ou 15 % imposables sur le résultat de l'exercice ③ | | | |
| Moins-values nettes N | | | | | |
| Moins-values nettes à long terme subies au cours des dix exercices antérieurs (montants restant à déduire à la clôture du dernier exercice) | N-1 | | | | |
| | N-2 | | | | |
| | N-3 | | | | |
| | N-4 | | | | |
| | N-5 | | | | |
| | N-6 | | | | |
| | N-7 | | | | |
| | N-8 | | | | |
| | N-9 | | | | |
| | N-10 | | | | |

* Des explications concernant cette rubrique figurent dans la notice n° 2032-NOT-SD

(personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés seulement)*

Désignation de l'entreprise : SAS JAC TRANSACTIONS Néant *

I SITUATION DU COMPTE AFFECTÉ A L'ENREGISTREMENT DE LA RÉSERVE SPÉCIALE POUR L'EXERCICE N

| | | Sous-comptes de la réserve spéciale des plus-values à long terme | | | | |
|--|---|--|---------------|---------------|---------------|---------------|
| | | taxées à 10 % | taxées à 15 % | taxées à 18 % | taxées à 19 % | taxées à 25 % |
| Montant de la réserve spéciale à la clôture de l'exercice précédent (N - 1) | 1 | | | | | |
| Réserves figurant au bilan des sociétés absorbées au cours de l'exercice | 2 | | | | | |
| TOTAL (lignes 1 et 2) | 3 | | | | | |
| Prélèvements opérés { - donnant lieu à complément d'impôt sur les sociétés - ne donnant pas lieu à complément d'impôt sur les sociétés | 4 | | | | | |
| | 5 | | | | | |
| TOTAL (lignes 4 et 5) | 6 | | | | | |
| Montant de la réserve spéciale à la clôture de l'exercice (ligne 3 - ligne 6) | 7 | | | | | |

II RÉSERVE SPÉCIALE DES PROVISIONS POUR FLUCTUATION DES COURS* (5^e, 6^e, 7^e alinéas de l'art. 39-1-5^e du CGI)

| montant de la réserve à l'ouverture de l'exercice ① | réserve figurant au bilan des sociétés absorbées au cours de l'année ② | montants prélevés sur la réserve | | montant de la réserve à la clôture de l'exercice ⑤ |
|--|---|-------------------------------------|--|---|
| | | donnant lieu à complément d'impôt ③ | ne donnant pas lieu à complément d'impôt ④ | |
| | | | | |

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

| | | | | | | | | | | | | | | | |
|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|-----------------------------------|-------------------------------------|----|---------|
| Désignation de l'entreprise : <u>SAS JAC TRANSACTIONS</u> | | | | | | | | | | | | Néant <input type="checkbox"/> * | | | |
| Exercice ouvert le : <u>01/01/2021</u> et clos le : <u>31/12/2021</u> | | | | | | | | | | | | Durée en nombre de mois <u>12</u> | | | |
| DECLARATION DES EFFECTIFS | | | | | | | | | | | | | | | |
| Effectifs moyens du personnel | | | | | | | | | | | | YP | 3 | | |
| Dont apprentis | | | | | | | | | | | | YF | | | |
| Dont handicapés | | | | | | | | | | | | YG | | | |
| Effectifs affectés à l'activité artisanale | | | | | | | | | | | | RL | | | |
| CALCUL DE LA VALEUR AJOUTEE | | | | | | | | | | | | | | | |
| I Chiffre d'affaires de référence CVAE | | | | | | | | | | | | | | | |
| Ventes de produits fabriqués, prestations de services et marchandises | | | | | | | | | | | | OA | 1 351 118 | | |
| Redevances pour concessions, brevets, licences et assimilés | | | | | | | | | | | | OK | | | |
| Plus-values de cession d'éléments d'immobilisations corporelles et incorporelles, si rattachées à une activité normale et courante | | | | | | | | | | | | OL | | | |
| Refacturations de frais inscrites au compte de transfert de charges | | | | | | | | | | | | OT | | | |
| TOTAL 1 | | | | | | | | | | | | OX | 1 351 118 | | |
| II Autres produits à retenir pour le calcul de la valeur ajoutée | | | | | | | | | | | | | | | |
| Autres produits de gestion courante (hors quote-parts de résultat sur opérations faites en commun) | | | | | | | | | | | | OH | 6 | | |
| Production immobilisée à hauteur des seules charges déductibles ayant concouru à sa formation | | | | | | | | | | | | OE | | | |
| Subventions d'exploitation reçues | | | | | | | | | | | | OF | | | |
| Variation positive des stocks | | | | | | | | | | | | OD | 752 122 | | |
| Transferts de charges déductibles de la valeur ajoutée | | | | | | | | | | | | OI | 6 206 | | |
| Rentrées sur créances amorties lorsqu'elles se rapportent au résultat d'exploitation | | | | | | | | | | | | XT | | | |
| TOTAL 2 | | | | | | | | | | | | OM | 758 335 | | |
| III Charges à retenir pour le calcul de la valeur ajoutée | | | | | | | | | | | | | | | |
| Achats | | | | | | | | | | | | ON | 1 561 526 | | |
| Variation négative des stocks | | | | | | | | | | | | OQ | | | |
| Services extérieurs, à l'exception des loyers et des redevances | | | | | | | | | | | | OR | 155 456 | | |
| Loyers et redevances, à l'exception de ceux afférents à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location-gérance ou de crédit-bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois. | | | | | | | | | | | | OS | | | |
| Taxes déductibles de la valeur ajoutée | | | | | | | | | | | | OZ | | | |
| Autres charges de gestion courante (hors quote-parts de résultat sur opérations faites en commun) | | | | | | | | | | | | OW | 983 | | |
| Charges déductibles de la valeur ajoutée afférente à la production immobilisée déclarée | | | | | | | | | | | | OU | | | |
| Fraction déductible de la valeur ajoutée des dotations aux amortissements afférentes à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location-gérance ou de crédit-bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois | | | | | | | | | | | | O9 | | | |
| Moins-values de cession d'immobilisations corporelles et incorporelles si attachées à une activité normale et courante | | | | | | | | | | | | OY | | | |
| TOTAL 3 | | | | | | | | | | | | OJ | 1 717 965 | | |
| IV Valeur ajoutée produite | | | | | | | | | | | | | | | |
| Calcul de la Valeur Ajoutée | | | | | | | | | | | | TOTAL 1 + TOTAL 2 - TOTAL 3 | | OG | 391 488 |
| V Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises | | | | | | | | | | | | | | | |
| Valeur ajoutée assujettie à la CVAE (à reporter sur le 1330-CVAE pour multi-établissements et sur les formulaires n°s 1329-AC et 1329-DEF). Si la VA calculée est négative, il convient de reporter un montant égal à 0 au cadre C des formulaires n°s 1329-AC et 1329-DEF) | | | | | | | | | | | | SA | 391 488 | | |
| Cadre réservé au mono établissement au sens de la CVAE | | | | | | | | | | | | | | | |
| Les entreprises effectuant uniquement des opérations à caractères agricoles n'entrant pas dans le champ de la CVAE ne doivent pas compléter ce cadre. Si vous êtes assujettis à la CVAE et un mono-établissement au sens de la CVAE, veuillez compléter le cadre ci-dessous et la case SA, vous serez alors dispensé du dépôt de la déclaration n° 1330 CVAE. | | | | | | | | | | | | | | | |
| MONO ÉTABLISSEMENT au sens de la CVAE | | | | | | | | | | | | EV | <input checked="" type="checkbox"/> | | |
| Chiffre d'affaires de référence CVAE (report de la ligne OX, le cas échéant ajusté à 12 mois) | | | | | | | | | | | | GX | 1 351 118 | | |
| Effectifs au sens de la CVAE | | | | | | | | | | | | EY | 3 | | |
| Chiffre d'affaires du groupe économique (art. 223 A du CGI) | | | | | | | | | | | | HX | | | |
| Période de référence | | | | | | | | | | | | GY | 0 1 / 0 1 / 2 0 2 1 | | |
| Date de cessation | | | | | | | | | | | | HR | / / / / / / / / / / | | |

Pour les entreprises de crédit, les entreprises de gestion d'instruments financiers, les entreprises d'assurance, de capitalisation et de réassurance de toute nature, cette fiche sera adaptée pour tenir compte des modalités particulières de détermination de la valeur ajoutée ressortant des plans comptables professionnels (extraits de ces rubriques à joindre).

(1) Attention, il ne doit pas être tenu compte dans les lignes ON à OS, OW et OZ des charges déductibles de la valeur ajoutée, afférente à la production immobilisée déclarée ligne OE, portées en ligne OU.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2052.

Formulaire obligatoire
(article 38 de l'ann. III au CGI)(liste des personnes ou groupes de personnes de droit ou de fait
détenant directement au moins 10 % du capital de la société)1
1 (1)

N° de dépôt

Néant *

EXERCICE CLOS LE

31/12/2021

N° SIRET

7 9 7 9 5 1 2 4 1 0 0 0 3 4

DÉNOMINATION DE L'ENTREPRISE

SAS JAC TRANSACTIONS

ADRESSE (voie)

76 avenue des baumettes

CODE POSTAL

06000

VILLE

NICE

Nombre total d'associés ou actionnaires personnes morales de l'entreprise P1

Nombre total de parts ou d'actions correspondantes P3

1

60

Nombre total d'associés ou actionnaires personnes physiques de l'entreprise P2

Nombre total de parts ou d'actions correspondantes P4

3

107

I – CAPITAL DÉTENU PAR LES PERSONNES MORALES :

Forme juridique

SARL

Dénomination

MAS TRANSACTIONS

N° SIREN (si société établie en France)

818050460

% de détention

15.00

Nb de parts ou actions

60

Adresse :

N°

5

Voie

rue Scaliero

Code Postal

06300

Commune

NICE

Pays

FRANCE

Forme juridique

Dénomination

N° SIREN (si société établie en France)

% de détention

Nb de parts ou actions

Adresse :

N°

Voie

Code Postal

Commune

Pays

Forme juridique

Dénomination

N° SIREN (si société établie en France)

% de détention

Nb de parts ou actions

Adresse :

N°

Voie

Code Postal

Commune

Pays

Forme juridique

Dénomination

N° SIREN (si société établie en France)

% de détention

Nb de parts ou actions

Adresse :

N°

Voie

Code Postal

Commune

Pays

II – CAPITAL DÉTENU PAR LES PERSONNES PHYSIQUES :

Titre (2)

Nom patronymique

SIMONETTI

Prénom(s)

Andréas

Nom marital

% de détention

24.25

Nb de parts ou actions

97

Naissance :

Date

30071994

N° Département

06

Commune

NICE

Pays

FRANCE

Adresse :

N°

1

Voie

avenue Ratti

Code Postal

06000

Commune

NICE

Pays

FRANCE

Titre (2)

Nom patronymique

Prénom(s)

Nom marital

% de détention

Nb de parts ou actions

Naissance :

Date

N° Département

Commune

Pays

Adresse :

N°

Voie

Code Postal

Commune

Pays

(1) Lorsque le nombre d'associés excède le nombre de lignes de l'imprimé, utiliser un ou plusieurs tableaux supplémentaires. Dans ce cas, il convient de numéroter chaque tableau en haut et à gauche de la case prévue à cet effet et de porter le nombre total de tableaux souscrits en bas à droite de cette même case.

(2) Indiquer : M pour Monsieur, MME pour Madame ou MLE pour Mademoiselle.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Formulaire obligatoire (art. 38 de l'ann. III au C.G.I.)

(liste des personnes ou groupes de personnes de droit ou de fait dont la société détient directement au moins 10 % du capital)

1/1 (1) Néant *

N° de dépôt

EXERCICE CLOS LE 31/12/2021

N° SIRET 7 9 7 9 5 1 2 4 1 0 0 0 3 4

DÉNOMINATION DE L'ENTREPRISE SAS JAC TRANSACTIONS

ADRESSE (voie) 76 avenue des baumettes

CODE POSTAL 06000 VILLE NICE

NOMBRE TOTAL DE FILIALES DÉTENUES PAR L'ENTREPRISE P5 8

Forme juridique SCI Dénomination JMAG
N° SIREN (si société établie en France) 814122677 % de détention 50.00
Adresse : N° 14 Bis Voie avenue du Docteur Moriez
Code Postal 06000 Commune NICE Pays FRANCE

Forme juridique SAS Dénomination QUALITY KING
N° SIREN (si société établie en France) 850077355 % de détention 98.00
Adresse : N° 18 Voie Place Garibaldi
Code Postal 06000 Commune NICE Pays FRANCE

Forme juridique SARL Dénomination 3B
N° SIREN (si société établie en France) 817943053 % de détention 50.00
Adresse : N° 17 Voie rue Bonaparte
Code Postal 06300 Commune NICE Pays FRANCE

Forme juridique SC Dénomination Foncière niçoise de gestion
N° SIREN (si société établie en France) 850415001 % de détention 45.00
Adresse : N° 18 Voie Place Garibaldi
Code Postal 06300 Commune NICE Pays FRANCE

Forme juridique SCI Dénomination SCCV NIKOLINA
N° SIREN (si société établie en France) 848244323 % de détention 50.00
Adresse : N° 4 Voie avenue Brown Sequard
Code Postal 06000 Commune NICE Pays FRANCE

Forme juridique SC Dénomination ARSON
N° SIREN (si société établie en France) 878373349 % de détention 50.00
Adresse : N° 18 Voie place Garibaldi
Code Postal 06300 Commune NICE Pays FRANCE

Forme juridique Dénomination
N° SIREN (si société établie en France) % de détention
Adresse : N° Voie
Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination
N° SIREN (si société établie en France) % de détention
Adresse : N° Voie
Code Postal Commune Pays

Lorsque le nombre de filiales excède le nombre de lignes de l'imprimé, utiliser un ou plusieurs tableaux supplémentaires. Dans ce cas, il convient de numérotter chaque tableau en haut et à gauche de la case prévue à cet effet et de porter le nombre total de tableaux souscrits en bas à droite de cette même case.
* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032